

هنا امتحان

LE MONDE RADIO-TÉLÉVISION : 32 pages de programmes et de commentaires

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE

N° 12924 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 17-LUNDI 18 AOUT 1986

Le Pérou sanctionné

La décision du Fonds monétaire international de rendre le Pérou indigible à de nouveaux crédits n'est pas une surprise. Depuis six mois, l'organisation internationale avait fait preuve d'une certaine souplesse en repoussant cette mise à l'écart financière de Lima, coupable de ne rembourser que très partiellement ses dettes. Et cette mansuétude avait paru effrénée, puisque, au mois de mai, ce pays sud-américain s'était engagé à payer 100 millions de dollars d'arriérés avant le 15 août. Le nouveau défaut du débiteur à cette échéance — 35 millions de dollars seulement ont été réglés — et la violence d'attaque contre le FMI qui l'a accompagné rendaient la décision inévitable.

Voilà donc le Pérou qui entre dans le petit clan des plus mauvais payeurs du FMI, aux côtés du Vietnam, du Soudan, du Libéria et de la Guyane. Directement, cela ne devrait pas trop le gêner. Depuis deux ans, il n'a reçu aucun nouveau crédit de l'institution internationale, à laquelle il doit en tout 750 millions de dollars. Mais les effets indirects de cette mise à l'écart risquent d'être plus douloureux. Les gouvernements créanciers, les banques, voire d'autres organismes internationaux, ne pourront pas ne pas tenir compte de la décision du Fonds monétaire en cas de demande de nouveaux crédits. Alors que Lima est à jour de ses remboursements à la Banque mondiale et a touché de cet organisme 123 millions de dollars cette année, on réaménage déjà, au siège de la Banque, que des prêts supplémentaires devront tenir compte de tout ce qui affecte la situation du Pérou.

Cette réticence des milieux financiers internationaux vis-à-vis d'un pays qui leur doit plus de 14 milliards de dollars se manifeste en outre à un mauvais moment. Les recettes en devises des exportations de pétrole, de cuivre et d'argent ne cessent de se dégrader alors que les importations de produits alimentaires — sous l'effet d'un contrôle des prix qui a entraîné une certaine pénurie — s'accroissent. Et la tentative du Pérou de contourner le Fonds monétaire par des accords de négociation directement négociés avec les pays prêteurs ou par des remboursements en nature n'ont guère reçu d'échos qu'au sein des pays de l'Est.

Depuis son arrivée au pouvoir en juillet 1985, le jeune — il n'a que trente ans — président social-démocrate Alan García a érigé son non-remboursement en principe et est devenu le champion de la rébellion contre les politiques d'austérité imposées par les experts du FMI. Parce que les créanciers sont « coupables d'avoir injecté des sommes considérables de manière irresponsable sans trop se soucier de l'usage qui en était fait » et sont, de ce fait, responsables, il entend limiter les remboursements du Pérou à 10 % des recettes d'exportations.

Mais si nombre de ses critiques contre le Fonds monétaire sont justifiées, M. Alan García n'a pas réussi à entraîner l'adhésion des autres pays latino-américains comme le Mexique, le Brésil et l'Argentine, non plus qu'à créer un cartel des pays endettés de la région.

C'est que la communauté financière internationale — y compris parmi les débiteurs — sait que rien ne serait pire que des déclarations unilatérales de non-remboursement. La délinquance avait alors généralisée et la machine économique mondiale asphyxiée, faute de financement. Le redressement de la situation des pays endettés passe par plus de croissance, des prêts nouveaux et des cours de matières premières plus satisfaisants. Pas par une limitation des crédits.

Afrique du Sud, défense nationale

Le président Reagan a subi une double défaite au Congrès

La session parlementaire a pris fin aux Etats-Unis sur un double échec du président Reagan. Au Sénat, une imposante majorité a approuvé des sanctions économiques, au demeurant modérées, contre l'Afrique du Sud. A la Chambre, la majorité démocrate a adopté diverses mesures contraires à la politique officielle concernant la défense nationale et le contrôle des armements.

WASHINGTON
correspondance

A une très large majorité (84 contre 14) le Sénat s'est prononcé en faveur du programme de sanctions élaboré par le sénateur Lugar, président de la commission des affaires étrangères, qui cherchait à rallier un nombre suffisant de sénateurs pour dissuader le président de recourir au veto.

Les sanctions votées sont relativement modérées. « Une dévastation économique de l'Afrique du Sud n'est pas notre objectif, nous voulons seulement persuader le gouvernement de Pretoria », a dit

le sénateur Lugar, en s'opposant à un certain nombre d'amendements des démocrates libéraux, qui désiraient durcir les sanctions prévues.

Certes, plusieurs sénateurs républicains se sont efforcés d'atténuer ces sanctions dans le sens recommandé par le président Reagan. Mais finalement, dans les dernières heures du débat, le Sénat a renforcé le programme en incluant les produits agricoles et l'acier dans la liste des produits dont l'importation sera interdite.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 3.)

La politique française au Proche-Orient

M. Chirac relance une polémique avec M. Giscard d'Estaing

Les déclarations de M. Chirac à un quotidien israélien sur la politique française au Proche-Orient risquent de provoquer des remous. Le premier ministre rejette à nouveau sur M. Giscard d'Estaing la responsabilité de l'accord nucléaire franco-irakien de 1975 ; il se prononce, d'autre part, contre la création d'un Etat palestinien, éventualité que M. Mitterrand ne rejette pas (1).

L'hôtel Matignon a démenti, vendredi 15 août, que le premier ministre ait accordé une interview au quotidien israélien Yediot Aharonot, dans laquelle M. Chirac semble rejeter sur M. Giscard d'Estaing la responsabilité de la signature de l'accord nucléaire franco-irakien de 1975.

« L'accord qui suscite une tension certaine entre la France et l'Etat hébreu, le premier ministre [actuellement en visite privée au Maroc] tient à faire savoir qu'il n'a donné aucune interview au journal Yediot Aharonot », a indiqué un communiqué de Matignon, qui ajoute : « Les propos qui lui sont prêtés semblent émaner d'une conversation du 8 août

dernier qui a eu lieu à Paris entre le premier ministre et le journaliste israélien Ben Porat à l'occasion de l'enquête effectuée par celui-ci pour la rédaction d'un ouvrage historique relatif à certains problèmes du Moyen-Orient et qui doit paraître prochainement. »

AL. FR.

(Lire la suite page 3.)

(1) Le 4 mars 1982, au cours d'un voyage en Israël, M. Mitterrand avait déclaré devant la Knesset : « Le dialogue suppose que chaque partie puisse aller jusqu'au bout de son droit, ce qui, pour les Palestiniens comme pour les autres, peut, le moment venu, signifier un Etat. »

L'Elysée, les socialistes et le découpage électoral

Les embarras de M. Mitterrand

« Il rit et se me croit pas », affirmait M. Mitterrand, à propos du premier ministre, pendant la période qui a précédé son refus de signer l'ordonnance sur les privatisations. Le chef de l'Etat disait qu'il ne signerait pas. Il a tenu parole. C'était, à ses yeux, affaire de principe, choix effectué « en conscience ». Il n'en va pas de même aujourd'hui, que M. Mitterrand se prépare à signer, ou non, au mois de septembre, l'ordonnance sur le découpage électoral.

Le chef de l'Etat réserve son jugement. Ce n'est plus une question de principe, puisque le découpage n'est que la conséquence d'un retour au mode de scrutin majoritaire, pour lequel, remarque-t-il depuis longtemps, il est toujours un petit faible. Bien que, à ses yeux, une carte électorale, si habilement dessinée qu'elle soit, ne puisse pas contenir un mouvement profond de l'électorat, M. Mitterrand insiste cependant sur la nécessité de ne pas rétablir les iniquités passées (il fallait à la gauche obtinir 52 % des suffrages pour s'assurer une majorité en sièges à l'Assemblée nationale).

Ainsi, le débat entre le gouvernement et le président de la République semble engagé en douceur. Côté gouvernement, M. Pasqua a eu la sagesse, et peut-être la malice, d'informer l'Elysée plus tôt que strictement nécessaire. M. Mitterrand a du temps devant lui, jusqu'au conseil des ministres auquel sera soumise l'ordonnance, début septembre. Côté Elysée, cette procédure aimable, qui contraste avec celle, expéditive, des privatisations, a été perçue, dans un premier temps, comme convenable. On indiquait ces jours derniers que M. Mitterrand, qui est sans doute l'un des meilleurs spécialistes français de la carte électorale, examinerait dans le détail les travaux de couture du ministre de l'Intérieur et de ses amis de la majorité, puis ferait part de ses observations.

Mais le débat n'est pas aussi idyllique qu'il y paraît. La courtoisie affichée du ministre de l'Intérieur, que M. Mitterrand considère comme l'un des hommes les plus « modérés » du gouvernement, est aussi un piège. En corrigeant avec toutes les apparences de la bonne volonté sa propre

copie, compte tenu des remarques formulées par la commission dite des « sages », M. Pasqua prépare un dossier bétonné. Respectueux du Conseil constitutionnel, de la commission des « sages », puis, éventuellement, du Conseil d'Etat, il pourra se draper sans forcer dans sa dignité d'homme travailleur. Comment M. Mitterrand pourrait-il mettre en doute tant de modestie et d'application ?

D'autant que le chef de l'Etat, s'il engage un dialogue avec le gouvernement sur le découpage électoral, prendra le risque de se mêler à ce qui apparaîtra comme une négociation, au pire une magouille, sur un sujet éminemment suspect aux yeux de l'opinion. Le Parti communiste — « A l'Elysée pour avis » titrait l'Humanité du 15 août — ne se priverait pas, alors, de dénoncer les compromissions supposées du pouvoir. « Mitterrand-Chirac ». La signature de l'ordonnance, au terme d'un tel processus, nourrirait l'accusation, accordée un label de bonne conduite au gouvernement et aux députés qui le soutiennent, seuls maîtres d'œuvre des préparatifs de découpage, et

interdirait aux socialistes d'émettre la moindre plainte.

Pour autant, le refus de signature n'est pas non plus la solution la plus facile. Il ramènerait certes à l'Assemblée nationale — où l'ordonnance avortée deviendrait projet de loi — la grappe de ceux des députés sortants de la majorité qui seront les sacrifiés du scrutin majoritaire. Mais M. Chirac a les moyens de les contredire, moyens qu'il ne s'est pas privés, conformément à la Constitution, d'utiliser depuis son entrée en fonctions. Lequel des « sacrifiés » voterait une motion de censure avec les socialistes ?

Le précédent des nationalisations a aussi montré que l'Assemblée nationale, sous la pression conjuguée du gouvernement et d'une partie de sa majorité, peut produire un projet de loi plus dur, aux yeux de l'opposition, que l'ordonnance à laquelle il se substitue. Les socialistes se retrouveraient alors avec une carte électorale plus défavorable que celle du projet final d'ordonnance.

Les conséquences du choix que devra faire M. Mitterrand sont pour lui, dans ces deux cas de figure, fort embarrassantes.

J.-Y. L.

Indiens... cahutes et gratte-ciel

Le jeune héritage de la vieille Amérique

Nouvelle étape de ce voyage à travers la culture américaine (le Monde daté 10-11 août) : le patrimoine. Il est le révélateur d'un monde qui commence à peine à chercher son histoire. Un patrimoine multiforme, dont l'architecture reste la plus menacée.

La Nouvelle-Orléans. Nous avons rendez-vous dans une rue mi-luxe mi-toc du Vieux Carré, plus spontanément appelé French Quarter, le plus ancien quartier de la ville, protégé, rénové, astiqué et pour tout dire « comme neuf ». Le difficile choix entre le « faire ancien » et l'histoire a été résolu le plus simplement du monde : on a choisi le charme et le pittoresque... Notre rendez-vous, dont la demi-heure de retard n'a rien d'américain, ne parle toutefois pas français. Elle s'appelle Cynthia R. Elle est vêtue d'un pantalon blanc de soie synthéti-

que et de la dernière décennie, de chaussures de bal épuisées, d'un blouson de plastique léopard (type années 60) et d'un grand nombre de bijoux indolents. Datable, Cynthia n'est guère plus, maquillée comme une reine de carrosse sicilien.

Cynthia, qui assure avoir vécu du métier d'actrice, a trouvé pour continuer un job mirifique. Elle organise des heritages tours, des visites du patrimoine dans le Vieux Carré. Ainsi, jusqu'en 1983, elle a conduit de petits groupes de touristes plus intellos qu'à l'ordinaire à travers cette vieille Nouvelle-Orléans dont elle traçait le portrait et les souvenirs littéraires. Cette même année, la mort de Tennessee Williams — grand tourment pour l'évêque qui l'enterra tout de même du bout des doigts — lui donna une excellente occasion de se spécialiser. Elle dit l'avoir bien connu, que Williams a même connu des femmes...

Il paraît au moins certain qu'elle a plus d'une fois levé le coude en sa compagnie, et la voici guide exclusive du Tennessee Williams Walk.

Une exclusivité à peine troublée, au coin de la rue Dauphine et de la rue Dumaine, par l'irruption gesticulante d'une concurrente presque aussi fraîche, et qui revendique le même genre de familiarité posthume avec l'auteur du Tramway nommé Désir.

On se recueille devant les différentes maisons où habita l'écrivain, devant celles où il écrivit, devant ses bordels préférés, devant la cathédrale où il fut malgré tout béni, devant ses boîtes et bistrots où l'on arrose au passage tout à la fois Cynthia et l'émotion naissante...

FREDERIC EDELMANN.

(Lire la suite page 7.)

CHRONIQUE
DES
ANNÉES

Anquetil
ou Poulidor ?
PAGE 6

Accidents
nucléaires
Deux projets de convention
adoptés par l'Agence de
Vienna.
PAGE 12

M. Shultz à Haïti
Les conditions d'un accroissement
de l'aide américaine.
PAGE 3

La NASA
sans satellites
commerciaux
Ils seront confiés au secteur
privé.
PAGE 12

Une victoire
de Kasparov
Karpov a perdu — au
temps — la huitième partie
du championnat du monde
d'échecs.
PAGE 5

L'URSS au FMI ?
Moscou envisagerait
d'adhérer à l'Organisation
financière internationale.
PAGE 9

Mort
de Pierre Bertaux
Germaniste, ancien préfet,
compagnon de la Libération.
PAGE 12

Le sommaire complet
se trouve page 12

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles
émissions, les expositions, les
ventes et les cours. Tout ce qu'il
faut savoir pour mieux gérer
votre patrimoine philatélique.

SOMMAIRE
DE JUILLET-AOÛT

NOTRE-DAME

DE RONCHAMP • NOUVELLES
VARIÉTÉS!

En vente chez votre marchand de journaux

هكزامن لاجل

2 Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 août 1986 •

Dates

Il y a cent ans

La naissance de l'Indochine française

RENDEZ-VOUS

Dimanche 17 août. - **Caracas** : visite de M. Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Lundi 18 août. - **Helsinki** : rencontre soviéto-israélienne.

Le Caire : conférence ministérielle du « groupe des 77 ».

Luanda : conférence pour le développement en Afrique australe.

Mardi 19 août. - **Stockholm** : ouverture de la 12^e session conférence sur le désarmement en Europe (jusqu'au 19 septembre).

Mercredi 20 août. - **Copenhague** : présentation du budget.

Dimanche 24 août. - **Djakarta** : visite de M^{me} Corazon Aquino.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75177 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wout

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Salas

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 389 F

II - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 809 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie,

625 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche,

20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$;

Côte-d'Ivoire, 620 F CFA ; Danemark,

9 kr. ; Espagne, 170 pes. ; États-Unis,

Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie,

2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg,

40 F. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ;

Portugal, 130 esc. ; Suède, 460 F CFA ;

Suisse, 11 fr. ; Thaïlande, 1,80 T. ; USA, 1,25 \$;

USA (West Coast), 1,50 \$.

1886, trois ans après l'affaire de Lang Son, faux désastre qui avait provoqué la chute du ministère de Jules Ferry et valu au Tonkin la sinistre réputation d'ennemi, la troisième République décide, avant même l'achèvement de la pacification, d'établir en Annam et au Tonkin un régime civil de protectorat sur des bases qu'elle espère définitives.

Juridiquement, l'administration des pays protégés doit relever du ministère des affaires étrangères, mais l'important est la désignation par le gouvernement Freycinet d'un homme de prestige, le biologiste Paul Bert, aux fonctions de résident général. Ce républicain, ami de Gambetta et de Ferry, a pour mission de promouvoir une politique conforme à une doctrine coloniale dont ces derniers, par leur action, avaient permis le développement. Un tournant s'amorce alors dans l'opinion métropolitaine jusqu'à indifférence, avec l'ouverture d'un grand débat sur la question de l'empire d'outre-mer et la prochaine naissance d'un véritable parti « coloniste » prêt à l'affronter. Sur le terrain, Paul Bert doit réaliser cette Union indochinoise des pays conquis de la péninsule, afin d'en former un ensemble solide et fermement tenu.

Depuis le débarquement de l'amiral Rigault de Genouilly à Tourane en 1858, la constitution de l'établissement d'Indochine ne s'est faite qu'à gré des initiatives individuelles et des incidents locaux, et de façon discontinue, à la faveur de décisions plus ou moins hâtives. C'est à l'appel de missionnaires persécutés que Napoléon III a décidé de l'expédition qui allait se transformer en conquête. Certes, en brandissant le « flambeau de la civilisation chrétienne », l'empereur rêvait également de prestige et de grandeur, et se préoccupait d'échanges commerciaux avec cette Chine que les rivaux anglais s'ouvraient à coups de canons. Mais en laissant à Rigault de Genouilly le choix d'imposer un simple traité de commerce au souverain vietnamien, ou d'établir un protectorat, il se montrait plutôt flou dans sa détermination. Une fois le premier établissement fondé, sa politique allait être celle d'une main d'argile dans un gant de fer.

Le rêve de Francis Garnier

Quand la troisième République prend le relais du Second Empire, et les républicains laissent celui des missionnaires, des éléments nouveaux donnent à la politique outre-mer une plus grande vigueur. Avec l'essor du capitalisme expansionniste et son corollaire, la rivalité économique des grandes puissances industrielles, l'importance du marché chinois se confirme, augmentant plus que jamais les convoitises. En France même, des partisans déterminés d'un empire colonial arrivent au pouvoir. Devant une opinion généralement indifférente, une opposition disparate mais virulente tente de contrecarrer leur action. Il reste que ce sont les initiatives individuelles, la dynamique de la conquête et l'engrenage des événements qui se révéleront déterminants.

Deux hommes sont ainsi à l'origine de l'extension à l'Annam et au Tonkin de l'établissement indochinois : Francis Garnier et Jean Dupuis. Le premier est officier de marine. A vingt-quatre ans, l'âge de tous les rêves, de tous les projets, de toutes les audaces, il a été inspecteur des affaires indigènes à Cholom, ville chinoise voisine de Saigon. A travers cette petite Chine, comment n'aurait-il pas pensé à la grande, cet élan commercial, insatiable et attirant ? Il a cru pouvoir trouver une voie de pénétration par le Mékong, dont il a remonté le cours avec Doudart de Lagrée. L'expédition, engagée sous le Second Empire avec le soutien de Chasseloup-Laubat, l'a conduit dans une région où s'entrechoient les limites mal définies et disputées de la Chine, de la Birmanie, du Siam, des principautés laotiennes et du Vietnam. Il y a vu pointer les ambitions anglaises et rêvé de donner à la France la possession des « cinq doigts de la main indochinoise » : ces cinq fleuves, Irrawaddy, Saloum, Mékong, et fleuve Rouge, qui irriguent l'Asie méridionale d'entre Inde et Chine. S'il a été déçu de constater que le Mékong n'était pas navigable jusqu'en Chine, il a cependant pressenti la navigabilité du fleuve Rouge. A Hankou, il a justement rencontré un négociant français, Jean Dupuis, qui en recueillait l'information avec intérêt.

La dure campagne du Tonkin

Dupuis, lui, cherche une voie plus directe que celle du Yangtziang, qui relie le Yunnan, avec lequel il commerce, à la mer. En 1873, nanti de l'appui de l'amiral Dupré, gouverneur de la Cochinchine, et d'une recommandation des autorités chinoises du Yunnan, il passe outre à l'opposition, faible il est vrai, des mandarins vietnamiens, et parvient à Hanoï. C'est une violation du traité de 1862, qui exclut cette ville du commerce étranger. Dans un premier mouvement, l'amiral Dupré désavoue le négociant. Dupuis s'accroche avec une obstination où se mêlent ambition et patriotisme, intérêts matériels et orgueil de race.

Mais, apprenant que la cour de Hué a pris contact avec les Anglais, l'amiral Dupré modifie sa position. Malgré les instructions restrictives de Paris, il envoie au Tonkin une mission aux fins d'enquête. En désignant Francis Garnier pour la diriger, il laisse deviner des intentions qui ne sont pas innocentes.

A la tête d'une petite troupe de cent quatre-vingts hommes, le bouillant officier se lance dans une série de coups d'audace qui le

rendent maître en une conquête-éclair des principales villes du Tonkin. Avec une foi nourrie de ces victoires rendues faciles par la désagrégation de l'autorité royale vietnamienne, il se proclame libérateur plus que conquérant. Il ne s'adresse pas seulement aux chrétiens, ralliés en masse, lorsqu'il déclare : « Nous sommes venus pour vous tirer de l'état d'isolement où vous végétez. Nous n'avons pas l'intention de changer vos usages ou de nous emparer de vos biens, nous nous considérons comme des frères et nous nous appliquerons de toutes nos forces à faire votre bonheur... » Mais il ne manque pas d'ajouter : « Que les lettrés ne s'avisent pas de se révolter ! Et si quelque bande ose

imprimer à sa politique coloniale un tour plus acide, en Tunisie, au Congo, à Madagascar, enfin au Tonkin, qui lui veut de tomber sous les coups d'une opposition qui mêle les vengeances personnelles aux arguments politiques et financiers. S'occuper des colonies et d'expéditions lointaines, c'est ruiner la France, lui enlever ses enfants, favoriser la fortune de quelques-uns au détriment des intérêts de tous, gaspiller l'argent des épargnants. C'est aussi, au lendemain de la défaite, détourner la nation de ce qui importe le plus, la reprise de l'Alsace et de la Lorraine. « J'ai perdu deux sœurs, s'écrie Doudart de Lagrée, et vous m'avez donné vingt domestiques ! »

en 1888, avec des chefs comme Phan Dinh Phung dans le nord de l'Annam ou le célèbre De Tham au Tonkin. La pacification ne sera pratiquement achevée que dans les dernières années du siècle.

Territorialement, il reste à définir les limites occidentales de cet établissement indochinois qui prend corps. Ce sera fait lorsqu'un protectorat sera établi sur les principautés laotiennes et que les frontières seront fixées avec le Siam en 1893, 1902 et 1904, avec la Chine en 1895, et la Birmanie anglaise en 1896. L'ère tumultueuse de la conquête est en fait déjà révolue avec Paul Bert. La folle tentative de Mayréna, cet ancien spahi qui entreprend l'exploration de



Soldats français sur un marché de Tonkin.

encore inquiéter et piller le peuple, nous en tirerons un châtiment exemplaire ! »

La mort de Garnier dans une embuscade met rapidement un terme à son extraordinaire équipée. Au sortir de la défaite et de la Commune, le gouvernement de la troisième République est alors peu décidé à poursuivre l'aventure. Par un nouveau traité, les villes tonkinoises conquises sont restituées et les troupes françaises retirées du Nord, provoquant un retour de bâton sanglant pour les Vietnamiens, chrétiens ou mandarins nouveaux, qui s'étaient compromis avec le conquérant. Les banderilles ont cependant été bien plantées. L'aventure de Garnier a démontré, s'il en était encore besoin, la faiblesse du royaume vietnamien. Tu Duc n'est plus maître de ses provinces septentrionales, où des partisans de la dynastie rivale des Lê lui dament le pion, et où des bandes chinoises telles que les Pavillons noirs imposent une lourde présence. Pour le gouvernement français, la tentation est d'autant plus grande que Tu Duc, en désespoir de cause, fait appel à la Chine pour l'aider à rétablir l'ordre. L'intervention de ce tiers est le meilleur prétexte pour relancer l'engrenage. Une deuxième campagne du Tonkin s'engage alors à la fois contre les Vietnamiens et contre les Chinois.

« Deux sœurs et vingt domestiques »

Commencée en avril 1883, cette guerre sera dure et meurtrière. Avec les troupes annamites, la Légion étrangère, les chasseurs d'Afrique, les turcos algériens, c'est une véritable armée d'empire qui est engagée contre des troupes chinoises aguerries et entraînées par des Européens. Le climat, la cruauté, le choléra ou les fièvres donnent à cette campagne du Tonkin une couleur d'abomination, et au président du conseil Jules Ferry la responsabilité de ce gaspillage de « l'or et du sang de la France ». Dans l'atmosphère dramatique que créent les nouvelles de Lang Son, le débat ouvert entre les partisans et les adversaires de l'expansion coloniale prend pour la première fois une ampleur nationale.

Dès 1872, Gambetta avait déclaré : « Pour reprendre le rang qui lui appartient dans le monde, la France se doit de ne pas accepter le repliement sur elle-même. » En 1874, l'économiste Paul Leroy-Beaulieu développait, dans un ouvrage intitulé *De la colonisation chez les peuples modernes*, l'idée que la fondation de colonies est la meilleure affaire dans laquelle on puisse engager les capitaux d'un riche et vieux pays. Et Jules Ferry : « La France se doit, à la faveur d'un empire colonial, d'être partout présente là où se jouent les grands intérêts du monde... »

Aux idées répondent les actes. Gambetta crée dans son gouvernement de 1881 un sous-secrétariat d'Etat aux colonies, un premier pas significatif vers un ministère des colonies qui apparaîtra en 1894. Au cours de ses passages à la tête du gouvernement, Ferry

Pourtant, avant sa chute, Ferry a pu arracher les crédits aux renforts qu'il a fallu envoyer au Tonkin. La campagne eût été vraisemblablement écourtée si tous les moyens avaient été mis en œuvre, plutôt que de procéder par petits paquets. Néanmoins, deux traités signés en 1883 et 1884 établissent le protectorat français sur l'Annam et le Tonkin, tandis qu'en 1885, à Tianjin, la Chine le reconnaît enfin sans partage. Si Ferry quitte le pouvoir sous les injures de Clemenceau qui l'accuse de haute trahison, la nomination de Paul Bert en Indochine, trois ans plus tard, est en quelque sorte pour lui une revanche.

En arrivant à Hanoï, le nouveau résident annonce la couleur : il vient pour passer les plaies de la conquête et tendre une main fraternelle. Les mesures qu'il prend sont apaisantes : remise des arriérés fiscaux, indemnités et secours divers, atténuation du système de corvée, création d'un hôpital pour les indigènes. « Nos peuples ne sont pas faits pour se combattre, s'écrie-t-il avec les accents de Garnier, mais pour travailler ensemble. Si des Français viennent se fixer sur votre territoire, c'est avec l'intention d'augmenter la richesse générale... » Il ancre une politique de développement économique et culturel conforme à la promesse de respecter les usages, les rites et les traditions nationales, et à celle de prêter une oreille attentive aux doléances et aux vœux de la population : il crée ainsi un conseil consultatif de quarante notables, un comité agricole, commercial et industriel, une académie tonkinoise de lettrés. Il prépare également un système d'enseignement alliant les cultures vietnamiennes et occidentales. Une mauvaise fièvre empêchera Paul Bert de mener à son terme l'œuvre ébauchée. L'année suivante, en 1887, le gouvernement général de l'Indochine française sera créé, mais il faudra plus de dix ans avant que l'Union ait, sous l'impulsion énergique de Paul Doumer, une réalité politique et économique.

Les problèmes immédiats sont en effet assez nombreux à résoudre. D'abord, la pacification n'est pas achevée, sauf en Cochinchine. Au Cambodge sévit une insurrection, déclenchée en 1884 à l'instigation du roi Norodom, en réaction contre la brutalité d'un résident trop autoritaire. Elle ne cessera qu'en 1887, lorsque le protectorat se fera plus souple.

En Annam se poursuit la révolte des lettrés, qui traduit le désarroi du mandarinat devant la défaite et l'invasion étrangère. Si une partie de ces fonctionnaires s'est résolue à accepter la « sanction du Ciel », l'autre a choisi de résister. Or, avec la mort de Tu Duc, survenue en 1883, la crise nationale s'est compliquée d'une crise de succession. L'un des deux régnants s'est enfoncé avec le jeune roi Ham Nghi, ainsi devenu le porte-drapeau de l'insurrection. Le général de Courcy a fait placer sur le trône un autre prince qui a pris le nom de Dong Khanh, mais les troubles continuent, et se poursuivront même après la capture de Ham Nghi

« S'incliner devant la loi »

Avec Paul Bert, l'Indochine est déjà une colonie avec tout ce que cela implique d'organisation et de réflexes administratifs et politiques de défense. L'ami des Ferry et des Gambetta a donné le ton de ce que devrait être la colonisation républicaine quand il a déclaré à ses « protégés » : « De même que les Chinois autrefois ont amélioré votre état social en vous apportant leur civilisation... de même les Français qui viennent aujourd'hui chez vous amélioreront votre situation agricole, industrielle et économique, et élèveront encore votre niveau intellectuel par l'instruction. » Que cette référence à la Chine ait été faite ou non en pleine conscience de ses implications politiques, elle porte en elle l'idée directrice d'un protectorat qui tendra à se rapprocher de l'administration coloniale directe, telle qu'elle est pratiquée en Cochinchine.

Les impératifs du rétablissement de l'ordre au Nord et ceux de l'efficacité administrative amènent le résident général à imposer dès avril 1886 une mesure qui amorces le détachement du Tonkin de l'autorité royale : par une ordonnance, Dong Khanh délègue ses pouvoirs en cette région à un « Kim luoc », sorte de vice-roi dont le titre et les fonctions finiront en 1897 par être confiés au résident français lui-même. En 1888, le roi cède à la France la souveraineté des villes de Hanoï, Haiphong et Tourane. Mais surtout, avec l'autorité proconsulaire d'un gouverneur général relevant directement du ministère des colonies et des résidents dont le rôle se confondra avec celui des administrateurs coloniaux, la volonté impériale se précise. C'est un gouverneur de Cochinchine, Le Myre de Vilers, qui en a exprimé le mieux l'esprit en déclarant : « L'instruction du gouvernement est de respecter la religion, les mœurs et les coutumes des populations appelées à participer à notre civilisation, de développer l'instruction, d'accroître leur richesse. Mais que les Annamites sachent bien que leur premier devoir est de s'incliner devant la loi du pays ! »

PHILIPPE FRANCHINI

(1) Michel Aurillac, *Le Royaume oublié*, Éditions Orban, 396 p., 98 F.

HAÏTI : brève visite de M. Shultz

L'accroissement de l'aide américaine dépendra des options économiques du régime

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

Les Haïtiens n'ont dû attendre que quelques heures pour avoir le privilège d'accueillir vendredi 15 août, en la personne de M. George Shultz, un secrétaire d'Etat américain. La précédente visite à Port-au-Prince d'un chef de la diplomatie des Etats-Unis — M. Philander Chase Knox — remontait en effet à 1912.

A lui seul, ce rappel historique suffit à souligner l'importance que Washington accorde à ce petit pays des Caraïbes depuis les événements qui ont conduit à la chute de la dictature duvaliériste. M. Shultz a décidé de faire une courte escale de quelques heures dans la capitale haïtienne sur le chemin de Saint-Domingue, où il devait assister samedi à l'inauguration du nouveau président de la République dominicaine, M. Balaguer.

Six mois après la date historique du 7 février, départ de Jean-Claude Duvalier, la visite de M. Shultz lui a permis de faire le point avec les membres du Conseil national de gouvernement (CNG) sur l'ensemble des questions intéressant les deux pays. Officiellement, elle est présentée, du côté américain, comme étant destinée à appuyer les efforts du CNG dans cette période de transition démocratique, dont on estime, selon les mêmes sources, qu'elle se déroule plutôt sans heurts. Les responsables du département d'Etat ne peuvent malgré tout que s'interroger sur l'apparition depuis quelque temps dans la population haïtienne de sentiments ouvertement anti-américains, et cela en dépit du coup de pouce donné au dernier moment par Washington pour favoriser le changement de régime. Il n'est pas sûr que M. Shultz ait en le loisir de remarquer les slogans qui ont fleuri ces derniers jours sur les murs de Port-au-Prince et qui l'assimilent, lui et le président Reagan, aux « tontons macons » hominis. Mais le fait est là, même si, à l'ambassade des Etats-Unis, on se demande dans quelle mesure ces manifestations d'hostilité sont spontanées ou orchestrées.

Les impératifs de sécurité sont tels en tout cas, du côté américain, que jusqu'à vendredi matin il n'était pas possible de savoir officiellement combien d'hommes exactement M. Shultz devait passer à Port-au-Prince. A la suite de ses entre-

tions avec notamment le général Namphy, président du CNG, et M. Jean-Baptiste Filastre, ministre des affaires étrangères, un document devait être signé. Celui-ci s'était rendu à Washington du 11 au 13 juin dernier, en compagnie des ministres haïtiens de la justice et de l'éducation. A cette occasion, les Etats-Unis avaient annoncé le déblocage de 20 millions de dollars pour une assistance économique immédiate.

Cette question de l'aide a figuré en bonne place dans les entretiens. L'assistance américaine s'élève pour l'année fiscale en cours à quelque 80 millions de dollars, dont 30 millions débloqués d'urgence depuis le 7 février. Les Etats-Unis, qui, dans leurs relations avec Haïti, se sont souvent servis de l'aide financière comme d'un levier à des fins politiques, seraient prêts, semble-t-il, malgré de sévères contraintes budgétaires, à faire un plus grand effort pour l'année 1986-87. Ils aimeraient toutefois que les futures options économiques haïtiennes correspondent aux vœux de Washington, notamment dans le domaine du développement agricole. Or, dans l'actuelle conjoncture politique haïtienne où plusieurs mouvements de gauche et l'Eglise catholique n'hésitent pas à réclamer une réforme agraire, il s'agit là d'une question épineuse à propos de laquelle l'actuelle équipe au pouvoir à Port-au-Prince ne dispose peut-être pas de toute sa liberté d'action.

L'assistance militaire

Autre dossier prioritaire : celui de l'assistance militaire. En révélant le 5 août qu'une délégation d'experts militaires américains se rendait à Port-au-Prince pour évaluer les besoins actuels et à long terme des forces armées haïtiennes, le département d'Etat a montré toute l'importance qu'il attachait à ce problème. Officiellement, cette mission pourrait déboucher sur un programme d'aide et d'entraînement de l'armée haïtienne, afin de renforcer son professionnalisme et le soutien institutionnel qu'elle apporte au processus démocratique. Du côté américain, on assure ne pas être au courant d'un plan visant à quadrupler les effectifs de l'armée haïtienne, actuellement inférieurs à huit mille hommes, effectifs finalement peu élevés pour le maintien de l'ordre.

De même, on dément de source diplomatique américaine à Port-au-Prince toute intention de la part des Etats-Unis de vendre des armes à Haïti. De tels propos paraissent toutefois en contradiction avec de précédentes déclarations faites par M. Shultz. Recevant le 13 juin dernier à Washington des responsables de firmes industrielles américaines travaillant en Haïti, le secrétaire d'Etat avait affirmé que les Etats-Unis prévoient de fournir une assistance pour l'entraînement et l'équipement des forces armées de sécurité.

Le ministre de l'Intérieur et de la défense, le colonel Regala, a précisé que le séjour des experts du Pentagone, qui devrait durer entre deux et quatre semaines, entrerait dans le cadre d'un accord d'assistance militaire bilatéral. Il a aussi affirmé qu'il n'avait jamais été question que les Etats-Unis viennent réorganiser l'armée haïtienne. Dans l'intention évidente d'apaiser ceux qu'inquiète le rôle central joué actuellement par l'armée, il a estimé que les militaires avaient donné la preuve de leur détermination de garantir le bon jeu démocratique et les droits humains. Ces assurances n'ont pas entièrement satisfait certains groupes de défense des droits de l'homme qui redoutent de voir, à la faveur de l'aide américaine, le rôle des militaires se renforcer.

Parmi les autres sujets abordés figure le sort de la communauté haïtienne des Etats-Unis, notamment le traitement infligé aux centaines de réfugiés vivant au camp de Krome près de Miami. Cette question est liée à celle des « host-people » qui, en dépit du changement de régime, continuent de tenter leur chance vers les Etats-Unis. Mercredi, trois cents de ces réfugiés interceptés par les garde-côtes américains ont été rapatriés en Haïti.

MANUEL LUCBERT.

• HONDURAS : plus de cinquante morts dans un accident d'avion. — Un avion de transport Hercules C-130 fourni par les Etats-Unis s'est écrasé, jeudi 14 août, à 280 kilomètres au nord-est de Tegucigalpa. L'avion a été retrouvé « totalement détruit », et il ne semble pas y avoir de survivants parmi les cinquante-quinze passagers (civils et militaires) qui étaient à bord. On ne connaît pas encore les causes de la catastrophe. (AFP, Reuters).

ÉTATS-UNIS : la nomination du nouveau président de la Cour suprême

Les adversaires de M. Rehnquist veulent poursuivre le combat

WASHINGTON
correspondance

La commission judiciaire du Sénat a finalement approuvé par 13 voix contre 5 la nomination de M. William Rehnquist comme *chief justice* (président de la Cour suprême) et à l'unanimité celle du juge d'appel Antonin Scalia pour remplacer M. Rehnquist.

La bataille n'est pas terminée. Elle reprendra le mois prochain, immédiatement après la rentrée parlementaire au Sénat siégeant en séance plénière. Parmi les cinq démocrates ayant fermement combattu la promotion de M. Rehnquist, deux d'entre eux, les sénateurs Kennedy et Metzenbaum, envisagent un filibuster, c'est-à-dire une manœuvre d'obstruction systématique. Autant bien, le sénateur Kennedy, ancien adversaire de M. Rehnquist. Il s'est opposé à sa nomination à la Cour suprême il y a quinze ans — à l'époque le président de la Cour suprême était M. Warren, nommé par M. Nixon et qui, après avoir obtenu l'approbation de la commission, fut rejeté par le Sénat en séance plénière.

Quant aux arguments de défense des droits civiques, elles ont annoncé leur intention de mobiliser l'opinion. « La bataille ne fait que commencer », a dit l'un des dirigeants du mouvement. Les premiers sondages indiquent néanmoins que, malgré les réserves exprimées par plusieurs sénateurs des deux partis, la nomination de M. Rehnquist sera approuvée par une majorité au Sénat.

Au cours des auditions — très mouvementées — de la commission, M. Rehnquist avait été vigoureusement attaqué par les démocrates libéraux, qui lui reprochaient ses interprétations très restrictives, franchement « réactionnaires », des lois protégeant les minorités raciales, les Noirs notamment et les femmes (le Monde du 5 août). Mais ils n'ont pas apporté de preuve décisive.

En outre, les documents de l'exécutif demandés par la commission, finalement communiqués par la Maison Blanche, qui les avait d'abord refusés, n'ont apporté aucune indication nouvelle sur le comportement ou les opinions du candidat du président Reagan. Finalement, ses adversaires ont dû se contenter de lui reprocher sa philosophie politique et d'être « un

extrémiste ». A cela, les sénateurs républicains ont répondu que le président Reagan devait lui-même alors être considéré comme un extrémiste, ainsi que tous les électeurs qui lui assurèrent la victoire de quarante-neuf Etats sur cinquante en 1984. Il est normal, disent-ils, comme tous les précédents l'indiquent, que le président nommé à la Cour suprême des hommes partageant ses idées politiques.

Le juge Scalia a bénéficié indirectement de l'ère controversée concernant M. Rehnquist. Malgré ses opi-

nions tout aussi conservatrices, il fut épargné par les sénateurs démocrates-libéraux, soutiens peureux de prouver que leur opposition à M. Rehnquist n'était pas motivée seulement par des considérations politiques. Seuls les commissions féministes et des groupes favorables à l'avortement combattirent sa nomination. Dans l'ensemble, l'ancien professeur de droit a bénéficié d'un préjugé favorable, dans une large mesure parce qu'il est le premier Américain d'origine italienne nommé à la Cour suprême.

H. P.

La double défaite du président Reagan au Congrès

(Suite de la première page.)

En outre, le Sénat a défilé le président en décidant d'ajouter les textiles sud-africains sur cette liste, alors qu'il y a quelques semaines, le gouvernement avait au contraire augmenté de 4 % ses importations.

Dans l'ensemble, cependant, le programme approuvé par le Sénat est bien moins sévère que celui adopté antérieurement par la Chambre des représentants. Le projet de la Chambre aboutissait pratiquement à un embargo commercial quasi total, et surtout il exigeait des sociétés américaines qu'elles retirent leurs investissements. Le projet du Sénat se propose seulement d'interdire les nouveaux investissements. Mais cette sanction n'a une portée limitée dans la mesure où les sociétés américaines avaient elles-mêmes renoncé depuis un certain temps à investir en Afrique du Sud en raison des incertitudes de la situation.

Le projet du Sénat reprend certaines propositions figurant dans celui de la Chambre : interdiction des importations d'uranium et de charbon, suppression du droit d'attribution de la compagnie aérienne sud-africaine, interdiction pour les organisations dépendant du gouvernement sud-africain d'avoir des comptes en banque aux Etats-Unis. Le projet sénatorial prolonge les sanctions prévues dans l'ordonnance de septembre 1985, notamment l'interdiction des importations de pièces d'armes sud-africaines et celle des exportations de technologies et d'ordinateurs à destination du ministère sud-africain chargé d'appliquer l'apartheid.

Le Sénat prévoit que, si le système d'apartheid n'est pas démantelé dans le délai d'un an, le président devra envisager de prendre d'autres sanctions. En revanche, si le gouvernement sud-africain libère le leader Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques, et s'il commence à négocier de bonne foi avec les « représentants authentiques » de la majorité noire, ces sanctions seront levées.

A la rentrée parlementaire, en septembre, la Chambre et le Sénat devront s'entendre sur un texte de compromis qui, en tout cas, sera plus sévère que le président ne le souhaitait. M. Reagan aura alors, à

quelques semaines de l'ouverture de la campagne électorale, à prendre la décision difficile d'opposer ou non son veto.

D'autre part, la Chambre, par 250 voix contre 152, a voté diverses mesures allant également à l'encontre de la politique officielle. Elle a réduit les crédits militaires demandés par le président, tout en incitant à de plus grands efforts dans la négociation sur le désarmement.

Réduction des crédits pour l'IDS

Ainsi la Chambre a voté la limitation à 286 milliards de dollars les dépenses militaires, soit une coupe de 37 milliards de dollars. Elle a aussi réduit à 3 milliards 100 millions de dollars les crédits pour le programme des armes spatiales défensives (le président avait demandé 5 milliards 300 millions). Les représentants ont, en outre, voté pour l'interdiction pendant un an de la production d'armes chimiques, en faveur d'un moratoire d'un an sur les essais nucléaires — à condition que les Soviétiques en fassent autant et acceptent une vérification sur place, ainsi que la limitation du mortier sur les cas des armes antiaériennes. La Chambre a enfin décidé de ne pas financer le déploiement d'armes nucléaires dont le nombre dépasserait les limites prévues dans le traité (non ratifié) sur la limitation des armes stratégiques (SALT II).

Le Sénat ayant adopté des mesures allant dans le même sens, mais plus modérées, un compromis devra, là aussi, être trouvé entre les deux Chambres. Mais la Maison Blanche a déjà fait savoir qu'elle opposerait son veto aux mesures votées par les représentants. « Les décisions de la Chambre ont pour effet de paralyser le président, alors qu'il a besoin d'avoir les mains libres pour mieux négocier avec l'Union soviétique », ont répété les porte-parole officiels, en ajoutant que les initiatives de la Chambre seraient considérées à Moscou comme le signe d'un manque de volonté des Etats-Unis.

HENRI PIERRE.

CORRESPONDANCE

La mort de Joël Fleux coopérant au Nicaragua

La mort de trois coopérants tués dans une embuscade le 29 juillet (le Monde du 30 juillet) a suscité des lettres de lecteurs à propos de l'un d'entre eux, Joël Fleux (et non Fox, comme une dépêche d'agence nous l'a fait croire). Voici l'un de ces témoignages, celui de Claudine Freudreich-Baraldo, qui l'avait rencontré au Nicaragua.

Joël avait vingt-six ans. Il est parti comme coopérant au Nicaragua il y a six ans. Pas pour faire la guerre, mais pour travailler avec un peuple qui sort d'une dictature et qui lutte pour garder sa liberté et sa dignité. Il s'occupait avec enthousiasme d'un labo photo et d'une imprimerie qu'il avait créée.

Quand je l'ai rencontré, sa femme, Fatima, une jeune Nicaraguayenne, était à l'hôpital, où elle allait accoucher d'un petit garçon. Il était alors presque un an, mélange symbolique du sang français et du sang nicaraguayen.

La mère de Joël, Bernadette, est militante de Terre des hommes France. Elle est responsable dans le mouvement France-Amérique latine. Elle a décidé cet été d'aller au Nicaragua, d'abord parce qu'elle est solidaire de ce peuple et que sa présence est un témoignage et un acte de foi. Elle est aussi allée au Nicaragua pour revoir son fils, après six ans d'absence, et pour faire

connaissance avec sa belle-fille et son petit-fils. (.)

Le 28 juillet, une voiture civile a été détruite par une mine antichar. Ses passagers ont été achevés par les « contras », contre-révolutionnaires armés et entraînés par les Etats-Unis, les combattants de la libération.

Bernadette est partie au Nicaragua pour revoir son fils, elle n'a pu que l'enterrer.

• Les coopérants quitteront les zones de combat. — Le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, a annoncé, jeudi 14 août, que les volontaires étrangers travaillant pour les projets gouvernementaux devront quitter les zones de combat. « Nous voulons garantir leurs vies », a dit M. Ortega. Cette déclaration intervient après le meurtre de trois coopérateurs étrangers tués par les Contras le 28 juillet dernier. Plusieurs pays, dont l'Allemagne fédérale, avaient protesté auprès des autorités sandinistes en leur demandant d'éviter d'envoyer des coopérateurs dans les zones de conflit. Barbara Lucas, qui coordonne les activités des coopérateurs, indiquait que ceux-ci « préféraient travailler dans les zones où les gens souffrent le plus, mais notre solidarité ne dépend de toute façon pas de l'endroit où nous travaillons ». — (LUP).

Proche-Orient

M. Chirac relance la polémique avec M. Giscard d'Estaing

(Suite de la première page.)

La mise au point de Matignon ne dément pas sur le fond des propos de M. Chirac, tels que le quotidien israélien les a publiés dans son édition de vendredi. Le premier ministre s'y dégage de toute responsabilité dans la conclusion de l'accord de 1975 qui a abouti à la fourniture à l'Irak du réacteur nucléaire d'Osirak (à Tammouz) bombardé par l'aviation israélienne en juin 1981. Selon les déclarations publiées par Yediot Aharonot, M. Chirac indique notamment : « Je n'ai jamais évoqué [la fourniture de ce réacteur] dans mes entretiens avec le président Saddam Hussein [le chef de l'Etat irakien] ; cette affaire a été traitée par le ministre de l'Industrie [à l'époque, M. Michel d'Ornano, un proche de M. Giscard d'Estaing], en étroite relation avec le président de la République, M. Giscard d'Estaing, et s'est concrétisée après ma démission du poste de premier ministre. » Cela dit, poursuit M. Chirac, je ne condamne nullement ce contrat que j'aurais moi-même signé le cas échéant. « Il estime que le bombardement du réacteur par l'aviation israélienne a été « une grave erreur ». « J'ai constamment condamné ce raid (...) parce que je suis profondément convaincu — et c'est aussi l'avis des experts internationaux — que cette centrale n'aurait jamais pu servir à des fins militaires. » Interrogé sur l'éventuelle fourniture d'un nouveau réacteur français à l'Irak, le premier ministre déclare « comprendre les sentiments d'inquiétude suscités en Israël par cette possibilité » et ajoute : « Il est cependant sûr et certain que je ne ferai jamais rien qui puisse nuire à Israël, parce

que je suis solidaire de ce pays et de ses valeurs. »

La publication de ces propos risque de relancer une vieille polémique entre M. Chirac et M. Giscard d'Estaing. Car ce dernier, dans une interview accordée au début du mois de mars 1984, au mensuel *l'Arche*, une des principales publications de la communauté juive en France, avait semblé, lui, rejeter sur M. Chirac, la responsabilité de l'accord nucléaire franco-irakien signé en novembre 1975, à Bagdad, par M. d'Ornano. L'ancien président soulignait notamment : « Il s'agit d'un accord qui n'a pas été négocié à Paris et à l'origine duquel ne se trouvait donc pas le président de la République. » Il précisait que « des précautions nombreuses avaient été prises », mais estimait — contrairement à ce que semble penser M. Chirac, beaucoup plus catégorique sur ce point — que « la question que l'on peut toujours se poser est celle de savoir s'il ne s'agissait pas là [pour les Irakiens] d'un premier étage de connaissances dont ils auraient imaginé pouvoir faire par la suite une utilisation militaire. » Déjà, en 1984, M. Chirac avait fait savoir, en réponse à ces propos, que M. Giscard d'Estaing avait été associé étroitement à toutes les phases — préparation, signature, exécution — de l'accord franco-irakien.

A l'époque, dit encore M. Chirac — selon la version de Yediot Aharonot, — « je n'ai pas voulu réagir officiellement. Mais après quelque temps, je l'ai rencontré [M. Giscard d'Estaing] et je lui ai dit : « Vous ne manquez pas de colat. Il a ri, mais n'a pas réagi. »

De Tel-Aviv, M. Ben Porat nous a indiqué qu'il était « très

navré » de ce malentendu avec M. Chirac, mais était « absolument persuadé que le premier ministre lui avait accordé une interview » lors de leur entretien à Paris. Le journaliste relève à ce sujet qu'il a très soigneusement enregistré sur magnétophone les propos que lui tenait le premier ministre. « Je ne veux surtout pas que cette affaire crée un incident », a encore déclaré M. Ben Porat.

Dans les déclarations publiées par Yediot Aharonot, M. Chirac souligne, d'autre part, qu'il n'est pas partisan de la création d'un Etat palestinien indépendant. « Je ne suis pas favorable, dit-il, à un Etat palestinien indépendant, mais il faut assurer aux Palestiniens leur propre terre ; je pense que la question doit être réglée dans le cadre d'une solution négociée avec la Jordanie et je suis favorable à toute initiative pouvant déboucher sur de bonnes relations entre Israël et le roi Hussein. »

« Si je n'ai jamais rencontré Yasser Arafat (le chef de l'OLP), ce n'est peut-être pas fortuit », dit M. Chirac, qui déclare encore : « Je suis un des rares hommes politiques français à rejeter le principe que l'OLP soit le seul représentant légitime du peuple palestinien (...). J'ai appris par la radio un beau matin en me levant que l'OLP avait ouvert un bureau à Paris et j'en ai été fort mécontent. J'ai immédiatement téléphoné à mon ministre des affaires étrangères, Sauvagnargues, et il s'est avéré qu'il n'en avait rien su non plus et que tout avait été fait par l'Élysée. J'ai protesté (mais) n'ai pas voulu faire de crise à la suite de cette affaire. »

Si la politique française n'est effectivement pas de reconnaître l'OLP comme seul représentant des Palestiniens, Paris s'est, cependant, toujours attaché à entretenir de bonnes relations avec M. Arafat et les propos de M. Chirac, à ce sujet, seront sans doute fort peu prisés au Quai d'Orsay.

Après avoir critiqué la politique des implantations israéliennes dans les territoires occupés, le premier ministre — toujours dans l'entretien publié par Yediot — se félicite « d'éprouver des sentiments de sympathie tant à l'égard des pays arabes que d'Israël ». Enfin, le premier ministre souligne qu'il a vivement approuvé la récente rencontre du chef du gouvernement israélien, M. Shimon Pérès, avec le roi Hassan II du Maroc. Ce dernier a reçu M. Chirac vendredi soir à Rabat et a offert un dîner en son honneur.

AL. FR.

• La réaction de l'ambassadeur d'Israël en France. — M. Ovadia Soffer s'est félicité, ce samedi matin 16 août, de la prise de position de M. Chirac au sujet de la création d'un Etat palestinien indépendant. Dans une déclaration qu'il nous a faite, l'ambassadeur, tout en soulignant qu'il n'avait pas vu l'original des propos de M. Chirac, relève que l'opposition du premier ministre à la création d'un Etat palestinien « est un point très important ». « Je vois là une position claire, une approche réaliste et pragmatique (...), vouloir créer un autre Etat dans la région ne peut que retarder une solution au problème palestinien », ajoute-t-il. M. Soffer affirme encore qu'il n'a aucunement été mêlé à l'organisation de cet entretien entre M. Chirac et le journaliste Ben Porat.



Afrique

AFRIQUE DU SUD : le regain de tension

Agitation à Soweto et dans les universités anglophones

Johannesburg (AFP). — Environ vingt mille étudiants de Soweto, la cité noire aux portes de Johannesburg, ont boycotté les cours et manifesté vendredi, 15 août, pour la troisième journée consécutive, afin de protester contre la présence des troupes de sécurité dans les écoles. Dans un tract diffusé à Soweto par des organisations d'étudiants, les manifestants indiquent que le boycottage des cours sera suspendu provisoirement (lundi) pour faire le point de l'action, mais qu'il reprendra si leur demande de retrait des troupes de sécurité n'est pas satisfaite. Par ailleurs, des milliers d'étudiants et professeurs des cinq universités anglophones ont participé vendredi à des meetings de protestation contre l'état d'urgence, la répression et la détention d'étudiants et d'universitaires.

Conflit entre une société française et un syndicat

Une société française, la compagnie la Carbone, présente en Afrique du Sud, connaît des difficultés avec le syndicat sud-africain des ouvriers de la métallurgie (MAWU), l'un des plus actifs du pays. Le syndicat a annoncé, le 15 août, son intention de poursuivre la filiale française en justice pour le licenciement abusif, selon lui, de cent soixante-dix ouvriers il y a deux semaines. Contact a été pris avec la CGT et la Fédération internationale des travailleurs de la métallurgie, à Genève, pour faire pression sur la société la Carbone. La 30 juillet, l'entreprise avait fait appel à la police anti-émeutes pour faire évacuer la totalité de son personnel, alors que le syndicat demandait à discuter du licenciement de sept syndicalistes. Cette semaine, la société la Carbone aurait proposé de réembaucher certains employés seulement, ce que le MAWU a jugé « inacceptable ».

Une déclaration commune des cinq recteurs a été lue pendant ces meetings : « Selon nous, disent-ils, la crise actuelle est due au retard pris dans l'attribution des droits civiques et politiques fondamentaux à la majorité de la population ; dans cette escalade de la violence, le système d'éducation pour les Noirs est devenu un symbole et la cause de troubles sociaux des plus graves. »

Au moins six cents prisonniers politiques détenus en vertu de l'état d'urgence ont commencé une grève de la faim pour protester contre leur emprisonnement, ont annoncé vendredi leurs familles et leurs avocats. Le mouvement a commencé jeudi à la prison de Modderbee, à environ 75 km au nord-est de Johannesburg, pour une durée indéterminée, affirmant ceux-ci. L'administration des prisons a cependant démenti la nouvelle.

Une certaine confusion règne dans les milieux juridiques sud-africains après deux jugements contradictoires rendus ces derniers jours sur la validité des instructions autorisant la police à placer en détention quiconque est soupçonné de menacer l'ordre public, en application des règlements sur l'état d'urgence décrété le 12 juin. Jeudi, la cour suprême de Pietermaritzburg, dans la province du Natal, a rejeté une demande de libération en arguant que les ordres donnés par le président Pieter Botha étaient valides. Le 11 août, la cour suprême de Durban, également dans le Natal, avait estimé que M. Botha avait outrepassé ses pouvoirs. En raison de cette contradiction, plus rien ne pousse la police à libérer des détenus politiques, comme elle avait commencé à le faire après le jugement de Durban, ont noté plusieurs avocats.

On apprend enfin qu'une journaliste blanche sud-africaine, Mme Marion Sparg, a été inculpée de haute trahison et d'incendie volontaire par la cour de justice de Johannesburg à la suite d'attaques à la bombe contre plusieurs postes de police au début de cette année.

Asie

PAKISTAN : nouveaux affrontements dans le Sud

L'opposition annonce une campagne pour la libération des détenus politiques

De violents affrontements ont eu lieu, vendredi 15 août, entre opposants et forces de l'ordre. Cinq personnes ont été tuées alors que l'opposition annonçait le lancement, lundi, d'une campagne pour la libération de centaines de détenus, dont M^{re} Bhutto, son chef de file.

Dans la province méridionale de Sind, des manifestants se sont heurtés à la police, notamment à Karachi, où des dizaines de personnes ont été arrêtées. Cinq personnes, dont deux officiers de police, ont été tuées à Phatta, dans le Sud, alors que les forces de l'ordre dispersaient une marche de l'opposition. Près de là, la foule a pénétré dans une prison et libéré vingt-quatre opposants arrêtés plus tôt dans la semaine. Des bâtiments officiels et la prison ont été incendiés.

Le MRD (Mouvement pour la restauration de la démocratie), qui regroupe dix partis de l'opposition extra-parlementaire, dont celui de M^{re} Bhutto, a donné au gouvernement de M. Inajio jusqu'au 20 septembre pour organiser des élections et se retirer.

Après Washington, Bonn a demandé à Islamabad de libérer M^{re} Bhutto. Le ministre allemand des affaires étrangères a déclaré, vendredi 15 août, avoir pris connaissance « avec grand regret » des affrontements et des arrestations au Pakistan.

De son côté, dans un télégramme au président Zia Ul Haq, le colonel Kadhafi a demandé la levée de « toutes les restrictions et de toutes les formes de persécution » prises à l'encontre de « la fille de notre ami et martyr Zulfikar Bhutto ». — (AFP, AP.)

INDE : la lutte contre la rébellion sikh

M. Gandhi s'engage à « mettre un terme définitif » au terrorisme

New-Delhi (Reuters). — Le premier ministre indien s'est déclaré, vendredi 15 août, déterminé à « mettre un terme définitif » au terrorisme sikh et à prêter la rébellion séparatiste sikh serait prochainement éteinte. S'adressant à la foule derrière une vitre blindée, le jour anniversaire de l'indépendance, M. Rajiv Gandhi a dit : « Les terroristes sont en fuite. Ils sont sous pression et se rendent compte qu'ils sont de plus en plus éloignés du peuple. Nous ne pouvons permettre que cette menace se perpétue. Nous mettrons en œuvre tous les moyens, politiques et policiers, pour mettre à jamais fin au terrorisme. »

En l'espace de vingt-quatre heures, la police a interpellé près de deux cents personnes, dont cinq députés au Parlement fédéral et vingt et un députés à l'Assemblée de l'Etat, pour couper court à toute

manifestation. Les forces de sécurité de New-Delhi avaient été renforcées en vue d'éventuelles tentatives. Des patrouilles étaient postées aux principaux carrefours de la ville alors que le chef de la police de Delhi, M. Ved Mahwah, avait appelé la population à signaler les étrangers douteux et les paquets suspects.

D'autre part, le secrétaire général du PC soviétique, M. Mikhail Gorbatchev, a reçu vendredi l'ambassadeur d'Inde à Moscou, M. Tilok Nath Kaul, qui lui a remis une lettre de son premier ministre, M. Rajiv Gandhi, a rapporté l'agence Tass. Le contenu n'en a pas été révélé, mais l'agence soviétique a indiqué que M. Gorbatchev et l'ambassadeur avaient eu un « échange de vues approfondi » sur un éventuel de sujets, dont « ceux en rapport avec l'arrêt de la course aux armements ».

Europe

URSS : envisagé sous Brejnev

Un projet pharaonique de détournement des fleuves est abandonné

MOSCOU de notre correspondant

Le bureau politique a décidé vendredi 15 août l'arrêt immédiat et complet des travaux en cours sur deux immenses chantiers très contestés dans les milieux intellectuels. Il s'agit, d'une part, du projet de dérivation de plusieurs fleuves de Russie d'Europe et de Sibérie vers le sud du pays et, d'autre part, du Mémorial consacré à la victoire de 1945, sur lequel s'affairaient il y a quelques jours encore à Moscou, ouvriers et bulldozers.

Le premier projet semble définitivement abandonné, alors que le second sera mené à bien, mais après avoir été repensé.

Depuis des années, des critiques s'élevaient multipliées contre le plan pharaonique esquissé sous Brejnev pour le détournement massif des fleuves. Deux séries de travaux gigantesques étaient envisagées depuis une vingtaine d'années et avaient déjà connu un début de réalisation. En Russie d'Europe, les rivières Onega et Petchora qui se jettent dans l'océan Arctique devaient être détournées vers la Volga pour maintenir le niveau de la mer Caspienne et accroître les surfaces irriguées dans la région du Don, du Caucase du Nord et du Kouban.

En Sibérie, l'idée était encore plus grandiose. Il s'agissait d'inverser le cours de deux des plus grands fleuves du monde, l'Ob et l'Irtysch, qui sont pris par les glaces une grande partie de l'année, et d'utiliser leurs eaux pour arroser l'Asie centrale, en particulier le Kazakhstan.

Confusion

Le projet « russe » était la bête noire des intellectuels « slavophiles », en raison des dommages irréparables que les immenses retenues envisagées allaient provoquer sur des sites historiques au cœur de la vieille Russie traditionnelle. Le Congrès des écrivains de la Fédération de Russie s'en était tenu en décembre dernier. M. Lemechev, chef du département de l'Académie des sciences et expert de l'ONU pour l'environnement, s'en était expliqué au même moment dans *Sovetskaja Rossia* : « Si le projet est réalisé, trois cent soixante-huit monuments historiques seront installés sous les eaux », écrivait-il. Un des arguments avancés dans les années 60, d'autre part, ne tenait plus, selon lui, puisque le niveau de la Caspienne, qui est une mer fermée, s'était élevé de plus d'un mètre depuis 1978.

Le projet « sibérien » rencontrait également l'opposition des écologistes. Des modifications des climats étaient, selon eux, à craindre, voire des catastrophes atteignant l'ensemble de la planète, en raison d'une modification possible de la calotte glaciaire. Le prix à payer, en tout cas, était considérable.

Constantin Tchernenko avait maintenu l'idée d'ensemble, mais avait déclaré en octobre 1984, devant le comité central, que « le processus devait être entamé très prudemment ».

GRANDE-BRETAGNE

La reine mère est hospitalisée

Londres (AFP). — La reine mère Elizabeth d'Angleterre a été hospitalisée vendredi 15 août « en raison d'une gêne ressentie après avoir mangé du poisson jeudi soir », a annoncé un de ses porte-parole.

La reine mère, âgée de quatre-vingt-six ans, a été transportée en hélicoptère du château de Mey à un hôpital d'Aberdeen, en Ecosse, où elle a subi des radiographies et où elle devait passer la nuit, indiquent-on de même source. La reine mère, rappelé-t-on, avait subi une intervention chirurgicale, il y a quatre ans, après avoir avalé une arête de poisson.

Vietnam

Libération d'un Américain porté disparu depuis seize mois

M. Robert Schwab, ancien officier américain disparu en 1985 alors qu'il se dirigeait vers la côte du Vietnam à bord d'une petite embarcation pour tenter de retrouver une amie vietnamienne, a été remis, jeudi 14 août, aux autorités américaines par Hanoi. A son arrivée à Bangkok, il a déclaré avoir passé l'essentiel de ses seize mois de détention seul dans sa cellule. Il a affirmé avoir été correctement traité. M. Schwab avait été évacué par hélicoptère, en 1975, lors de la chute de Saïgon et avait rétabli le contact avec son amie vietnamienne en 1981. Il n'a pas été autorisé à la rencontrer avant de quitter le Vietnam. La Maison Blanche a fait savoir que le président Reagan s'était félicité de sa libération. — (AFP, AP.)

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

Cinq cents disparus dans un naufrage

Dacca (Reuters). — Au moins cinq cents personnes sont portées disparues depuis le naufrage, le vendredi 15 août, d'un ferry sur le fleuve Dhaleswari, près de Dacca, a indiqué, ce samedi, la police. Les sauveteurs n'ont repêché que huit corps. Le ferry n'a pas supporté la surcharge des nombreux passagers supplémentaires qui entraînaient chez eux pour la fête musulmane de l'Aïd el Kabir, et expliqué la police.

Selon les responsables locaux, il est possible que de nombreux passagers portés disparus aient pu rejoindre le rive du fleuve à la nage. Il est cependant probable que de nombreux disparus se sont noyés, ont-ils ajouté.

Liban

Troupes suédoises pour la FINUL

Stockholm. — Le gouvernement suédois a donné vendredi 15 août son accord pour envoyer des soldats aux forces de la FINUL (Force internationale de Nations unies pour le Liban), stationnées au Liban du Sud. Ces troupes, qui n'auront aucun rôle opérationnel, mais uniquement logistique, pourront être prêtes à partir dès le mois d'octobre. Le gouvernement suédois a décidé de recruter immédiatement un bataillon de volontaires, qui comprendra un état-major, complété par une compagnie d'état-major, une compagnie de train (transport), une compagnie d'intendance et une compagnie de génie. Selon Stockholm, ces troupes remplaceront peu à peu les unités logistiques françaises actuellement au Liban du Sud.

D'autre part, Beyrouth-Est, secteur chrétien de la capitale libanaise, a retrouvé le calme vendredi après les affrontements de la veille entre factions rivales de la milice chrétienne. Les hommes de M. Samir Geagea, le chef du comité exécutif des Forces libanaises — la milice chrétienne — ont notamment rétabli leur autorité sur la quasi-totalité de la colline d'Achrafieh. — (AFP.)

Mexique

Un agent américain de la lutte antidrogue aurait été torturé

Un agent américain du service de répression du trafic de stupéfiants (DEA) aurait été battu et torturé le mercredi 13 août par la police locale mexicaine de l'Etat de Jalisco. Selon le directeur de la DEA, Victor Cortez, a été arrêté par des policiers corrompus qui voulaient obtenir des renseignements sur les opérations de la DEA au Mexique et qui l'ont battu et torturé avec un aiguillon à bestiaux. Vendredi, le gouvernement américain a émis une vive protestation auprès de Mexico, déclarant notamment que cet incident soit intervenu au moment même où le président mexicain Miguel de La Madrid était en visite à Washington. Le même jour, le ministre de la justice de l'Etat mexicain de Jalisco démentait cette version des faits. Selon lui, Victor Cortez a été interpellé à Guadalajara car les papiers de sa voiture ne correspondaient pas aux plaques d'immatriculation. Il aurait été gardé à vue deux heures pour vérification d'identité, sans subir de violence. Victor Cortez est actuellement emprisonné par des médecins à Tucson, Arizona (Etats-Unis). — (AFP, Reuters.)

Mongolie

La Chine demande le retrait des troupes soviétiques

Pékin. — La Chine a expressément demandé un retrait total des troupes soviétiques stationnées en Mongolie lors du voyage effectué la semaine dernière à Oulan-Bator par un vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Liu Shuqing, s-t-on appris vendredi 15 août de sources informées à Pékin. Il lui a été répondu que la Mongolie poursuivait ses négociations avec l'URSS en vue d'un retrait partiel de troupes sans en préciser l'ampleur ni les dates.

M. Liu, le plus haut responsable chinois à s'être rendu en Mongolie depuis vingt ans, a signé le premier traité consulaire entre Pékin et Oulan-Bator depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1949

(la Monde du 12 août). M. Mikhail Gorbatchev avait annoncé, le 28 juillet, que Moscou et Oulan-Bator négocierait le retrait d'une partie « substantielle » des forces soviétiques stationnées en Mongolie (100 000 hommes selon Pékin, environ 60 000 selon les experts occidentaux).

Le potentiel militaire soviétique aux frontières chinoises, notamment en Mongolie, constitue pour Pékin un des obstacles à la normalisation des relations sino-soviétiques. Les deux autres sont les questions cambodgiennes et afghanes. — (AFP.)

Pologne

Mgr Glomp accuse le pouvoir

Czestochowa. — Le cardinal, primate de Pologne, Mgr Jozef Glomp, a accusé, vendredi 15 août, le pouvoir de vouloir détruire l'Eglise et a affirmé avec force que les catholiques étaient fermement décidés à relever le défi.

Parlant devant plusieurs centaines de milliers de fidèles au monastère de Jasna-Gora à Czestochowa (centre), à l'occasion de la fête de la Vierge noire, patronne des Polonais, Mgr Glomp a vivement protesté contre l'enseignement obligatoire de la « science de la religion » à partir de la prochaine rentrée dans le secondaire. L'introduction de cette « nouvelle matière » dans les programmes d'enseignement, a-t-il dit, « n'est pas pour but d'approfondir le savoir des écoliers », mais de « lutter » contre l'« immense influence » de l'Eglise pour la conduire à « une mort lente comme l'entend le marxisme ». « L'Eglise, en Pologne, qui n'enseigne ni fanatisme, ni intolérance, ni triomphalisme, défendra le droit à la foi et à la religion », s'est exclamé Mgr Glomp.

Auparavant, le cardinal avait révélé que les autorités de Varsovie n'avaient, à ce jour, adressé « aucune invitation officielle » au pape Jean-Paul II attendu l'année prochaine en Pologne. Il s'est cependant déclaré persuadé que le Saint-Père serait autorisé à venir dans son pays natal qu'il a déjà visité en 1979 et 1983. On rappelle, à ce propos, que la numéro un polonais, le général Jaruzelski, a récemment déclaré lui-même qu'il ne voyait aucun obstacle à ce que la souveraineté pontificale efface un troisième voyage sur les bords de la Vistule. — (AFP.)

DOMINIQUE DHOMBRES.

Appel des prêtres lituaniens

Cité du Vatican. — L'ensemble du clergé du diocèse de Panevezys, en Lituanie soviétique, a demandé à M. Mikhail Gorbatchev de libérer trois prêtres détenus dans les camps et de faire respecter la liberté religieuse inscrite dans la Constitution de l'URSS, a annoncé, la jeudi 14 août, Radio-Vatican.

Dans une lettre adressée au numéro un soviétique, les 127 prêtres du diocèse se plaignent du comportement des autorités locales qui, selon eux, interviennent continuellement dans des questions purement ecclésiastiques. Les prêtres dénoncent également la discrimination dont font l'objet les croyants. Les prêtres de Panevezys demandent la libération des prêtres lituaniens, Alfonsas Svarinskis, Sigita Tamkavicius et Juozas Matulionis, ainsi que la restitution de l'église Saint-Casimir de Vilnius, confisquée et profanée par les autorités, et d'une église dédiée à la Vierge dans le port de Klaipeda. — (AFP.)

● Nouvelles sanctions après Tchernobyl. — Six nouveaux responsables du secteur énergétique en Union soviétique ont été sanctionnés pour des erreurs qui sont à l'origine de l'accident nucléaire de Tchernobyl, a annoncé jeudi 14 août le Pravda. Ont notamment été blâmés MM. Makoukhine, premier vice-ministre à l'énergie et à l'électrification ; V. Sidorenko, premier président adjoint de la commission d'Etat pour la sécurité dans l'industrie de l'énergie atomique et un autre vice-président de cet organisme, M. Alexiev. — (Reuters.)



PICARD

Votre serrure doit être révisée !

Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.

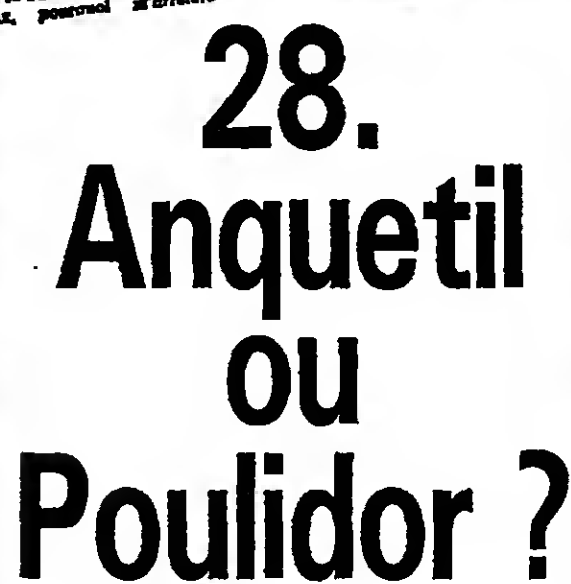
Il vous dira si votre serrure est encore capable de non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 42-33-44-85 +

Par JEAN CASTERA

Anquetil avait une revanche à prendre... Il l'a prise.
Oui, étrange personnage, qui est certainement le seul coureur à ne pas avoir un contrat écrit avec ses employeurs.
« Ma parole suffit », dit-il. Car jamais il ne reviendra.

(17 juillet 1962.)



Déçu mais jamais humilié :
La limite de ses moyens phy-

Drole de pays quand même que celui-là, qui applaudit les vaincus, célèbre les deuxièmes, donne des noms de défaite à ses promotions de saint-cyriens et siffle les lauréats, les gagneurs, les conquérants, quand ceux-ci n'ont pas sacrifié à l'obligation de panache. Fidélité à la morale chevaleresque, an - tout est perdu pour l'honneur - de Pavie ? L'histoire de la France est pleine, il est vrai, de revers transfigurés en exploits. C'est un grand mérite, mais il ne faudrait pas en abuser.

MICHEL WINOCK

De notre envoyé spécial
JEAN CASTERA

De noirs
JEAN CASTERA
de cette terrible compétition
souple.

Enfin, j'ai
gagné quatre lots de 100.000 francs.
Il se dit qu'il n'a plus que 100.000 francs.
quatre années et court. Son poème
est très riche et très long. Il se
dit que de France, ce ne
serait pas catastrophique en soi.
"nouvellement" veut être et

De notre envoyé spécial JEAN CASTÈRA

**ANQUETIL ET
SONT ENFIN SORTIS**

De notre envoyé spécial

Luchon, 3 juillet. — Une phrase du père du Tour de France, Henri Desgrées du Loine, célèbre et lui-même distingué par sa bravitude équestre : « Pour être un champion il faut avoir la tête et les jambes ». Nous pourrions ajouter qu'il faut s'en être également le parade.

Après l'épreuve de la vallée, Jacques Anquetil en a préparé une si il a dû pour son départ en août à son adversaire Raymond Poulidor. « Nous n'avons pas besoin de parler longtemps, le lui ai dit que si nous continuions ainsi à nous marquer sans

(24 août 1966)

POULIDOR

DE LEUR RÉSERVE

tal JEAN CASTERA

plus de sept minutes à reprendre.

Nous avons constaté également que Jacques Anquetil n'avait pas seulement le téta, les jambes et la parole... mais encore une machine à calculer. A preuve son sprint furieux à l'entrée. Un sprint qui lui donna deux secondes d'avance sur son rival Pouliidor.

Ces deux secondes lui permirent de partir détruire son adversaire dans l'épreuve contre la montre, et Pouliidor servira de Nègre.

CLAUDETTE DE LA 1^{re} ÉTAPE
PAU-LUCRON

1. Miquelant (Tal), les 108 Kilomètres

C'est un gommeux ! Se montre-t-il trop peu communicatif avec les journalistes ? C'est un pousseur ! Est-il simplement timide ? Non, il prend des airs - ! L'autre, en revanche, est jovial, bon garçon, acceptant les mauvais coups de la fortune avec une sérénité désarmante. Même la position d'Anquetil sur son vélo : trop parfaite. Poulidor, lui, sur le sien, a dit-on, des allures de facteur.

L'Équipe a analysé la différence ontologique entre l'homme des victoires et l'homme des semi-victoires : le premier, contrairement au second, « se hausse dans un univers inaccessible aux mortels ».

Cette touche de divinité n'empêche pas Anquetil d'avoir les

Demain : « Oui mais... »

Le Monde a publié dans sa « main » de l'UNEF, 17 juillet 18 juillet. Le quatuor et les trébuchets, 20-21 juillet. Une paix si cle, 23 juillet. Le temps des 25 juillet. Les hebes font peu l'homme, 27-28 juillet. Le phénix pour les mœurs ? 30 juillet. Le let, Kennedy foudroyé ; 1^{er} août, 2 août. Le triomphe... des choses 5 août. Chanel, Courrèges et Les années en béton ; 8 août. « U Français et l'amour ; 10-11 août. che, ne vois-tu rien venir ? ; 13

II

MICHEL WINOCK.

S... » et « non mais... »

tes numéros datés 16 juillet La grande
t, Les embruns de la - nouvelle vague -
sistors : 19 juillet, Nuit d'horreur et de
douloureuse ; 22 juillet, De Gaulle au pira-
noir ; 24 juillet, Les années anglaistes ;
neuve ; 26 juillet, L'homme n'est plus daté
nomme - Planète ; 29 juillet, Quel avenir
guerre atomique n'aura pas lieu ; 31 jui-
De Maurice Thorez à Waldoec Rochet ;
s : 3-4 août, La télé conquiert la France ;
Auguste ; 6 août, Malraux ministre ; 7 août,
ne information mensurée ; 9 août, Les
Aggiornamento à Rome ; 12 août, A gran-
dité, Dr. Gual...

Demain : « Oui mais... » et « non mais... »

Le Monde a publié dans ses numéros datés 16 juillet La grande «manif» de l'UNEP; 17 juillet, Les embruns de la «nouvelle vague»; 18 juillet, Le quateron et les transistors; 19 juillet, Nuit d'horreur et de honte; 20-21 juillet, Une paix si douloureuse; 22 juillet, De Gaëlle au pinceau; 23 juillet, Le temps des copains; 24 juillet, Les amnés anglaises; 25 juillet, Les hebdos font peau neuve; 26 juillet, L'homme n'est plus dans l'homme; 27-28 juillet, Le phénomène «Planète»; 29 juillet, Quel avenir pour les mineurs ?; 30 juillet, La guerre atomique n'aura-t-elle ? 31 juillet, Kennedy foudroyé; 1^{er} août, De Maurice Thorez à Waldoch Rochet; 2 août, Le triomphe... des choses; 3-4 août, La télé conquiert la France; 5 août, Chérel, Courrèges et les autres; 6 août, Mairaux ministre; 7 août, Les amnés en prison; 8 août, «Une information monstrueuse»; 9 août, Les Français et l'amour; 10-11 août, Aggiornamento à Rome; 12 août, A gauche, ne vois-tu rien venir ?; 13 août, De Gaëlle en ballottage; 14 août, Il n'y a pas eu d'affaire Ben Barko; 15 août, La mutation des opinions.

Le jeune héritage de la vieille Amérique

(Suite de la première page.)

Pour pleurer définitivement sur la blancheur self-service où, à deux pas de sa dernière demeure, il s'agit de laver son linge en bon coton. Récemment giffé par un camion ivre, l'édifice blanchâtre laisse apparaître, déchirée, la traditionnelle construction en bois de La Nouvelle-Orléans, si facile à détruire, mais si facile, aussi, à reprendre.

La personnalité de T. Williams et celle de notre guide donnent à cette promenade une originalité certaine. La démarche, d'ailleurs, est typiquement américaine. Ce type d'exaltation, tantôt muette et admirative, tantôt pleuricharde ou scandalisée, correspond assez bien à ce que les Américains, pour la plupart, considèrent comme leur véritable « patrimoine » et leur véritable héritage : les héros, bons ou mauvais. A quel il faut ajouter, pour être juste, les réserves naturelles et les réserves d'indiens.

Les réserves naturelles, inutile d'y revenir. Chacun sait, au moins à travers l'image, comment, à bas, ou protégé par hélicoptère la course folle du bison ; comment on observe l'activité constructive du chien de prairie et chacun admire les grands sequoias de Californie, entre les jambes desquels peut passer la plus grosse des Cadillac. Les réserves ou territoires indiens posent, eux, davantage de questions, même en s'en tenant à la notion restrictive de patrimoine. Pour les Indiens qui n'ont pas cherché l'intégration pure et simple, devenant équilibrés affectifs à la construction des gratte-ciels, ou cultivateurs de pétrole, et pour ceux qui ont refusé la folklorisation type Barum (« Bienvenue à visage pâle, hug, hug ! »), c'est précisément autour de leur patrimoine qu'a pu se recréer un reste d'identité. Ou plutôt, car cette idée est par trop optimiste, autour de la définition et des limites de ce patrimoine.

La définition d'un tel patrimoine peut être cherchée dans son contenu, vision ethnologique qui présume un respect éternel des coutumes et costumes. Nous préférons le voir dans ce qui préserve et isole ce contenu fragile. Et c'est ce fait l'ensemble des lois américaines, c'est protéger les Indiens, et les autochtones, en particulier à travers leurs propres lois et règles sur leurs territoires. Au regard des « étrangers », il s'agit surtout d'imposer un secret de plus en plus opaque au fur et à mesure qu'on se rapproche des pratiques et initiations religieuses. Système symbolique, car tout cela est parfaitement connu des ethnologues. Ils peuvent même en étudier les variations, l'irresistiblement, depuis le seizième siècle.

L'entretien de ce secret idéal repose sur des bases solides. Défense de photographier à l'intérieur du territoire, sous peine d'amende et de confiscation des appareils.

Entre Albuquerque et Santa-Fe, près de ce village légendaire, on s'arrête un peu de toutes ces histoires, et l'on s'écrit pas que saisis et amusez entrent dans le budget « prévisionnel » de ces communautés souvent pauvres.

Car rien n'est plus aisé que d'aller visiter ces villages sur place et d'assister à la part publique de leurs rituels. Pour la danse du printemps, il faut compter environ quatre fois trente ou quarante minutes, multipliées par deux lorsqu'il y a deux

tribus. Unité de lieu, de temps et d'action. Les costumes ne changent pas. Les gestes et les ensembles varient au plus juste. Ce serait mortel s'il s'agissait d'un spectacle, mais ce doit être fort utile puisque, maintenant, le printemps, la pluie est venue arroser ce coin de Nouveau Mexique pour la première fois depuis plusieurs mois, et la seule de notre séjour.

Patrimoine naturel, patrimoine ethnologique, voilà qui est bien.

Sans doute, tout est héritage, aux Etats-Unis comme en France, sauf précisément ce qui est considéré chez nous comme l'effet le plus respectable de l'histoire, sinon le plus respecté : les monuments, les villes, l'architecture, sont ici voués d'abord au culte de la croissance et du présent.

Pourtant, depuis dix ou quinze ans, la conscience américaine a largement évolué sur ce plan. Les lumières des spécialistes sont venues éclairer la lumière des classes les plus intellectuelles à défaut de l'obscurité de leurs princes les plus riches et les plus politiques. Comment voulez-vous ainsi qu'un milliardaire de base venant d'acquiescer un tableau de Sisley se laisse séduire sans autre forme de procès par les vertus d'un vieux bâtiment de Jemmy quand la destruction du même édifice lui rapportera en bonne et saine promotion de quoi faire au bas mot deux Monet et trois Turner ? Jemmy, pour qui ne l'aurait pas an-

construit des Etats-Unis remonte au dix-neuvième siècle, et même à un dix-neuvième siècle tardif plus ou moins exactement inspiré de cette Europe où les architectes américains s'obstinaient à venir faire leurs classes.

Dans ces conditions, quel individu responsable aurait pu s'écarter d'une architecture non seulement compétente, mais qui relevait d'un siècle encore méprisé par les meilleurs experts français ou italiens ? N'a-t-il pas fallu, ici, attendre la venue de M. Michel Gny comme secrétaire d'Etat à la culture, en 1974, pour que soient prises les premières mesures de protection en faveur du dix-neuvième siècle ?

Quant à la « spécificité américaine », le problème n'était pas plus aisé. On a vu qu'elle se limitait assez mal dans les styles en vigueur. Restait à la trouver alors dans les sources d'un présent qui commençait à magnifier son œuvre. C'est-à-dire dans les origines de ce « mouvement moderne » auquel les Etats-Unis ont donné, au moins, ses plus hautes expressions.

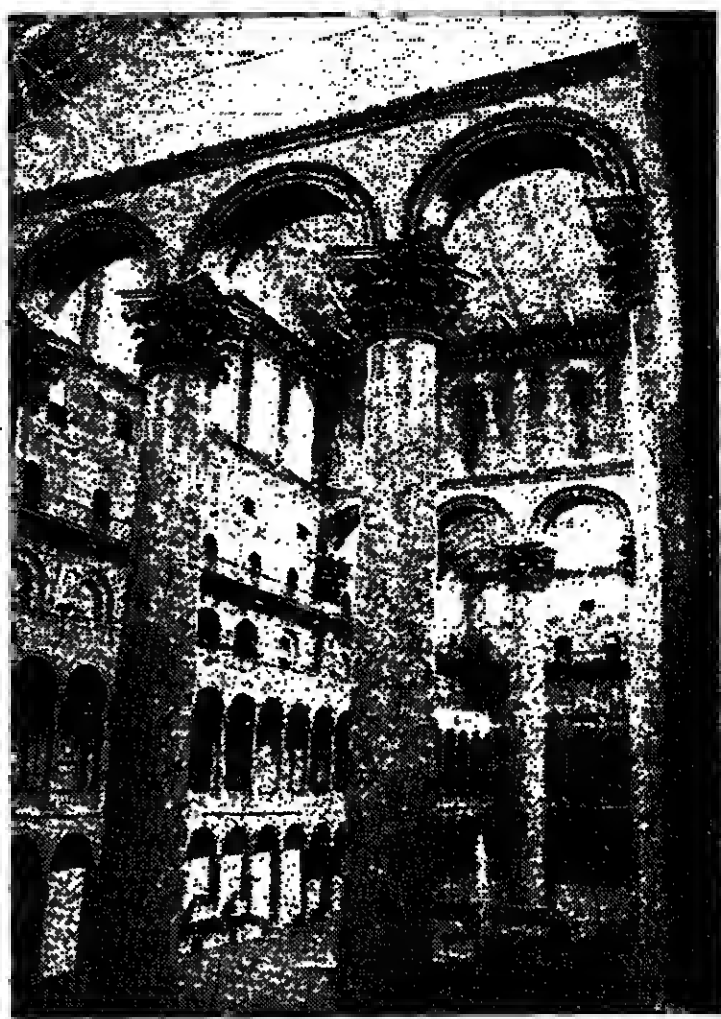
Mais là encore, ces sources étaient à chercher dans un dix-neuvième siècle tardif ou encore au vingtième. C'est un peu juste pour donner un goût d'ancienneté. Quel milliardaire philanthrope, quel politicien tolérant, allait-on convaincre de la vertu patriotique, nationale, a fortiori esthétique, de ces balbutiements techniques, si maigres, si ténus, si « démodés » déjà au regard

Unis, elles tiennent aux règles éternelles de la propriété privée, à la souveraineté des propriétaires, normalement libres, en effet, de traiter comme il l'entendent leurs biens, quitte à les faire sauter. Suicide non compris, bien sûr.

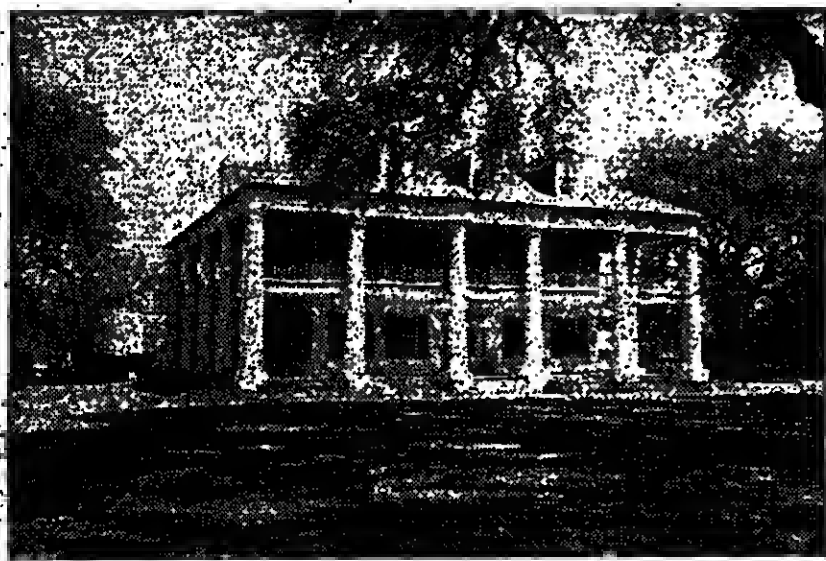
Ainsi, ne peut être théoriquement et sûrement protégé un édifice dont le propriétaire et le défendeur sont une seule et même personne : l'Etat fédéral qui, ayant acheté, en fera un national landmark (monument historique), ou mieux encore, la fondation assez riche pour s'enrichir sur la vacance des promoteurs et capable de pourvoir aux besoins du bâtiment consacré ad vitam aeternam.

En pratique, les choses sont infiniment plus complexes et font intervenir, on l'aurait parié, ces armées de lawyers, avocats et légistes, qui sont comme l'essence de l'activité américaine. Car la plupart des villes des Etats-Unis n'ont pas de lois ni de règlements spécifiques qui permettent d'annuler l'arrivée d'un embryon de protection. Certaines ont des limitations de hauteur, des exigences de densité, des pourcentages de verdure à respecter, et toutes sortes d'articles qui bien mis, c'est-à-dire malmenés par nos barreaux de légistes, peuvent conduire au désespoir un promoteur trop obstiné.

En général, il est vrai, c'est ce dernier qui gagne. Mais, entre-temps, la ville aura pu faire déplacer



PHOTOS/F. EDELMANN



CI-DESSUS. — Le National Building Museum, à Washington, rénové et ouvert l'an passé, commence à abriter des expositions permanentes sur le patrimoine à l'avenir plus incertain.

CI-CONTRE. — Le Holmes House (1840), sous les drapeaux de Mississippi, en Louisiane, est aussi passé du bon côté du patrimoine, à l'abri des eaux comme des bulldozers.

siècle reconnu, est considéré comme l'initiateur des gratte-ciels à Chicago. Il était à peu près contemporain des artistes précités, mais n'était ni peintre ni français, moins encore impressionniste.

Tous les milliardaires, cependant, ne sont pas sauvages ou crédules. A la réputation instinctive qu'avait tout bâtisseur à l'égard de conserver les vieux morceaux de ville, il y avait des raisons de bon sens, et même de tradition, dont les modèles se trouvaient justement en Europe.

Le patrimoine américain, au sens monumental, architectural du terme, ne pouvait fonder sa valeur que sur deux critères. L'ancienneté, d'une part, et, d'autre part, ce que l'on peut appeler la « spécificité américaine ». L'ancienneté ? Pour l'essentiel (un sixième mis hors d'eau les peuples et quelques cabanes de trappeurs vétérans), le « par-

des fiels buildings que l'après-guerre avait fait pousser aux quatre coins de Manhattan, à Chicago, San Francisco et, maintenant, dans les plaines marécageuses du Texas ?

Pourtant, le miracle s'est produit. Tout à la fois en Europe et aux Etats-Unis, chercheurs et passionnés de chaque continent se renvoyant la balle et se prêtant main forte.

On ne va pas décrire ici le détail des systèmes de protection officielle (dont la loi principale date de 1966), ni les moyens mis en œuvre au niveau fédéral, comme au niveau de chaque Etat, de chaque ville, pour défendre le visage historique du pays. Il faudrait appeler à la rescousse la comparaison avec le système français, lui-même parfaitement connu de la quasi-totalité de nos compatriotes.

Des ressemblances existent. Sur-tout des différences. Aux Etats-

Un tel système de petite pavillons 1802, comme à Dallas, ferait pour l'avoir une sympathique parcelle de bonne conscience, ou un fragment d'argument politique à l'usage des minorités artistiques. On notera ici, pour les amateurs de caravanning, que c'est une vieille habitude, à bas, de déplacer les maisons. On en rencontre aujourd'hui fréquemment circulant sur les autoroutes, mais l'histoire de Chicago rapporte le déplacement d'immeubles de quel que dix étages, montés sur bilots pour les éloigner de terrains trop marécageux.

Puisque nous y sommes, parlons de Chicago, ville du libéralisme s'il en est. L'Ecole de Chicago (école d'architecture, pas celle d'économie) a eu en effet bien du mal avec toutes ces histoires de protection. Bâtie elle-même sur les ruines du grand incendie de 1871, elle allait

tout bonnement vers sa disparition, et la seule préservation qu'aurait pu mettre en œuvre historiens et architectes conscients aura longtemps été la photographie et son accumulation. Ils risquaient donc de léguer une vision passablement nostalgique de la Cité des vents.

A quelque chose malheur est bon. En détruisant le Stock Exchange (la Bourse) de Sullivan, voilà quinze ans à peine (1972), les promoteurs de Chicago ont donné à leurs adversaires « protectionnistes » l'arac qu'ils attendaient, celle du dévouement international et de la conservation universelle, rénaiss. Sullivan, le promoteur des génies constructeurs d'Amérique, est donc devenu également le premier martyr (connu) de la cause patrimoniale. Paradoxe moyen, mais inégalitaire certain, le malheureux doit y puiser consolation.

Depuis ce qu'il faut bien appeler la boucherie de Chicago, les organismes municipaux et les associations paraissent davantage en mesure d'empêcher les destructions les plus tragiques, au coup par coup. Ils n'ont pas, en revanche, loin de là, les moyens d'envisager une action plus large et planifiée, en termes de tissu urbain, de « zones » à protéger. Or cette notion de tissu, de continuité et de perméabilité urbaines est, par sa brillante absence, ce qui aggrave la situation dans la plupart des grandes villes.

Phénomène bien connu en France : abîmer ou défigurer un fragment de rue, ou encore en déclarer une portion insalubre, à trop souvent permis une « contamination » destructrice de cette rue, la vouant à la pelletterie.

On imagine l'ampleur que prennent ces pratiques rivales aux Etats-Unis d'autant qu'elles peuvent se doubler d'importants déplacements sociaux : des zones luxueuses passant progressivement à l'état d'abandon délabré et attendant le sauvetage de la spéculation...

Destruction par éclats successifs, ou bien délabrement de zones entières... Peu de villes échappent à cette version discrète et programmée du bombardement. L'aimable Cynthia, nous faisant visiter tout à l'heure ce sujet autrement gai qu'est la Nouvelle-Orléans, nous présentait aussi un des rares exemples de ce qu'on prend à bas pour la préservation d'un quartier historique : un système de surveillance d'une rare sévérité, maintenu d'une grande souplesse pour les exigences du commerce. Un puriste normalement constitué a les yeux hors de la tête devant certains parches ou devant la façon dont on dissimule un parking sous des kilomètres de balcon traditionnel. On est à tout le moins perplexes, c'est vrai, devant ces infinis amoncellements de ferrailles entre la dentelle de Cholet et les croisillons de la tour Eiffel.

Washington, dont les hauteurs ont été une fois pour toutes sévèrement limitées, semble être en définitive la ville la moins exposée. Il est vrai qu'alentour, sorti de l'esclavage fédéral, les gratte-ciels reprennent le dessus. Mais, dans la ville même, les polémiques se portent davantage sur des questions d'ordre, esthétique, voire historique, que sur des problèmes de destruction.

Sans renier les « gestes » contemporains, comme l'extension de la National Gallery par Pei (encore lui !), la capitale peut ainsi jouer le

rôle sinon de modèle, au moins de leader dans la défense et l'illustration de l'architecture. On y a d'ailleurs inauguré il y a deux ans à peine le National Building Museum, installé dans un édifice effectivement exceptionnel et qui avait pour vocation initiale de passer sous la pioche.

A San-Francisco, comme dans quelques autres villes, le système de protection prend des allures franchement cocasses au regard des habitudes françaises. Une hauteur limite d'immeuble moyenne ayant été adoptée une fois pour toutes et pour l'ensemble de la ville, le jeu consiste, pour les propriétaires de bas immeubles, à vendre leur contingent non utilisé d'étages ou d'espaces ; et pour les constructeurs à acheter à ces nabots de la spéculation le nombre d'étages ou de mètres qui leur permettra de faire éclore un gratte-ciel.

Pour le patrimoine, c'est tout bénéfice, du moins quand cette règle marche dans le bon sens : car un bâtiment qui a perdu le droit de s'agrandir ou de s'élever n'intéresse généralement plus le spéculateur, deux questions complémentaires subsistent. Ne reste-t-il pas assez d'étages « théoriques » à vendre à San-Francisco, ville encore très pavillonnaire, pour permettre à moyen terme une véritable barrière de gratte-ciel ?

Fragment par fragment

A l'inverse, ce qui se passera-t-il si les hauteurs « disponibles » se révèlent un jour insuffisantes pour assurer le développement normal de la ville ? Les ordinateurs auront sûrement donné leur réponse d'avance, sans donner trop d'inquiétude. Cependant, là encore, c'est l'immense par immense, fragment par fragments que paraît se définir la politique du patrimoine dans un tel contexte.

Les protections ponctuelles, liées à la valeur de tel ou tel édifice, ont sans doute d'excellents effets. Elles permettent par exemple le sauvetage ou la restauration de nombre de maisons de Wright, à Chicago comme à Los Angeles. Elles ne peuvent évidemment pas constituer l'armure ni la conclusion d'une politique d'ensemble dont bien des villes seraient pourtant bénéficiaires. Au moins ne perdraient-elles pas leur substance et leur individualité à la vitesse de l'hémorragie.

A Boston, ville « européenne » par son âge et naguère par son allure, ville qu'on imagine bichonnée par ses édiles, comme à Los Angeles, ville beaucoup plus riche d'architecture qu'on ne le croit souvent, les destructions vont à un train d'enfer. Et ce n'est ni la signature de Pei à Boston (encore lui !) ni l'heureuse restauration de Wiltner Theater L-A qui nous consolent de voir la cité du Nord passer brutalement dans les stéréotypes du vingtième siècle tardif, et d'assister dans le métro du Sud à la disparition annuelle d'un cinéma ou d'un théâtre de rêve.

A Boston comme à Los Angeles, il faudra multiplier les Cynthia et les diaporamas si l'on veut, dans un siècle ou deux, se souvenir de la vieille Amérique.

FREDERIC EDELMANN.

COMMUNICATION

A Villeneuve-Saint-Georges

L'hôpital lance son propre journal

De notre correspondant

Après les mairies et les entreprises, c'est au tour des hôpitaux de créer leurs journaux. Ce centre hospitalier intercommunal de Villeneuve-Saint-Georges dans le Val-de-Marne (CHIV) innove en éditant le sien : *Diapason CHIV*. Trimestriel tiré à 2500 exemplaires sur huit pages 21 x 29,7, il est destiné au personnel et mis à la disposition des patients. Sa rédaction est ouverte à tous ceux qui travaillent dans l'établissement. Il comprend trois rubriques principales : informations médicales, informations techniques, renseignements pratiques. *Diapason CHIV* doit donner le ton à une politique de communication conçue par le directeur, M. Alain Grenon. Celui-ci veut, en effet, « permettre à tout le personnel de mieux connaître les services de l'établissement, de prendre conscience de leur interdépendance et de se mobiliser autour d'objectifs communs ».

Voilà pour la communication interne. Mais il apparaît qu'à l'égale

de toute autre entreprise l'hôpital a besoin de développer son image de marque à l'extérieur. « Les activités du CHIV sont trop souvent méconnues de la population. Un tel établissement ne peut plus se contenter d'être performant. Encore doit-il le faire savoir. L'hôpital ne soigne pas que des cas graves et urgents. Il possède des structures de soins, de consultation et d'enseignement ; il représente également un marché considérable de biens et de services pour les entreprises ». Et pour sensibiliser l'opinion publique au rôle particulier que joue le CHIV dans la vie de la collectivité, un petit service de relations publiques a été mis sur pied.

FRANCIS GOUGE.

* Inauguré le 10 novembre 1970, le centre hospitalier intercommunal de Villeneuve-Saint-Georges dessert un secteur hospitalier d'une vingtaine de communes de l'Essonne et du Val-de-Marne, soit environ 300 000 personnes. Il emploie 1 700 agents, et plus de 1 000 fournisseurs travaillent avec lui. En 1985, plus de 100 000 personnes ont reçu des soins ou se sont rendus à des consultations.

Des précisions de M. Bertrand Cousin après sa tribune dans « le Monde »

Après la publication de son « point de vue » sur la réforme de l'audiovisuel dans le numéro du *Monde* du 15 août, et devant l'écho provoqué dans les médias, M. Bertrand Cousin, député RPR des Côtes-du-Nord et directeur général adjoint de la Sopresse (groupe Hérault), a tenu à préciser que l'article « ne saurait engager la RPR ni, directement ou indirectement, Robert Hérault, actuellement en vacances ».

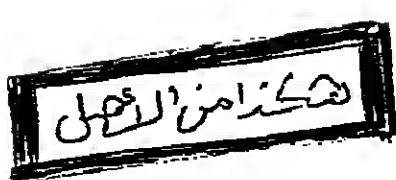
M. Cousin, qui avait regretté la « filloité » de la loi Léotard, rappelle, dans un communiqué, avoir dit clairement « qu'il était difficile, voire impossible pour l'actuelle majorité, dans le cadre de la cohabitation, d'adopter une loi plus libérale (...) ». Je l'aurais voulu sans hésitation en séance publique, comme je l'ai fait en commission mixte paritaire ».

Le député ajoute avoir dit « tout aussi clairement que ce texte, qui présente pour le juriste des imperfections, ne saurait être considéré comme le point final d'une organisation libérale de la communication audiovisuelle et des télécommunications. De mon point de vue personnel, il conviendrait de prévoir ultérieurement une loi complémentaire

afin de dégager encore plus la communication des contraintes du droit administratif et réduire le rôle du secteur public au strict nécessaire ».

Enfin, M. Cousin souligne que sa « position ne correspond pas à ce qu'il serait une position RPR en face d'une position UDF, relayant ainsi le débat de la cohabitation au sein de la majorité. La ligne de partage entre ceux qui veulent aller plus loin dans ce domaine et ceux qui estiment que l'on est déjà allé trop loin n'a rien à voir avec celle des formations politiques ».

Le millième numéro du « *Meilleur* ». — Né à y a quinze ans — le 5 mars 1971 — sans publicité, l'hebdomadaire le *Meilleur* fête cette semaine son millième numéro, toujours sans une page de publicité. Spécialisé au départ dans les pronostics hippiques, le *Meilleur* s'est enrichi d'articles politiques, de courtes et d'articles sur la défense de lecteurs qui s'estiment victimes d'injustices. Il a lui-même été poursuivi cinq cent treize fois en justice. Alain Ayache, son fondateur, a racheté, le 13 mars 1986, le journal *Spécial-Dernière*, le concurrent le plus direct du *Meilleur*, qui tire à 470 000 exemplaires.



Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées

BEAUBOURG (42-72-12-33). Vierge-musique : sam. 19 h 30, la France des années 30, de R. Mambouli ; 16 h, Nabucco, de Verdi ; 19 h, Manon, de Massenet.

Les concerts

SAMEDI 16 AOÛT
Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris (musique du temps des croisades, musique française des dix-septième et dix-huitième siècles).
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 30 : voir 14.
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 30 : R. Parrot (harpe), R. Siegel (clavier) (Bach, Marcello, Vivaldi...).

DIMANCHE 17 AOÛT
Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris (Les musiciens contemporains de Saint-Louis).
Notre-Dame de Paris, 17 h 45 : M. Leclerc (Dufay, Dupré, Bouli).
Eglise Saint-Louis-l'Étoile, 17 h : G. Fumet, J.-P. Imbert (l'art du concerto au dix-huitième siècle).
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 30 : voir samedi.

En région parisienne

18^e Festival de l'Opéra de Sceaux (46-60-07-79) sam. 17 h 30 : Quamur Parini (Haydn, Beethoven, Brahms). Dim. 17 h 30 N. et L. Wright, piano à quatre mains (Mozart, Fauré, Schubert, Brahms, Liszt).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-84-24-24)
SAMEDI 16 AOÛT
15 h, la Nuit du carrefour, de J. Renoir ; 17 h, le Secret derrière la porte, de F. Lang (v.o.) ; Hommage à Gary Cooper : 19 h, Destin de F. Borge (v.o.) ; 21 h, l'Extravagant M. Decès, de F. Capra.

DIMANCHE 17 AOÛT
Cycle : Les grandes restaurations de la Cinémathèque française : 15 h, le Voyage imaginaire, de R. Clair ; 17 h, Forlino, de M. L'Herbier ; Hommage à Gary Cooper : 19 h, Destin de F. Borge (v.o.) ; E. Labiche (v.o. s.t.f.) ; 21 h, la Huitième Femme de Barbe-Bleue (v.o. s.t.f.).

BEAUBOURG (42-78-35-57)
SAMEDI 16 AOÛT
15 h, Break the News, de R. Clair (v.o.) ; 17 h, Modesty Blaise, de J. Lory (v.o. s.t.f.) ; Hommage à Heintze Gosh : 19 h 15, Une soirée innocente (v.o. s.t. anglais) ; 21 h, les Lucioles (v.o. s.t. anglais).

DIMANCHE 17 AOÛT
15 h, les Trafiquants de la nuit, de Ken Hughes (v.o. s.t.f.) ; 17 h, le Fantôme de J.-L. Godard : Hommage à Heintze Gosh : 19 h, le Banquet (v.o. s.t. anglais) ; 21 h, Maman, mari-toi (v.o. s.t. anglais).

Les exclusivités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit. v.o.) : Lucienne, 9 (45-44-57-34).
AFTER HOURS (A. v.o.) : Cinf Beaubourg, 9 (42-72-12-33) ; UGC Odéon, 6 (42-35-10-30) ; UGC Rostand, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 6 (45-74-94-94) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; V.I. : UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94) ; Gaumont Paroisse, 14 (43-36-30-40).

L'AMANT MAGNIFIQUE (Fr.) : Quintette, 9 (46-33-79-38).
L'AME SEUR (Suis.) : Luxembourg (h. sp.), 6 (46-33-79-38).

AMERICAN JUSTICE (A. v.o.) : Gaîté Boulevard, 2 (45-08-96-53) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94).

L'ANNÉE DU DRAGON (A. v.o.) : 5^e Grand Palais, 9 (45-26-84-65).
BRAZZ (Brit. v.o.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

LES ANGES SONT PLEINS EN DIEUX (Afr. du Sud, v.o.) : Marignan, 8 (43-59-92-82) ; V.I. : Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Paroisses, 14 (43-36-30-40).

ANNE TRISTER (Canadien) : Forum Orient-Express, 1 (42-33-42-26).
LES BALISES DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

BIRDY (A. v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-04-82) ; V.I. : Opéra Night, 2 (42-36-62-50).

BLACK MICAMAC (Fr.) : Saint-Michel, 5 (43-26-79-17) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; Montparnasse, 14 (43-36-30-40).

LE BONHEUR À ENCORE FRAPPÉ (Fr.) : Utopia (h.p.), 5 (45-26-84-65).
BRAZZ (Brit. v.o.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

LA CAGE AUX VICES (*) (A. v.o.) : Maxéville, 9 (57-70-72-86).

CAMPUS (A. v.o.) : Forum, 1 (42-97-53-74) ; V.I. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Émirage, 8 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44).

CASH-CASH (A. v.o.) : 14-Juillet Racine, 6 (43-26-19-68) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40).

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles. Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

Samedi 16 - Dimanche 17 août

70-33-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Paté Clichy, 18 (43-23-46-01).
CRAZY FAMILY (Jap. v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

D.A.R.Y.L. (A. v.o.) : Marignan, 8 (43-59-92-82) ; V.I. : Paroisses Opéra, 9 (47-42-72-52).
LE DIABLE AU CORPS (It. v.o.) (*) : Elyées Lincoln, 8 (43-36-14-14) ; Paroisses, 14 (43-35-21-21) ; V.I. : Impérial, 2 (47-42-72-52).

LE DIAMANT DU NIL (A. v.o.) : Espace Galté (h. sp.), 14 (43-27-95-94).
DROLES D'ESPIONS (A. v.o.) : Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; V.I. : Gaumont Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Montparnasse, 14 (43-36-30-40).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Odéon, 19 (42-45-66-00).
ÉTATS D'ÂME (Fr.) : Quintette, 5 (46-33-79-38).

FLAGRANT DÉSIR (Fr.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).
FOOL FOR LOVE (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52).
GARDIEN DE LA NUIT (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01).

GENESIS (Jap.-Fr. v.o.) : 14-Juillet Paroisses, 6 (43-26-84-65).
GINGER ET FRED (It. v.o.) : Temple, 3 (42-72-94-56).

GOD'S COUNTRY (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (43-25-48-18).
GOLDEN EIGHTIES (Franco-belge) : Saint-André-des-Arts, 11 (43-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

HANNAH ET SES SŒURS (A. v.o.) : Gaumont Halles, 1 (42-97-49-70) ; Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Gaumont Paroisses, 14 (43-35-20-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; V.I. : Paroisses Opéra, 9 (47-42-60-33).

HAVE (Fr.) : Studio 43 (h. sp.), 9 (47-70-63-40).
HIGHLANDER (Brit. v.o.) : George-V, 8 (45-62-41-46) ; V.I. : Lumière, 9 (42-46-49-07).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg. v.o.) : République Clémenceau, 11 (43-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

HITCHER (A. v.o.) (*) : George-V, 8 (45-62-41-46) ; Paroisses, 14 (43-35-21-21) ; V.I. : Français, 9 (47-70-33-88).

LA LOI DE MURPHY (A. v.o.) (*) : Paté Clichy, 18 (43-23-46-01).
KARATE KID, LE MOMENT DE VÉRITÉ (2) (A. v.o.) : Forum, 1 (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8 (43-59-92-82) ; V.I. : Grand Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Métro Louvre, 14 (43-35-20-40) ; Montparnasse Paté, 14 (43-36-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Wépler, 18 (45-75-79-79) ; Secrétaire, 19 (42-41-77-99) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE LIEU DU CRIME (Fr.) : Lucienne, 9 (45-44-57-34).
LOST IN AMERICA (A. v.o.) : UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40).

MAINE OCEAN (Fr.) : Luxembourg, 6 (46-33-79-38).
MAMMAME (Fr.) : 14-Juillet Odéon (h.p.), 6 (43-26-59-83).

MONA LISA (Brit. v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1 (42-97-53-74) ; Saint-Germain l'Auxerrois, 6 (43-25-59-83) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Colisée, 8 (43-59-25-46) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-74-94-94) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; V.I. : Gaumont 15 (45-75-79-79) ; V.I. : Gaumont 15 (45-75-79-79).

LOST IN AMERICA (A. v.o.) : UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40).

MAINE OCEAN (Fr.) : Luxembourg, 6 (46-33-79-38).

MAMMAME (Fr.) : 14-Juillet Odéon (h.p.), 6 (43-26-59-83).

MONA LISA (Brit. v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1 (42-97-53-74) ; Saint-Germain l'Auxerrois, 6 (43-25-59-83) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Colisée, 8 (43-59-25-46) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-74-94-94) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; V.I. : Gaumont 15 (45-75-79-79) ; V.I. : Gaumont 15 (45-75-79-79).

LOST IN AMERICA (A. v.o.) : UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40).

MAINE OCEAN (Fr.) : Luxembourg, 6 (46-33-79-38).

MAMMAME (Fr.) : 14-Juillet Odéon (h.p.), 6 (43-26-59-83).

MONA LISA (Brit. v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1 (42-97-53-74) ; Saint-Germain l'Auxerrois, 6 (43-25-59-83) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Colisée, 8 (43-59-25-46) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-74-94-94) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; V.I. : Gaumont 15 (45-75-79-79) ; V.I. : Gaumont 15 (45-75-79-79).

EN BREF

EXPOSITIONS : les Celtes et Gauguin. — Deux expositions, cet été, dans la Finistère : jusqu'au 14 septembre, l'abbaye de Daoulas « Au temps des Celtes » présente quatre cents objets usuels, armes et bijoux, des photographies et des dessins. Jusqu'au 30 septembre, le musée de Pont-Aven présente « Cent ans, Gauguin à Pont-Aven », qui regroupe soixante-dix toiles caractéristiques de cette période.

Renseignements : Comité départemental du tourisme de la Finistère, 34, rue de Douarnenez, 29000 Quimper. Tél. : 98-53-72-72.

FORMATION : musiciens à l'école. — Un centre de formation de musiciens intervenant à l'école élémentaire et pré-élémentaire va être créé à la rentrée à l'université Paris XI Orsay. Ces artistes recevront une formation à la fois musicale et pédagogique leur permettant de travailler en collaboration avec les instituteurs. Les personnes intéressées doivent avoir un niveau de culture générale équivalent au baccalauréat plus deux années et une solide pratique musicale instrumentale ou vocale. Les études, qui durent deux années, sont sanctionnées par un examen.

INSCRIPTIONS : un centre de formation de musiciens intervenant à l'école élémentaire et pré-élémentaire, 15, rue Georges-Clemenceau, Université Paris XI, bâtiment 300, 91405 Orsay Cedex.

SPORTS : deux roues en Queyras. Découvrir le Queyras à vélo. Avec une machine spéciale qui nous vient des États-Unis, le mountain bike. Quinze vitesses au service du randonneur. De quel grimper aux arbres. Le circuit passe à flanc de montagne et glisse, de vallée en vallée, sans peine. Pour cela, on suit les anciens petits canaux d'irrigation, qui sont de véritables pistes cyclables. Cinq jours. Prix : 2 280 F (en gîte), 2 830 F (en hôtel).

Équilibrium : BP 1, 05490 Saint-Véran. Tél. : 92-45-84-97.

PARIS EN VISITES

LUNDI 18 AOÛT

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Louvre (A1C).

« Histoire des juifs en France depuis les Romains », 15 heures, 6, place Saint-Michel (M^o Roush-Gain).

« Le culte de la patronne de Paris à l'époque de la Renaissance », 15 heures, entrée de l'église, et « Le Marais insolite : autour de l'hôtel de la Ville », 15 heures, métro Rambuteau (Paris et son histoire).

« Les appartements privés d'Anne d'Autriche, l'enfance de Louis XIV », 14 h 30, métro Louvre (1. Haillier).

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, entrée principale, et « Les bouquins ou les marginaux du Père-Lachaise », 14 h 45, sortie escalier métro Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Le musée Picasso : Picasso et la peinture du XX^e siècle », 10 h 45, 5, rue de Thorigny, et « Ateliers d'artistes, jardins secrets et curiosités de Montparnasse », 15 heures, métro Vavin (M. Ragnenau).

« Les cours des miracles : évocation de la corporation des voleurs et des mandataires des malheureux, des francs-maçons, du grand coq et des archiprêtres », 14 h 30, métro Bonne-Nouvelle, devant la porte (P.-Y. Jastel).

« Tout le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (M. Banassat).

« Les hôtels de l'île Saint-Louis et l'église », 14 h 30, 6, boulevard Henri IV (V. de Paris).

« Le vieux village de Montmartre », 15 heures, sortie métro Lamarek-Caulaincourt (Résurrection) place des Voies, 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobas (G. Bortean).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 15 août :

DES DÉCRETS :
N° 86-960 du 14 août 1986 créant un tribunal de commerce à Bobigny (Seine-Saint-Denis).

N° 86-964 du 13 août 1986 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs.

DES ARRÊTÉS :
Du 5 août 1986 portant modification de la tarification provisoire applicable au Métro 1 couleur ;
Du 10 juillet 1986 portant création du brevet de technicien supérieur agricole, option commercialisation des produits horticoles (expérimental).

UNE LISTE :
De sortie des élèves ayant droit au titre d'ingénieur diplômé de l'École polytechnique.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

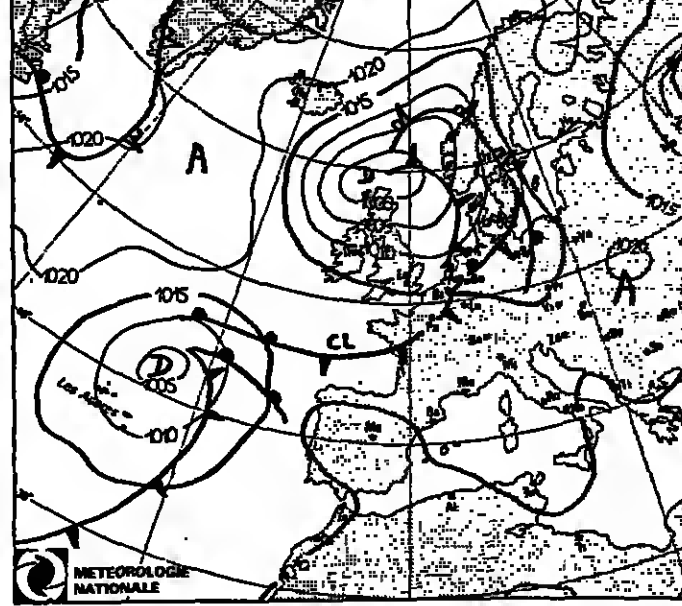
Le Monde

ÉCONOMIE

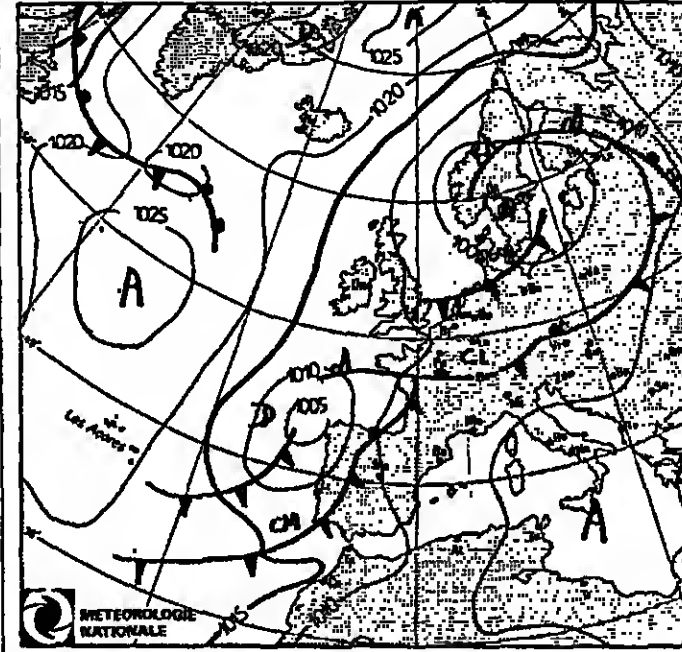
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 AOÛT 1986 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 18 AOÛT À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 16 août à 0 heure et le dimanche 17 août à 0 heure.

Une remontée d'air chaud de Sud-Ouest va envahir l'ouest du pays. Son arrivée va un peu réactiver la situation orageuse sur le relief de l'Est.

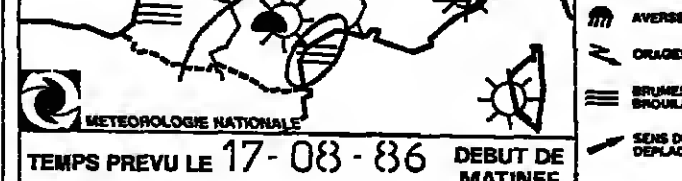
En début de journée les nuages ne seront pas très nombreux en général. Il y aura des brumeux locaux, mais aussi des éclaircies. Pris de la Méditerranée le ciel sera pratiquement clair, mais à part quelques nuages bas maritimes près du golfe du Lion.

Mais sur la Bretagne et la Vendée, le ciel sera déjà plus chargé et il fera plus lourd. Dans l'après-midi, ces nuages abondants gagneront aussi la Normandie, les pays de Loire et les côtes atlantiques. Il pleuvra un peu sur les régions littorales du Nord-Ouest, rarement dans l'intérieur. Sur le reste du pays le soleil sera caché par des nuages élevés et moyens. On verra encore quelques éclaircies sur les régions méditerranéennes, ainsi que sur la Picardie, le nord du bassin parisien, de la Champagne et de l'Alsace. En soirée, des orages isolés pourront côtoyer sur le Massif Central, le Lyonnais, le nord des Alpes et le Jura.

Le vent sera faible et variable en direction.

Les températures au lever du jour seront de 10 à 14 degrés sur la moitié nord, 14 à 18 degrés sur la moitié sud et jusqu'à 20 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, on atteindra 18 à 25 degrés sur les régions du Nord-Ouest, près de la Manche et de l'Atlantique, 25 à 29 degrés sur le reste de la moitié nord, 27 à 32 degrés sur les régions méditerranéennes.



TEMPS PRÉVU LE 17-08-86 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES			maxima - minima		Temps observé					
Valeurs extrêmes relevées entre					le 16-9-1986					
le 15-8-1986 à 6 h TU et le 16-8-1986 à 6 h TU					à 6 heures TU					
FRANCE			ÉTRANGER		LES ANGOLES					
ALGER	29	18	N	TOULOUSE	25	17	C	LUXEMBOURG	23	15
BARCELONE	24	17	N	MONTPELLIER	25	13	N	MARSEILLE	25	15
BELGRADE	23	15	C	PARIS	27	20	N	NANTES	26	11
BOMBAY	29	18	N	REIMS	26	11	S	STRASBOURG	27	20
BREIT	17	9	N	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CAEN	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHAMPAIGN	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON	25	14
CHERBOURG	22	10	S	MONTPELLIER	25	13	S	MONTPELLIER	25	13
CHERBOURG	22	10	S	NANTES	26	11	S	NANTES	26	11
CHERBOURG	22	10	S	PARIS	27	20	N	PARIS	27	20
CHERBOURG	22	10	S	REIMS	26	11	S	REIMS	26	11
CHERBOURG	22	10	S	STRASBOURG	27	20	N	STRASBOURG	27	20
CHERBOURG	22	10	S	TOULOUSE	25	17	S	TOULOUSE	25	17
CHERBOURG	22	10	S	LYON	25	14	C	LYON		

REPÈRES

Inflation

En baisse

en Grande-Bretagne...

Les prix de détail ont baissé de 0,3 % en juillet en Grande-Bretagne par rapport au mois précédent, ce qui porte l'inflation à 2,4 % sur les douze derniers mois. C'est le rythme le plus faible depuis dix-huit ans.

Au total, pour les trois derniers mois, les prix n'ont pas augmenté, alors qu'au début de l'année l'inflation, sur douze mois, atteignait encore 5,5 %.

Un autre indice officiel du coût de la vie, qui tient compte aussi bien de l'évolution des impôts que de celle des prix, a reculé de 0,4 % en juillet et n'a progressé que de 0,4 % en un an, grâce à des allègements fiscaux.

La baisse des prix de détail de juillet est due notamment à un recul des prix des produits alimentaires et de l'essence. — (AFP.)

... et en Israël

L'augmentation de l'indice du coût de la vie a été nulle en Israël au cours du mois de juillet, selon les données publiées vendredi par l'Institut national des statistiques de Jérusalem.

C'est l'indice le plus bas pour un mois de juillet depuis 1971, relèvent les observateurs. Il y a tout juste un an, en juillet 1985, l'indice avait bondi de 27,56 % en un seul mois. Depuis le début de l'année 1986, l'inflation a été de 8,6 % en Israël. Le taux annuel d'inflation est actuellement de l'ordre de 15 %, contre plus de 440 % l'année précédente.

Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, s'est félicité du succès enregistré vendredi en affirmant qu'il justifie la poursuite du plan de redressement économique lancé en juillet 1985. — (AFP.)

Prix de gros

Chute au Japon

Les prix de gros au Japon ont chuté de 10,7 % en juillet par rapport à l'année précédente, un record de baisse d'une année sur l'autre, a annoncé la Bank of Japan.

Le précédent record de baisse avait été enregistré en juin dernier avec 10,1 %, a ajouté la banque, qui a commencé à établir ces statistiques en 1980.

En juillet, l'indice des prix de gros n'était que de 89,1 contre 100 en moyenne en 1980, en baisse de 1,1 % par rapport à juin. C'était la dix-septième baisse mensuelle consécutive.

Pour les officiels, la très forte appréciation du yen face au dollar est responsable de ce déclin, ainsi que la chute des prix du brut et des autres matières premières. — (AFP.)

Production industrielle

Recul aux Etats-Unis pour le troisième mois consécutif

La production industrielle a reculé de 0,1 % en juillet, troisième mois consécutif de baisse aux Etats-Unis, ce qui n'était pas produit depuis la récession de 1982.

Le chiffre médiocre de juillet, tombé trois jours avant une importante réunion à la Réserve fédérale (Open Market Committee), pourrait donner plus d'arguments aux partisans d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt, destinée à donner un second souffle à l'économie américaine.

L'activité de l'industrie, durement concurrencée sur son propre marché, comme en témoigne le déficit commercial croissant des Etats-Unis (170 milliards de dollars en rythme annuel), a chuté de 2,1 % depuis le début de l'année. L'industrie des biens de consommation a reculé de 0,3 % le mois dernier, avec une baisse de 5 % dans l'automobile. L'activité des biens d'équipement, baromètre de l'investissement des entreprises, n'a montré aucune amélioration. Enfin, la production de l'industrie pétrolière et gazière s'est ralentie pour le neuvième mois consécutif, et le recul atteint 9 % en un an.

Seuls les secteurs de la défense et de l'espace continuent de progresser légèrement (0,1 %). D'autre part, les prix de gros ont baissé de 0,4 %. — (AFP.)

SOCIAL

Les salaires des cadres dans les PME sont davantage individualisés

« L'individualisation significative des salaires, observée en 1984, est une caractéristique de la politique salariale des cadres dans les PME », pour 1985, indique une enquête de la Commission générale d'organisation scientifique (CEGOS), organisme privé de formation à la gestion du personnel. Cette enquête a été réalisée auprès de 240 entreprises de moins de 500 personnes (91 % des entreprises ayant un effectif compris entre 101 et 500 personnes), 65 % appartenant à l'industrie et 35 % au tertiaire. 59 % des entreprises ont augmenté leurs cadres en 1985 « de façon spontanée » (contre 31 % en 1984) et non plus « en application d'un accord de salaire ».

La CEGOS relève aussi pour les cadres des PME que les augmentations générales (accordées d'une manière très majoritairement uniforme par 87 % des entreprises, contre 90 % en 1984) « ont été en moyenne inférieures à l'augmentation de l'indice des prix à la consommation » (4,39 % en moyenne). Seules 9 % des entreprises étudiées ont accordé des augmentations supérieures à 6 %.

Comme en 1984, « 90 % des entreprises ayant répondu à l'enquête ont donné des augmentations individuelles à certains de leurs cadres en 1985. Les ratios sont très proches les uns des autres dans les différents secteurs » (avec un maximum de 100 % dans les biens intermédiaires et un minimum de 77 % dans le bâtiment et les travaux publics). La moyenne de ces augmentations

s'élevait à 2,53 %, la CEGOS observant « une tendance à l'élévation du niveau des augmentations individuelles ». 34 % des entreprises ont accordé en 1985 des augmentations individuelles à leurs cadres supérieures à 4 %, 36 % des hausses inférieures à 2 %. Les critères d'attribution de ces augmentations sont dans 97 % des cas la qualité de la performance, dans 83 % des cas la « promotion dans une classification supérieure », mais il pouvait s'agir aussi de rattrapage par rapport à une précédente augmentation « déjà lointaine » (51 %). La CEGOS souligne que « dans les services, les augmentations individuelles tiennent plus à la promotion dans une classification supérieure ou à l'ancienneté de la dernière augmentation que dans d'autres secteurs ».

Selon l'étude de la CEGOS, « le pourcentage des cadres bénéficiaires d'augmentations individuelles », dans les PME interrogées, est « en moyenne de 46,50 % ». Dans 27 % des cas, plus de 75 % des cadres bénéficiaient de telles augmentations, tandis que dans 11 % des entreprises (contre 17 % en 1984), les jeunes cadres bénéficiaient de revalorisations individuelles « particulièrement élevées ». L'enquête fait également apparaître « une nette régression » de l'attribution d'avantages complémentaires « particulièrement pour les avantages en nature et les mois supplémentaires de salaire ». Mais la proportion d'entreprises qui accordent des primes de résultat est en augmentation : 42,5 % en 1985, contre 36 % en 1984.

ÉTRANGER

La saga Sabanci ou la création d'un empire industriel turc

Ouverture des frontières aux produits et aux investissements, libéralisation du contrôle des changes et de la législation bancaire, la Turquie tente de mettre les bouchées doubles pour moderniser un pays cher à l'Occident mais encore lourdement endetté. Alors que se déroule la campagne pour les élections partielles du 28 septembre, le premier ministre, M. Turgut Özal, symbolise plus que jamais cette politique libérale d'essor économique. Sa mise en œuvre s'appuie sur le dynamisme de nouveaux industriels turcs, parmi lesquels M. Sakip Sabanci fait figure de pionnier.

« Sorti du peuple pour ne plus y retourner... » Classique et malheureusement fondée pour nombre de « parvenus », cette remarque ne s'applique pas à Sakip Sabanci. Comme ses aînés, paysans pauvres de l'Anatolie centrale, ce homme de cinquante-cinq ans parle toujours avec l'accent du terroir et garde les manières serviables et joviales de sa famille qui fabriquait des manchetons pour les charmes, alors que, depuis vingt ans, il dirige un véritable empire industriel avec ses quatre frères.

Sabanci Holding regroupe près de quatre-vingt-dix sociétés, allant du textile au ciment, de la margarine à l'électronique, de la banque à l'agriculture en passant par les pneumatiques. Avec un chiffre d'affaires de 12 milliards de francs réalisés grâce à 1,4 milliard d'exportations en 1985, ce holding, qui emploie quelque vingt-sept mille personnes est l'un des géants de l'économie turque. Et, selon la revue américaine *Fortune*, il figurait en 1985 au cent soixante-quatrième rang des cinq cents premiers groupes non américains répertoriés.

avec un chiffre d'affaires de 2,9 milliards de dollars.

Quel chemin parcouru par cette famille dont le nom trahit d'emblée les origines campagnardes : en turc, Sabanci signifie fabricant de manchetons. Leur saga débute dans un fruste village de Kayseri, l'ancienne Césarée, célèbre pour sa viande fumée — le pastirma — ses soupes et, surtout, ses habiles commerçants. « Ils sont malins au point de réussir à faire croire à leurs bêtes qu'elles ont mangé de l'herbe fraîche en leur servant de la paille, mais avec des lunettes de soleil », dit-on des habitants de Kayseri. Tel n'était pas le cas des Sabanci, très pauvres : un petit lopin de terre et deux maigres vaches constituaient leur fortune. Pas même une parcelle de vigne dont une grappe aurait pu « sucrer » le morceau de pain dont le père de Sakip devait se contenter lorsqu'il était gosse.

Aujourd'hui, Sakip Sabanci invite chez lui à Istanbul l'ancien président américain Jimmy Carter, offre des loukoums au secrétaire d'Etat George Shultz dans sa demeure, au bord du Bosphore, qui a jadis appartenu au khédive d'Egypte. En moins d'une génération, on a assisté à l'éclosion du paysan anatolien catapulté dans l'ère industrielle. « Tout a commencé avec notre père Omer. Nous lui devons tout », répète une fois encore Sakip Sabanci dans sa suite de l'hôtel George-V où il nous reçoit lors d'une visite à Paris de l'Association des hommes d'affaires et des industriels turcs (TUSIAD) qu'il préside.

Six fils

Ce fut en effet Omer, alors âgé de quinze ans, qui « monta » en 1921 à Adana, où fleurissait la culture et le commerce du coton. Porteur de balles, Omer travailla dur et économisa soigneusement, avant de devenir courtier en coton et, finalement, marchand. L'aventure se poursuivit

avec l'achat en association d'une petite usine d'égrainage du coton, puis d'une usine d'égrainage d'huile végétale. Avant de mourir, en 1966, il se sera lancé dans le textile.

Initiés de jeune date aux affaires, ses six fils, très soudés, prendront le relais : « Sabanci Holding », créée en 1967, est le fruit d'un effort collectif. « Nous avons hérité de notre père une solide notion de solidarité familiale », assure Sakip Sabanci, qui rêve sa mère, Sadika. L'un des six frères meurt en 1979, mais sa fille lui succède au conseil d'administration.

En coopérant avec ICI, Shell, Du Pont ou Krupp, les Sabanci parviennent à jouer les pionniers dans nombre de secteurs lors de l'émergence d'un secteur privé en Turquie. L'exemple des câbles et des pneumatiques est significatif : décidés à ébranler le monopole exercé sur le marché turc par Goodyear, Pirelli et Uniroyal, les Sabanci offrent un salaire de rêve au directeur belge, de l'usine luxembourgeoise d'Uniroyal, qui finira par accorder son assistance technique.

Fort également d'une licence Goodyear, les Sabanci lancent « Kordis ». Opérationnelle en 1973, cette entreprise de câbles a depuis lors triplé sa capacité de production. Egalement tentée par les pneumatiques, la famille se tourne sans succès vers Michelin, puis vers les Japonais. Les Américains se révèlent plus intéressés, et, grâce à un crédit d'une cinquantaine de millions de dollars de l'Eximbank et à la coopération de Goodrich, « Lassa » est créée.

Onze ans après sa fondation, l'entreprise a produit, en 1985, quelque 2,2 millions de pneus, devançant désormais les multinationales. Elle exporte vers vingt-trois pays et s'apprête à se lancer dans la production de filaments de nylon industriel pour le renforcement des pneumatiques avec le groupe Du Pont.

Des succès ont été précédés par le lancement de « Sasa » en 1968, entreprise de fibres synthétiques qui exporte jusqu'en Chine, après avoir, là encore, cassé le monopole des multinationales, toutes puissantes en Turquie.

L'émigration grise

Cette construction spectaculaire d'un empire grâce à l'exploitation des rivalités entre les « grands » de la scène internationale est essentiellement l'œuvre de Sakip Sabanci. Obligé d'interrompre ses études pour des raisons de santé alors que ses frères poursuivaient les leurs dans des universités étrangères, Sakip Sabanci restera l'émigration grise de la famille. C'est lui le véritable « self-made man », à l'instar de son père, Omer. C'est également un acteur doté d'un sens inné des relations humaines. Il faut le voir raconter des plaisanteries, ponctuées de gestes et de mimiques.

Le professionnalisme aidant, il est sans doute aujourd'hui l'industriel le plus connu et... le plus aimé des Turcs. « Oui, je suis populaire. Cela me donne une immense joie. Quand je passe dans ma limousine, les gens me saluent, même d'un bus archicomble. On m'aime parce que je suis resté fidèle à mes origines ».

Il est vrai que la Sabanci Holding ne néglige pas l'image de marque familiale. Au travers d'une fondation, trois foyers d'étudiants, dix-sept écoles et sept centres culturels ont été construits par ses soins — neuf cents boursiers poursuivent ainsi leurs études universitaires chaque année, — sans compter la construction d'un hôpital pour les enfants handicapés. Les deux aînés de Sakip Sabanci sont handicapés, seul le troisième enfant a échappé à la maladie. Une façon de rappeler que l'argent ne peut tout apporter à un homme qui entend bien continuer à travailler pour « contribuer au développement » de son pays.

ARTUN UNSAL.

Selon le BIT

Reloger les habitants des bidonvilles du tiers-monde coûterait 116 milliards de dollars

L'urbanisation dans le tiers-monde prend souvent des proportions cauchemardesques. Si l'exode rural et la croissance démographique se poursuivent à leur rythme actuel, les villes des pays en développement comptent en l'an 2000 près de 2,1 milliards d'habitants contre 972 millions aujourd'hui, dont 10 % à 60 % vivent dans des bidonvilles. Ces bidonvilles, terrains de prédilection de tous les maux provoqués par la misère, risquent de provoquer un « désastre » si une planification « intelligente » ne permet pas de transformer des zones sordides en quartiers décents.

Ce constat d'une étude du Bureau international du travail (BIT) n'est pas nouveau. L'évaluation du coût d'une telle transformation l'est plus. Selon les estimations des auteurs de l'étude, il faudrait quelque 116 milliards de dollars (base 1975) pour offrir d'ici à la fin du siècle un minimum de confort à ceux que d'aucuns appellent désormais les bidonvillois. La leçon d'expérience tentée dans certains pays en développement par le BIT d'Estimons la part de l'investissement global, exprimée sous forme de salaire et réalisée par les habitants eux-mêmes des bidonvilles associés à la construction de

logements « rudimentaires », représenterait entre 23 milliards et 39 milliards de dollars. L'emploi généré indirectement par la production et la distribution de matériaux de construction amènerait la masse salariale globale entre 30 milliards et 60 milliards de dollars. Une solution séduisante dans la mesure où elle permettrait à une politique d'assainissement urbain de participer au développement économique d'un pays.

Sur cette base de calcul, l'investissement à réaliser par régions serait de 62 milliards de dollars pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de 11 milliards pour l'Europe, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, de 25 milliards pour l'Asie du Sud et de 8 milliards pour l'Asie de l'Est et le Pacifique. Cette entreprise de reconstruction pourrait donner du travail à l'équivalent de 120 millions de personnes par an et contribuerait à la solution de « ce qui devient rapidement un problème sociologique majeur dans les continents du tiers-monde ». Défi pour les planifications, elle constitue également un défi financier, 116 milliards de dollars constituant une somme considérable à mobiliser.

L'URSS au FMI ?

Selon des indications recueillies par le *Wall Street Journal* auprès d'experts économiques américains, de retour de Moscou, l'URSS réfléchirait actuellement sur le moyen de rejoindre des organisations économiques internationales, dont le FMI et la Banque mondiale.

L'idée ne serait encore qu'une hypothèse mais, selon M. Ed Hewett, l'un des analystes de l'Institut américain Brookings Institution qui participait à la rencontre, le projet est « sérieux » car il n'est évoqué par des personnalités soviétiques qui sont « maintenant en position de faire quelque chose ». « C'est une avancée logique sur la route que l'URSS, selon moi, suit », a ajouté M. Hewett, dont les impressions sont confirmées par celles d'un autre expert, M. Herbert Levine.

Ce coup de sonde pourrait annoncer un changement radical dans l'attitude de l'Union soviétique qui voudrait jouer un rôle plus important dans l'économie internationale. Malgré les difficultés, cela corres-

pondrait au souhait des Soviétiques de moderniser leur économie et de faire appel à des capitaux sur le marché international du crédit.

Déjà, la Banque soviétique pour le commerce extérieur est devenue cette semaine la première institution financière de l'URSS à participer à un syndicat de souscription d'une émission obligataire sur le marché international des capitaux. En 1985, l'URSS n'empruntait 1,5 milliard de dollars sur les marchés internationaux et envisagerait de nouvelles opérations, notamment pour financer son déficit de la balance des comptes courants.

Cette évolution s'expliquerait aussi par la mauvaise situation de l'économie soviétique à un moment où ses recettes en devises sont affectées par la baisse des revenus pétroliers.

Des pays socialistes européens font déjà partie du FMI, la Roumanie, la Hongrie, la Yougoslavie et, depuis juin, la Pologne.

YOUGOSLAVIE

«Stabilisation», inflation et absentéisme

BELGRADE
de notre correspondant

Installé dans une chaleur torride, la Yougoslavie est envahie par des centaines de milliers de touristes allemands, autrichiens, italiens et français. Il y a moins d'Américains que d'habitants) qui ont procédé à une occupation du littoral adriatique. S'y ajoutent nombre de voyageurs en transit vers la Grèce, la Bulgarie et le Proche-Orient et d'ouvriers turcs et grecs venant de l'Europe occidentale et se rendant, avec femmes et enfants, vers leur pays d'origine pour y passer des vacances.

Mais les Yougoslaves partent eux aussi en vacances. Estimant trop élevés les prix des hôtels et pensions dans leur propre pays, ils cherchent, par milliers, le repos dans des centres estivaux à l'étranger. On ne doit pas s'en étonner outre-mesure, les citoyens yougoslaves disposent ici, sur leurs comptes bancaires, de plusieurs milliards de dollars d'économies dont ils ne sont pas tenus de justifier l'origine, parfois douteuse. Ainsi, tandis que l'Etat, pour pouvoir honorer sa dette extérieure de 19 milliards de dollars, s'efforce d'assurer le plus possible de rentrées de devises, les citoyens, eux, en exportent. A voir la publicité faite dans la presse par les agences de voyages, invitant à visiter Majorque, Venise ou Florence, Paris ou les châteaux de la Loire, voire Saigon et Hongkong, on serait tenté de dire que, en Yougoslavie, l'Etat est pauvre mais que les citoyens sont riches.

Explosion des salaires

Le gouvernement fédéral est le seul à ne pas avoir pris de vacances. Il siège en permanence et débite des trains de mesures pour réaliser un programme dit de stabilisation économique à long terme. L'élaboration de ce programme avait duré trois ans et il est adopté depuis trois mois. La volume de ce document est comparable à celui d'un dictionnaire en plusieurs volumes et il prête à plus d'un malentendu. La preuve en est que si sa première partie est déjà réalisée pour certains, pour d'autres son application n'est pas encore commencée. En tout cas, le premier ministre, M. Mikulic, a assuré catégoriquement les citoyens qu'ils n'auront pas à souffrir d'une pénurie de produits de grande

consommation comme ce fut le cas en 1984 et 1985. Et, jusqu'à présent, il a tenu parole.

Il e eu, il est vrai, moins de succès dans la lutte contre l'inflation — « cancer » de l'économie nationale — qui, en juillet, a été de plus de 90 % supérieure à celle du même mois de l'année précédente, les entreprises ayant constamment eu recours aux augmentations de prix pour couvrir leurs pertes et payer leurs ouvriers et employés. Pour mettre un terme à cette pratique, le gouvernement a décidé de les contraindre à ramener les prix actuels de certains produits à leur niveau de la fin du mois de juin dernier. L'opération est en cours et se heurte à toutes sortes de difficultés, la doctrine autogestionnaire voulant qu'il appartienne au conseil ouvrier et non à une autorité politique quelconque de fixer les prix des produits d'une entreprise.

Un autre problème d'actualité est celui que pose au gouvernement, depuis quelques semaines, une véritable explosion des salaires, y compris dans des entreprises travaillant à perte. Le gouvernement a décidé, dans ce cas également, de contraindre ceux qui avaient perçu des salaires non justifiés par l'accroissement de la production à rendre une partie des sommes reçues. On imagine les protestations qui s'élevaient et les ouvriers de nombreuses entreprises refusant de rendre quelque somme que ce soit.

Le gouvernement a pris enfin des mesures pour accroître la production, seule voie pour sortir de la crise. Mais les problèmes là aussi sont immenses. L'agence Tanjug affirme, dans une information publiée au mois d'août, que les ouvriers et les employés du secteur socialisé de l'économie (au total six millions) ne travaillent en moyenne que trois ou quatre heures par jour (au lieu de huit), que six cent mille sont chaque jour absents pour une raison ou une autre, et que huit cent mille passent la moitié de leurs heures de travail dans des réunions et des conférences. Et il n'y a pas que de l'humour dans le commentaire de cet hebdomadaire belgradoise qui réagissant à une proposition des syndicats de réduire de huit à sept heures la journée de travail, écrit : « Il n'y aurait là aucun progrès. Ce serait un recul social et une atteinte aux droits de la classe ouvrière qui travaille déjà bien moins de sept heures par jour ».

PAUL YANKOVITCH.

Economie

AFFAIRES

British Airways achète
seize Boeing 747

La société Boeing a enregistré la plus importante commande d'avions civils qu'elle ait jamais reçue, la compagnie aérienne British Airways ayant décidé de lui acheter seize seize quadrimoteurs 747-400 et de prendre une option sur douze autres exemplaires de cet appareil.

Le montant du contrat s'élève à 2,3 milliards de dollars (15 milliards de francs) pour la commande définitive et à 4,1 milliards de dollars (27 milliards de francs) si l'on rajoute les appareils en option. British Airways a choisi d'acquiescer ces avions en location-vente.

Les livraisons seront étagées du printemps 1989 au mois de décembre 1990 et les options pourraient être mises en service de 1991 à 1994.

Les nouveaux appareils seront équipés de moteurs Rolls Royce 524 D 4 D, de la famille RB 211, qui valent au moteur britannique une commande ferme de 600 millions de livres (6 milliards de francs). Le premier ministre, M^{re} Thatcher, s'était refusé à intervenir auprès de la British Airways en faveur du réacteur de Rolls-Royce qui était en compétition avec les moteurs des américains General Electric et de Pratt et Whitney. Elle avait estimé que le moteur retenu devait être le

plus performant et que l'industrie britannique n'avait pas à être protégée de la concurrence étrangère.

La première conclusion à tirer de la signature de cet énorme contrat est que Boeing continue à dominer le marché des avions long courrier avec son 747. Grâce à la version 400, pilotée à deux, et d'un rayon d'action de 13 000 kilomètres pour quatre cent dix-huit passagers, le géant américain engrange commande sur commande : en mars, Singapore Airlines lui a acheté quatre appareils de ce type plus six options, et, en mai, Lufthansa en a commandé six plus neuf options. Le 747 n'est plus de concurrents et ses challengers, Mc Donnell Douglas avec son MD 11 dérivé du DC 10 et Airbus avec l'A 340, hésitent à se lancer sur le créneau du long courrier.

La deuxième conclusion est que la médiocrité de la conjoncture du transport aérien qui voit un recul de la demande notamment sur l'Atlantique nord ne décourage pas les compagnies de moderniser leurs flottes. British Airways n'a pas hésité à se lancer dans un achat de grande ampleur malgré de mauvais résultats d'exploitation pendant l'hiver et le printemps de 1986.

ENTREPRISES

Renault ne construira pas
la Supercin en Pologne

Le marché automobile polonais ira-t-il aux Japonais ? Renault vient de décider de retirer sa proposition, faite il y a un an et demi, de construire des Supercin en Pologne. Il s'agissait d'une réforme complète de l'usine SSO de Varsovie, qui fabrique des Polski, en accord avec Fiat. Ces modèles étant dépassés, les autorités polonaises ont lancé un appel d'offres, auquel ont répondu Renault, Fiat et les constructeurs japonais. La Régie proposait d'assembler environ 100 000 Supercin par an et quelques fourgonnettes, mais les Polonais souhaitent que tous les équipements nécessaires soient financés par un prêt de l'Etat français de 1,5 milliard de francs à des conditions privilégiées.

Après des hésitations (intérieures au 16 mars), le ministère des finances a refusé. Le « risque » en Pologne, pays déjà très endetté, était considéré comme trop élevé. La Régie a contacté diverses banques, mais elles se sont toutes refusées. Aussi, Renault a écrit le 17 juillet au gouvernement polonais pour lui notifier qu'il retirait son offre.

Fiat semble avoir les mêmes difficultés pour obtenir un crédit italien, explique-t-on à la Régie, où l'on craint que ce ne soit les Japonais qui, en définitive, emportent le marché.

Volvo s'associe
à General Motors

L'américain General Motors, premier constructeur automobile mondial, et le suédois Volvo ont décidé de créer une société commune aux Etats-Unis pour construire des camions. Cette société, baptisée Volvo GM Heavy Truck, fabriquera et commercialisera de gros poids lourds de plus de 15 tonnes. Elle sera opérationnelle dans deux ans. Une société identique sera implantée au Canada. Dans les deux cas, Volvo détient 65 % du capital et en assurera la direction. Cet accord, qui doit être approuvé par les gouvernements concernés, obligera GM à fermer son usine de Pontiac (Michigan). La nouvelle société conjointe construira de 20 000 à 25 000 camions par an dans la vallée du Volvo, à New-River-Valley (Virginie) et à Orville (Ohio). Elle pourra prendre 18 % du marché.

La Bank of Oklahoma bénéficie
d'une aide fédérale américaine

Les autorités bancaires fédérales américaines ont annoncé un programme de 130 millions de dollars pour venir en aide à une banque d'Oklahoma-City, la Bank of Oklahoma, en proie à de graves difficultés financières. Cette aide gouvernementale consentie à la banque, dont les actifs sont estimés à 500 millions de dollars, est la première de ce type pour un groupe financier possédant plusieurs banques. La Bank of Oklahoma est l'une des onze filiales bancaires de BancOklahoma Corp., dont les actifs sont supérieurs à 2,5 milliards de dollars. Dans un communiqué, le Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), système fédéral d'assurance des dépôts bancaires, a précisé que l'aide gouvernementale était nécessaire car la Bank of Oklahoma « risquait de fermer ». La FDIC, poursuit le texte, « a estimé qu'accorder une aide financière représentait pour elle la solution la moins coûteuse ». La Bank of Oklahoma d'Oklahoma-City doit être fusionnée avec le filial du groupe de Tulsa, dans le même Etat. Cette dernière, avec des actifs de 1,6 milliard de dollars, est la principale filiale bancaire de BancOklahoma.

Le Brésil consacre 650 millions de dollars à son agriculture. Le président brésilien José Sarney a rendu public le plan de développement agricole dont il attend une augmentation de 10 % par an des productions céréalières éliminaires pendant les trois prochaines années. Il s'agit d'obtenir, en 1988, une récolte de 71,6 millions de tonnes de céréales, soit 15 millions de plus

qu'en 1985, année de la meilleure récolte de l'histoire du Brésil. Le président Sarney a décidé d'affecter 650 millions de dollars (4,3 milliards de francs) au secteur agricole. Les crédits d'équipements seront doublés par rapport à ceux de l'année précédente et un mécanisme de fixation du prix minima permettra un réajustement du revenu des agriculteurs. (AFP.)

BOURSE DE PARIS

Semaine du 11 au 14 août

Paliers de décompression

Le syndrome du 15 août ? Au cours de cette semaine réduite à quatre séances par la fête de l'Assommoir, le phénomène n'a qu'assez peu exercé ses effets sur Virvigne. Plus surprenant : pour la première fois depuis quinze jours, une véritable reprise s'est produite sous les lambris. Elle n'a sans doute pas revêtu une très grande ampleur : 2 % de hausse ont été mesurés à l'indice CAC et 2,4 % à l'indice instantané. En revanche, malgré une allure assez irrégulière, le marché a fait un parcours sans faute. Pas une journée ne s'est passée sans une hausse. Même la séance de mercredi, pourtant assez découragée par rapport aux précédentes (+ 0,65 % lundi, + 0,86 % mardi) s'est achevée sur un léger gain (+ 0,33 %). A la veille du long week-end, la Bourse s'est même offerte le luxe d'allonger un peu la foulée (+ 0,54 %). La performance est d'autant plus remarquable que cette période de l'année est traditionnellement creuse. Les commandants des grands vaisseaux de l'investissement se sont au soleil et, en leur absence, leurs seconds se gardent bien de toute initiative hardie, se bornant le plus souvent à prendre les dispositions nécessaires pour parer au mauvais temps, si d'adventure le mercure venait à baisser.

Solidement ancrés, les habitudes n'ont sans doute pas changé. Mais les mentalités ont évolué. La preuve en est : pas une seule fois les niveaux de transactions sur les valeurs françaises cotées au RM (réglement mensuel) ne se sont beaucoup éloignés du milliard de francs. Cette barre a même été franchie mardi (1 062 millions de francs). Bref, une forte activité a régné, se révélant trois fois plus élevée que l'an dernier à pareille époque. Certes, d'assez nombreux dégagements se sont produits, à rapprocher des mesures de précaution évoquées. Mais, parallèlement, les contrats d'achats ont été fournis. A telle enseigne que nombre de valeurs ont distancé le peloton au coup de pédale somme toute assez tranquille.

De grandes valeurs se sont distinguées, comme Presses de la Cité, Matra, Leroy-Souler, Club Méditerranée, Darty, Casadeo, en s'élevant de 6 % à 9 %. CSE a fait partie de l'échappée. L'action du groupe a même en la vedette, en créant pour la première fois de l'histoire le plafond des 1 600 F. s'ajoutant 6 % de gain hebdomadaire au passage. Le bâtiment, en particulier, a été à l'honneur avec Auxiliaire d'entreprises, Poliet et Bonygnon montés sur le podium. Même L'Air liquide, dure à bouter en temps ordinaire, a poussé une petite pointe après l'annonce de son investissement massif aux Etats-Unis (1,1 milliard de francs, soit 7,4 milliards de francs environ). Le groupe lance

une OPA amicale sur la firme américaine Big Three, qui a toutes les chances de réussir, ce qui lui donnera la possibilité de passer de la quatrième à la deuxième place au classement des producteurs américains de gaz industriels (voir ci-dessous).

En résumé, l'actualité boursière a été fertile en événements, soulignant, s'il en était besoin, l'intérêt soulevé par les valeurs françaises. Faut-il s'en étonner deux la mesure où les encouragements, il est vrai, n'ont pas manqué. Ils sont d'abord venus du front de l'économie avec la hausse (estimée) du PIB pour la deuxième trimestre (+ 1,1 %), qui confirme la reprise de l'expansion et la sagesse exemplaire de l'inflation pour juillet (entre 0,1 % et 0,2 % de hausse pour les prix de détail) ; puis des Etats-Unis où Wall Street, stimulé par l'espoir d'une déescalade des taux d'intérêt, a, semble-t-il, tourné le dos à ses problèmes pour se rapprocher de moins de 4 % de ses plus hauts niveaux. Et puis, surtout, la baisse du dollar a joué un rôle d'adjuvant. La dépréciation de la devise américaine pousse les détenteurs de capitaux libellés dans cette monnaie à chercher des refuges. Les valeurs mobilières en constituent d'excellents. La hausse de toutes les places financières internationales ces derniers jours, de Tokyo en particulier, qui caracole sur de nouveaux sommets, n'a pas d'autres explications. Paris n'a pas échappé à la contagion. L'économie française avait pour elle d'avoir pris un train de retard dans le contrôle de l'expansion. Avec les promesses qu'elle porte, la marge de redressement est assez large pour attirer le chaland. Si les étrangers ne se bousculent pas au portillon de la rue Virvigne, leur présence est affirmée et leur attention soutenue. Ils ne sont pas les derniers à venir en éclaircir la corbeille. Notre place n'est-elle pas la moins chère du monde ?

Les professionnels se disaient ravis du déroulement des opérations avec, d'un côté, les dégagements de précaution effectués par les investisseurs domestiques soucieux de protéger leurs arrières, de l'autre, les actions de commande lancées par les plus téméraires en vue de renforcer leurs positions. Ce judicieux mélange permet à la Bourse de respecter les paliers de décompression dans sa remontée. Il la met à l'abri des mauvaises surprises, à moins de 7 % aussi de ses plus hauts niveaux historiques. Adossé à son pilier favori, un oracle du palais Brongniart domine joliment sa version hippique du spectacle : « La Bourse se comporte comme un cheval fougueux. Elle platte. Mais le cavalier la retient par les rênes. »

ANDRÉ DESSOT.

Objet d'une OPA de L'Air liquide

Big Three doit justifier son « rating »

Le groupe français L'Air liquide, numéro 1 mondial pour les gaz industriels, a officiellement présenté, le 14 août, son offre publique d'achat (OPA) sur la firme américaine Big Three, précisant les modalités de cette opération dont le principe avait été annoncé vingt-quatre heures plus tôt (le Monde du 14 et 15 août). L'Air liquide propose 29 dollars pour chaque une des 36,3 millions d'actions de Big Three Industries, cette offre étant valable jusqu'au 11 septembre prochain.

Dans le même temps, le numéro cinq américain, en termes de production de gaz industriels, qui dispose d'un bon « rating » (notation du risque d'une entreprise établie par des organismes spécialisés), à savoir A-1 chez Moody's Investors et A-Plus chez Standard and Poor, va sans doute voir sa cote financière révisée par les deux grands noms du marché de l'évaluation des entreprises.

Ainsi, Moody's a déjà fait savoir qu'il envisageait un réexamen, « en vue d'une baisse possible » du « rating » de Big Three, et Standard and Poor a indiqué de son côté que la firme américaine était désormais sous observation pour une durée de trois mois. Moody's craint que L'Air liquide ne démontre le groupe américain après en avoir pris le contrôle.

A l'origine de ces craintes, le spécialiste invoque les exemples récents survenus aux Etats-Unis à propos de certaines OPA au cours desquelles l'acquéreur s'est contenté de rembourser les emprunts contractés pour financer sa prise de contrôle en vendant certains actifs de l'entreprise dont il prenait possession, observent-ils chez Moody's. Dans cette hypothèse, les garanties dont disposent les créanciers de Big Three se trouveraient amoindries.

Pour sa part, Standard and Poor s'est contenté d'indiquer qu'il ne disposait pas encore des éléments d'appréciation suffisants pour savoir dans quel sens pourrait être modifié le « credit rating » de Big Three. Interrogé sur ce point, un porte-parole du groupe américain a regretté l'« empiètement » des cabinets d'expertise à porter un jugement sur la signature de Big Three.

Quant à L'Air liquide, il a déjà fait savoir que le montant de la transaction (1,05 milliard de dollars, soit environ 7 milliards de francs au cours actuel du billet vert) serait financé pour moitié par un emprunt lancé aux Etats-Unis et, pour le solde, par une augmentation de capital ou par un emprunt émis sur le marché français.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 14 août

COURS	ECHÉANCES			
	Août 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Premier	111,05	112,10	113,20	113,25
+ haut	111,05	112,10	113,20	113,25
+ bas	111,05	112,95	113,15	113,20
Dernier	111,05	112,00	113,20	113,30
Compensation ..	111,05	112,00	113,20	113,30

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	11 août	12 août	13 août	14 août	15 août
RM	1 080 591	1 282 095	1 183 867	-	-
Comptant	5 055 627	5 329 365	5 251 275	-	-
R. et obl.	193 069	210 078	283 936	-	-
Actions	6 329 287	6 821 538	6 719 078	-	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1985)

Françaises	144,9	146,1	146,1	-	-
Etrangères	104,7	105,9	107,1	-	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 31 décembre 1985)				
Tendance ..	145,5	146,9	147,2	148,4
(base 100, 31 décembre 1981)				
Indice gén. I	380,4	383,4	384,0	385,3

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT
TRAITEES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Peugeot SA	294 365	308 289 749
Thomson CSF	167 120	259 490 768
Michelin B	68 523	226 692 368
Chargolux SA	152 492	215 293 260
La Poste	151 413	204 129 045
CGE Part	60 610	159 987 095
Navigation mixte	108 308	133 440 177
Deutsche Bank	47 576	128 469 696
Inditex (Cie ch)	69 074	119 341 609
BSN	26 183	105 666 776
Agence Havas	53 060	103 317 796

(*) Du 8 au 14 août inclus.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 8 août	Cours 14 août
Or fin (100 en barre)	79 000	83 300
Or fin lingot	78 800	81 400
Pièces françaises (20 fr.)	518	544
Pièces françaises (10 fr.)	408	395
Pièces suisses (20 fr.)	618	628
Pièces suisses (10 fr.)	460	490
Pièces suisses (5 fr.)	446	490
Souverain	607	614
Souverain égyptien	580	580
Pièces de 20 dollars	2 900	2 990
10 dollars	1 820	1 810
5 dollars	1 000	985
50 pesetas	8 000	3 195
20 marks	630	665
10 florins	470	501
6 couronnes	378	370

LES PLUS FORTES VARIATIONS
DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Amplid	+ 25,7	Alcatel	- 7,4
Orl	+ 23,6	Géophysique	- 7,4
Watt	+ 21,2	Podium	- 5,7
Randfontein	+ 19,6	Scorpa	- 5,7
Est Rad	+ 17,5	Norfolk Cde	- 5,4
P.M. Latinal	+ 17,4	Skit Rossignol	- 4,9
Harmon	+ 17	Comp. Modet	- 4,6
Five-Lite	+ 16,8	Salvador	- 4,6
Defon	+ 16,6	Scorpa-Alfa	- 3,4
Watt Rept	+ 16,0	Alcatel	- 3,1

BONS DU TRÉSOR

Séance du 14 août 1986

Echéances	Fin. 1er	Fin. 1er	Cour. comp. action	Variation (en %)
Sept.	93,39	93,37	93,37	- 1
Déc.	93,55	-	93,55	+ 1
Mars	93,66	93,63	93,64	+ 2
Juin	93,67	93,64	93,66	+ 4

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-95-91-82, poste 4330

BOURSES
ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Reprise

Une détente des taux d'intérêt obligataires et l'anticipation d'un nouvel abaissement du taux d'escompte (démenti dans les faits) ont stimulé Wall Street, où le marché a été actif. L'indice des valeurs industrielles a repassé des 1 800 à 1 855,59, par rapport à la clôture de vendredi dernier, ce qui représente le troisième record de hausse hebdomadaire.

Les observateurs ont attribué la prudence des investisseurs à la réticence que semble manifester la RFA à accepter le plan américain de détente des taux d'intérêt internationaux. Les milieux boursiers attendent également avec appréhension la date d'expiration d'opérations multiples liées aux indices boursiers auxquels les grandes institutions financières se livrent mensuellement et qui ont antérieurement provoqué des fluctuations aussi erratiques qu'imprévisibles.

	Cours 8 août	Cours 14 août
Alcoa	34 1/4	37 1/8
ATI	23 7/8	23 3/8
Boeing	58 1/8	59 1/2
Chase Man. Bank	38 7/8	41 1/4
De Post de Nemours	78 1/4	79 1/8
Eastman Kodak	54 7/8	56 3/8
Exxon	62 5/8	64 7/8
Ford	54 1/2	59 1/4
General Motors	73 1/2	76 3/8
Goodyear	31 1/4	32 1/2
IBM	130	133 3/8
ITT	52 5/8	53 3/4
ITT	52 1/2	54 7/8
Mobil Oil	66 1/2	69 3/4
Pfizer	29 5/8	32 3/8
Schlumberger	30 7/8	31
Texas	49 7/8	54 1/4
UAI Inc.	20 5/8	21 3/4
Union Carbide	16 3/4	17 1/8
US Steel	54	57 3/4
Westinghouse	54 1/2	55 5/8
Xerox Corp	54 1/2	55 5/8

LONDRES

En hausse

La reprise a été attribuée par les analystes à la forte performance de Wall Street, les espoirs d'une réduction concertée des taux d'intérêt dans le monde occidental et une série de résultats de sociétés satisfaisants. Les mines d'or et de platine et les sociétés possédant des intérêts dans les métaux précieux se sont distinguées au départ grâce à la montée en flèche des cours du lingot par crainte que l'insécurité des sauteries contre l'Afrique du Sud n'amène ces pays à restreindre ses exportations de ses métaux en guise de représailles.

Indices « F.T. » : Industrielles : 1 271 (contre 1 217,4) ; mines d'or, 229,6 (contre 202,9) ; fonds d'Etat, 89,29 (contre 88,86).

	Cours 8 août	Cours 14 août
Bechtel	375	403
Bowater	288	328
Brit. Petroleum	585	601
Charter	245	253
Couras	254	269
De Beers (*)	600	683
Free Gold (*)	7 1/2	8 3/8
Glaxo	948	1000
Gr. Univ. Stores	12 1/8	13 1/8
Imp. Chemical	97	103 3/8
Shell	826	856
Unilever	17 1/2	17 3/8
Vickers	391	398
War Loan	57 13/16	58 1/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

En progrès

Malgré un net recul dû à d'importantes prises de bénéfices vendues, le marché boursier de Francfort a été nettement orienté à la hausse au cours de la seconde semaine d'août. Par rapport au cours du 22 juillet, l'indice de la Commerzbank remonte de 1,5 %, et le Dax son niveau élevé de la fin de l'année 1985. Il a terminé la semaine à 2 009 vendredi, contre 1 952 points précédemment vendredi 8 août. La semaine boursière a été marquée par la hausse fulgurante des actions des chaussures de sport Puma, qui avaient gagné plus de 1 000 DM jeudi par rapport à leur introduction à 310 DM le 25 juillet.

	Cours 8 août	Cours 14 août
AEG	296	311,50
BASF	259	264
Bayer	249,50	255
Commerzbank	319,40	316
Deutschebank	822	820
Hoechst	259	266
Karstadt	427,50	420
Mannesmann	193	180,50
Siemens	643	643
Volkswagen	474,50	511

TOKYO

Nouveaux records

Les indicateurs se sont résolument orientés à la hausse cette semaine à la Bourse de Tokyo, stimulés par la reprise de Wall Street et la perspective d'une baisse concertée des taux d'intérêt aux Etats-Unis, ce RFA et au Japon. L'indice Nikkei a terminé la semaine sur le record de 18 376,41, vers vendredi, soit un gain depuis lundi de 940,88 yens. Il avait gagné 113,60 yens la semaine précédente.

	Cours 8 août	Cours 14 août
Alcat	410	405
Bridgestone	652	648
Canon	942	896
Fuji Bank	1 560	1 750
Honda Motors	1 860	1 920
Matsushita Electric	1 340	1 258
Mitsubishi Heavy	528	583
Sony Corp.	2 960	2 820
Toyota Motors	1 440	1 376

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

A l'assaut des forteresses nationales

Le fait saillant de l'été est la percée des banques américaines d'investissement sur les marchés domestiques des capitaux européens. Cette percée, en règle qui s'inscrit dans le grand mouvement de libéralisation et d'internationalisation de tous les grands marchés des capitaux du monde et qui, à son tour, donne naissance à une globalisation dont l'effet ultime sera d'abolir les frontières séparant l'euro-marché de ses contreparties nationales, s'est manifestée sous la forme de deux opérations.

La première a été, vers la fin juillet, l'émission par Salomon Brothers de 20 000 warrants donnant droit aux porteurs d'acquiescer au cours des six prochains mois 200 millions de deutschemarks d'obligations 5,75 % à dix ans du gouvernement allemand. Une semaine plus tard Morgan Guaranty s'en prenait au marché néerlandais en offrant 10 000 warrants, chacun d'entre eux permettant d'acquiescer au cours des six prochains mois dix obligations 6,25 % à dix ans d'une valeur faciale unitaire de 1 000 florins du gouvernement néerlandais.

Les deux transactions couvertes en l'espace de quelques heures seulement se sont avérées des succès éclatants. On peut maintenant s'attendre à voir des opérations du même type s'effectuer en Suisse, en France, en Belgique et d'une manière générale sur tous les marchés où la liquidité des emprunts d'Etat est suffisamment importante. Il est évident qu'en l'état actuel, l'émission internationale de warrants destinés à donner accès au papier du gouvernement français reviendrait à manifester l'effacement de l'euro-marché.

Les banques françaises sont-elles culturellement préparées à affronter le grand élan qui porte à l'internationalisation de tous les grands marchés du monde ? Les Salomon Brothers, Goldman Sachs, Shearson Lehman, Merrill Lynch, Morgan Guaranty et autres Credit Suisse, First Boston sont déjà solidement pris pied en France soit en train d'y développer rapidement leur implantation. Fournisseur d'immigration et force de leur expérience internationale ces établissements risquent de se tailler la part du lion en France où les départements domesti-

ques des banques françaises n'ont pas encore assimilé les techniques nouvelles récemment introduites dans l'Hexagone mais depuis longtemps en vigueur sur l'euro-marché. Faut-il par exemple que ce soit également Salomon ou Morgan qui soient les premiers à offrir sous leurs propres signatures des bons du Trésor français sur la scène internationale ?

L'optimisme est de retour au début de cette deuxième quinzaine d'août. L'espoir de voir l'Allemagne enfin accepter d'abaisser ses taux d'intérêt, décision qui ne manquera pas alors d'influencer dans la même voie les Japonais et, après une chute ininterrompue, la stabilisation apparente du dollar aux environs de 2,05 contre le deutschemark sont les deux principaux facteurs à la base d'un sentiment de confiance qu'on n'avait pas vu fleurir depuis longtemps sur l'euro-marché.

Même le secteur de l'ECU, marché qui avait été particulièrement affecté depuis le début de l'été par le pessimisme généralisé à l'égard de tout ce qui se présentait à taux fixe, s'en est du coup trouvé requinqué. Cela ne signifie pas pour autant que le comportement du marché international des capitaux libellés dans la devise de la CEE est sorti de

l'anergie. En tant que devise, l'ECU reste très affaibli par suite de l'affaiblissement de la livre sterling. Or on ne voit pas cette dernière se raffermir parce que même si le prix du pétrole s'améliore, le sterling restera sous le coup d'une profonde incertitude politique appelée à se prolonger jusqu'aux prochaines élections en Grande-Bretagne dont on ne sait encore si elles auront lieu en 1987 ou 1988.

Cette euphorie aussi spectaculaire qu'inattendue faisait tâche d'huile sur les mines d'or cotées en Bourse. Bâle, Amsterdam, Angoulême et Western Deep se vengeaient de la perte de 20 % à Paris, où l'emprunt 4,5 % 1973 représentait 2,9 %. Si le métal jaune a pu prouver quelque vigueur dans le fléchissement du dollar, c'est surtout un faisceau d'incertitudes économiques et politiques qui lui a donné son nouvel élan. La crainte de voir l'Afrique du Sud réagir à des sanctions occidentales par une cessation des ses ventes de platine a d'abord dopé le métal blanc, qui a été assigné à un rôle central dans son alliage. Des inquiétudes sur la santé de l'économie américaine, et du président Reagan, ont encore stimulé ce métal, de même que l'éventualité (pour l'instant) d'une reprise de l'inflation, après la remontée des prix pétroliers liés à l'accord récent intervenu à l'OPEP. Conscients d'avoir ces derniers temps négligé ce type de placements, les investisseurs ont en outre voulu profiter de l'atmosphère de demi-sommeil pour tester l'or.

Une gestion d'endettement exemplaire

Mardi la BNP a lancé au pair une euro-emission à taux variable sur dix ans de 100 millions d'ECU dont l'intérêt semestriel sera le taux interbancaire offert sur les dépôts en ECU à trois mois (Libor). L'aspect le plus fascinant de l'opération n'est pas l'émission en elle-même, qui n'offre pas de grands avantages pour l'emprunteur, mais de qu'elle s'agit. Le produit de l'émission servira à refinancer le prêt à moyen terme un emprunt en ECU réalisé par la BNP en octobre 1985 sur le marché américain.

Celui-ci, après avoir permis aux investisseurs d'outre-Atlantique de réaliser un gain en devise de l'ordre de 30 % à la suite de la chute du dollar, a été racheté par la BNP à un prix d'environ 97. La différence de 3 % ainsi obtenue par rapport à la parité du prix de la nouvelle euro-emission donnera à la BNP des capitaux à un coût qui sera en bout de course de quelque 45 points de base inférieur au Libor. De plus, ce coût sera fixe alors que l'expérience internationale des établissements risquant de se tailler la part du lion en France où les départements domesti-

était assise la transaction américaine. L'ensemble est l'exemple type d'une belle gestion de son endettement en devises étrangères de la part d'une banque française.

On assistera, le 20 août prochain, au lancement de la cinquantaine d'émissions en France françaises depuis la réouverture de ce secteur en avril 1985. Ce jour-là Statoil, société pétrolière contrôlée par l'Etat norvégien, vendra sous la houlette de la BNP 700 millions de francs sur sept ans à travers d'un euro-emprunt à taux variable. Le montant des euro-emissions libellées dans la devise tricolore a dépassé les 25 milliards de francs depuis le printemps 1985. C'est bien. Mais un peu plus de la moitié de ce volume a été émis en faveur d'emprunteurs français. C'est trop si l'on veut que le secteur de l'euro-franc français soit partie intégrante du marché international des capitaux. Il y a belle lurette que les débuts américains sont en minorité dans le secteur libellé en dollars.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

L'euphorie du métal jaune

Une fois n'est pas coutume, l'or a cette semaine ravi la vedette aux devises et aux produits financiers, en se hissant d'entrée de jeu, le lundi 11 août, vers des sommets inconnus depuis mars 1984. L'once de métal fin progressait de 26 dollars à Londres, pour s'établir à 394,5 dollars. Le mouvement gagnait Paris (383,99 dollars) et Zurich (385,39 dollars). A New-York, qui avait donné dès le 8 août le signal de la hausse, l'once s'établissait à 391,40 dollars.

Cette euphorie aussi spectaculaire qu'inattendue faisait tâche d'huile sur les mines d'or cotées en Bourse. Bâle, Amsterdam, Angoulême et Western Deep se vengeaient de la perte de 20 % à Paris, où l'emprunt 4,5 % 1973 représentait 2,9 %.

Si le métal jaune a pu prouver quelque vigueur dans le fléchissement du dollar, c'est surtout un faisceau d'incertitudes économiques et politiques qui lui a donné son nouvel élan. La crainte de voir l'Afrique du Sud réagir à des sanctions occidentales par une cessation des ses ventes de platine a d'abord dopé le métal blanc, qui a été assigné à un rôle central dans son alliage. Des inquiétudes sur la santé de l'économie américaine, et du président Reagan, ont encore stimulé ce métal, de même que l'éventualité (pour l'instant) d'une reprise de l'inflation, après la remontée des prix pétroliers liés à l'accord récent intervenu à l'OPEP. Conscients d'avoir ces derniers temps négligé ce type de placements, les investisseurs ont en outre voulu profiter de l'atmosphère de demi-sommeil pour tester l'or.

Le 12 août, des prises de bénéfice entraînèrent cependant un repli des cours. L'once redescendait à 384 dollars à Londres et à 381,2 dollars à Paris. Le peu de crédit donné par des négociants sud-africains à l'hypothèse d'une cessation brutale de ses ventes de métaux précieux par Pretoria freinait les élans.

Les 13 et 14 août, le marché de l'or se montrait plus irrégulier, évoluant au gré des influences contradictoires des acheteurs, encore nombreux, et des investisseurs prenant leur bénéfice, qui pesaient sur la tendance. Si les vendeurs semblaient l'emporter jusqu'à jeudi (l'once se traitait à Londres à 384,2 dollars) une reprise s'amorçait le 15 août à Hongkong (388 dollars) et sur la place britannique (386,40 dollars l'once). De l'avis de nombreux spécialistes, l'or n'a pas pour autant retrouvé les conditions d'une amélioration durable. Si la demande apparaît soutenue (du côté japonais notamment), l'offre l'est encore davantage. La chute des revenus pétroliers de l'URSS pourrait inciter rapidement les Soviétiques à écouler une partie de leur or, afin de profiter des meilleurs prix. On verra alors quelles sont les véritables capacités de résistance du métal.

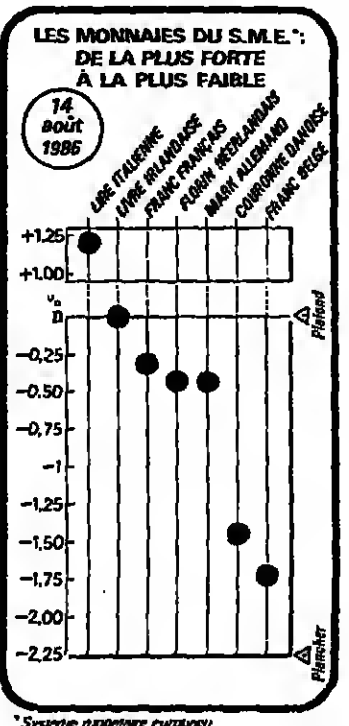
Coincé entre l'espoir d'une baisse concertée des taux d'intérêt et la crainte d'une action monétaire menée en ordre dispersé, le dollar a cette semaine fluctué dans les deux sens sans trop savoir quelle orientation prendre. A ce petit jeu de yo-yo, la devise américaine s'est quand même encore dépréciée, de 0,6 % semaine après semaine, du franc français, mais de 1,4 % par rapport au

deutschemark. La relative faiblesse des échanges, liée à la proximité du long week-end de l'Assomption, n'a, il est vrai, pas joué en sa faveur.

La perspective d'une nouvelle détente sur le front monétaire, donc d'un fléchissement possible du deutschemark, voire du yen, a revêtu un peu le dollar qui donnait quelques signes de faiblesse et début de semaine. Mais les langoures du 15 août aidant - la plupart des marchés européens ont chuté vendredi - le billet vert subissait un certain tassement à la veille du week-end. La devise américaine s'est établie ainsi à son plus bas niveau depuis trois ans et demi contre le franc français, depuis décembre 1980 par rapport au mark allemand et depuis la fin de la seconde guerre mondiale contre le yen.

Ainsi, à New-York, le dollar cotait vendredi, moins de 2,06 DM, contre 2,07 DM la veille et 153,75 yens, les cambistes locaux faisant état d'opérations de couverture à court terme liées à la possibilité d'un accord entre les Etats-Unis et la RFA sur une baisse prochaine et « concertée » des taux d'intérêt. Le billet vert, en revanche, était pratiquement inchangé par rapport aux autres monnaies européennes, notamment contre le franc français, à 6,6975 F contre 6,7070 F précédemment.

E. F. et A. D.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 11 au 14 août

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEIL	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc néerlandais
Londres	1,499	1,499	1,499	1,499	1,499	1,499	1,499
New-York	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478
Paris	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478
Zurich	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478
Frankfurt	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478
Bruxelles	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478
Amsterdam	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478
Milan	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478
Tokyo	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478

A Paris, 100 yens étaient cotés, le jeudi 14 août, 4,3565 F contre 4,3788 F le vendredi 8 août.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le nickel affaibli par des ventes soviétiques

Les cours du nickel ont brusquement chuté le 13 août au London Metal Exchange, perdant d'un coup 52 livres sur l'échec à trois mois, pour s'établir à 2 525 livres par tonne. Cette forte baisse - la troisième depuis le début de l'année - a été provoquée par une arrivée massive de métal soviétique sur la place britannique au moment où le producteur canadien Falconbridge écoulait à son tour du nickel au LME. Alors que les stocks entassés à Londres s'élevaient le 1^{er} juillet à 4 032 tonnes, ils atteignent, le 8 août, 6 942 tonnes, principalement sous l'effet de l'offre venue d'URSS.

Cet afflux de métal tombe au plus mauvais moment de l'année. La sidérurgie, grande consommatrice de nickel (pour la fabrication des aciers inoxydables), fonctionne au ralenti. Les grands producteurs du monde occidental (les canadiens

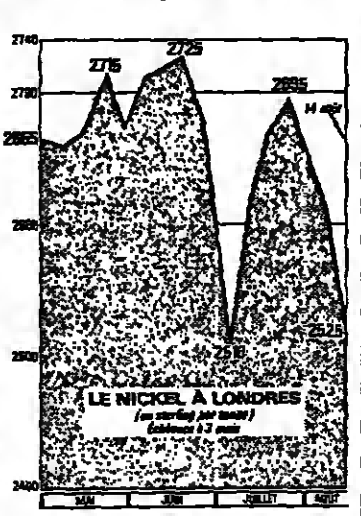
Inco et Falconbridge) ont en outre annoncé, début juillet, qu'ils cessaient de vendre de nickel au LME. Devant la dégradation des cours depuis février 1985 (ils s'étaient auparavant élevés lors de la paralysie de certaines installations minières de la SLN - devenue Eramet-SLN - en Nouvelle Calédonie, Inco et Falconbridge ont jugé vain de poursuivre plus avant dans cette voie. A l'instar de l'OPEP en décembre 1985, ils ont décidé de reconnaître leurs parts de marché, quitte à accepter des prix dépréciés au LME. Le nickel soviétique, qui n'a pas trouvé d'acheteur conséquent, n'a pu qu'accroître l'orientation baissière de la tendance.

Les opérateurs n'ont pas été surpris par les tentatives de ventes de métal par l'URSS, qui surviennent régulièrement lorsque Moscou, premier producteur mondial de nickel, a des besoins pressants de devises pour payer ses importations. C'est précisément le cas aujourd'hui. L'Institut d'études économiques comparées de Vienne estime que la chute de leurs revenus pétroliers en 1986 devrait priver les Soviétiques de 6,5 milliards de dollars. Vuille qui annonce une probable relance de leurs exportations d'or. Leur intervention à contre-courant sur le marché du nickel est aussi justifiée par ce manque à gagner.

Le champ de manœuvre de l'URSS tend de surcroît à se limiter à l'Europe, depuis l'embargo américain sur le nickel cubain décrété au début des années 60, après l'épisode de la baie des Cochons. Les Etats-Unis ont toujours soupçonné Moscou de leur vendre sous étiquette soviétique du métal de Cuba. Washington préfère s'approvisionner auprès de son voisin canadien, et a même décidé, en 1983, un

embargo sur les produits contenant du nickel d'URSS. L'appellation traditionnelle de « métal du diable » donnée au nickel prend ici un sens particulier.

En jetant leur dévolu sur la place de Londres, les Soviétiques ont ainsi déstabilisé un marché très étroit et peu animé, sujet à de fortes variations. Les experts estiment à



50 000 tonnes les quantités qu'ils livreront en 1986 (contre environ 23 000 tonnes l'an passé). Compte tenu du bas niveau des prix, les utilisateurs sont peu enclins à se porter contrepartie et à reconnaître des stocks dont le financement reste coûteux. Ils préfèrent, d'une manière générale, se servir au coup sur le marché libre, assurés d'obtenir de la marchandise. De l'avis des négociants londoniens, le raffermissement des prix à court terme paraît dans ce contexte inconcevable.

ERIC FOTTORINO.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La baisse en sursis

La mi-août est souvent considérée comme la période des « coups » - bons ou mauvais d'ailleurs - pour les financiers qui ont encore en mémoire la façon dont l'ancien président Richard Nixon mit à profit le 15 août 1971 pour décider, à la surprise générale, la suspension de la convertibilité en or du dollar, qui devait marquer le début d'une période de flottement des devises sur les marchés des changes.

Quinze ans plus tard, le syndrome du 15 août était encore perceptible en fin de semaine autour des tables de change, et les spécialistes s'exclamaient pas, en dépit des démentis de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon, une baisse concertée des taux d'intérêt de ces deux pays. Ceux-ci avaient refusé de suivre l'exemple des Etats-Unis lorsque la Réserve fédérale avait décidé le 11 juillet dernier d'abaisser d'un demi-point son taux d'escompte, à 6 %, en espérant, en vain, que ses principaux partenaires commerciaux fassent de même, et le Fed entendait récidiver.

A vrai dire, tant en étant convaincu qu'une détente monétaire, de préférence en bon ordre, apparaissait inévitable, nul n'était véritablement en mesure de dire si elle pouvait se produire au cours de ce fameux week-end du 15 août ou au début du mois de septembre, comme semblaient le croire plus volontiers les observateurs anglosaxons. Ce qui pouvait apparaître comme une simple spéculation, alors que l'on devait déboucher sur une sursis, trouvait son origine dans les contacts discrètement noués en début de semaine entre MM. Paul Volcker et Karl Otto Pöhl.

Le président du Fed et son homologue de la Bundesbank avaient, de préférence en bon ordre, apparemment inévitable, nul n'était véritablement en mesure de dire si elle pouvait se produire au cours de ce fameux week-end du 15 août ou au début du mois de septembre, comme semblaient le croire plus volontiers les observateurs anglosaxons. Ce qui pouvait apparaître comme une simple spéculation, alors que l'on devait déboucher sur une sursis, trouvait son origine dans les contacts discrètement noués en début de semaine entre MM. Paul Volcker et Karl Otto Pöhl.

certaines déclarations récentes de dirigeants de la Banque centrale allemande donnaient à penser que celle-ci n'était pas disposée à donner immédiatement satisfaction aux demandes américaines.

M. Helmut Schlesinger, le vice-président de la Bundesbank, avait rappelé fin juillet que son pays ne devait pas exclure catégoriquement un resserrement du crédit au cas où la masse monétaire continuerait à croître au rythme qu'elle avait connu ces mois-là (7 % environ), alors que la « fourchette » définie par la Bundesbank était limitée à 3,5/5,5 %.

Dans ces conditions, même si MM. Volcker et Pöhl sont convenus d'une « prochaine » baisse concertée des taux, accompagnée d'un soutien du dollar si la devise américaine venait à subir quelque accroc de faiblesse après cette éventuelle réduction, ainsi que le rapporte le *Herald*, la Bundesbank déciderait de jouer les coquette jusqu'en maintenant en l'état ses taux directeurs : à savoir 3,5 % pour le taux d'escompte et 5,5 % pour le taux « lombard », plus utilisé, et qui correspond à notre taux d'avance sur titres. Les seize membres du conseil de direction de l'Institut d'émission ont eu beau jeu de rappeler que la RFA est, avec la Suisse et le Japon, le pays où les taux d'escompte sont déjà les plus bas du monde.

Voilà qui devrait combler d'aise le gouverneur de la Banque centrale japonaise, M. Satoshi Sumita. Jouant à merveille les faux naïfs, il déclarait, lors d'une conférence de presse, qu'il fallait exclure, pour l'instant, toute possibilité de voir le Japon abaisser son taux d'escompte. « Je ne crois pas qu'il y ait eu de changements dans la politique monétaire à l'étranger », devait-il constater candidement en estimant « prématuré » de dire si les réductions concertées des taux d'intérêt devaient figurer à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Fonds monétaire international qui se tiendra à Washington à la fin de septembre comme à l'accoutumée.

Condamnés à faire contre mauvaise fortune bon cœur, les Etats-Unis ne peuvent que se féliciter de telle ou telle mesure individuelle (par exemple, la décision de la Ban-

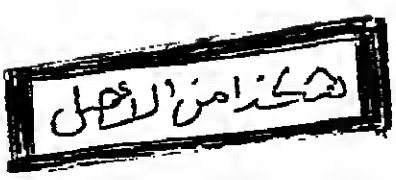
kers Trust Co. d'abaisser de 7 1/2 % à 7 1/4 % son taux d'avances sur titres) en faisant la grimace à l'annonce de certains indicateurs économiques peu enthousiasmants.

En France, on est beaucoup plus prosaïque. « La baisse de taux ? Tout le monde l'attend effectivement, mais n'est surtout pour permettre aux opérateurs qui se trouvent en concurrence avec le papier depuis des mois de se libérer et de redevenir à nouveau emprunteurs sur le marché », indique un spécialiste. « C'est certain, on sent actuellement un vent d'optimisme en faveur d'une baisse réelle des taux, mais il ne faut pas oublier que notre inflation est encore voisine de 2 %, même avec les très bons résultats de juillet (0,1 % à 0,2 % de hausse), alors que nos voisins allemands ont enregistré un taux négatif pour le même mois... » fait valoir tel autre familier du marché monétaire.

De fait, les loyers de l'argent n'avaient guère varié en fin de semaine et le « jiji » (taux au jour le jour) se tenait prudemment à 7 1/8-7 1/16 % lors des transactions de gré à gré à la veille du week-end, alors que les cours du marché à terme d'instruments financiers (MATIF) repartaient à la hausse.

Certains éléments techniques qui pèsent sur le marché obligataire, tel le placement de l'emprunt 9,80 %, qui progressivement disparaît, et la modulation du Trésor à l'occasion de la dernière adjudication qui a finalement porté sur 8,12 milliards de francs (sur un total de 17,9 milliards de francs de souscriptions) a également été accueillie favorablement. Quant aux taux de rendement, ils reflétaient un léger recul d'une semaine sur l'autre si l'on en croit les indices Paribas : 7,61 % pour les emprunts à plus de sept ans (contre 7,70 %) et 7,35 % (contre 7,45 %) pour les deux à sept ans, 7,32 % net (contre 7,41 %) pour les émissions du secteur public et 8,08 % net (contre 8,26 %) pour le privé. Le marché primaire lui, fera véritablement sa rentrée à partir du 18 août, jour de réunion du comité des émissions, rappelle le Crédit lyonnais, qui - tient la plume -. Mais on ne prévoit pas pour l'instant de lancement d'emprunts importants à brève échéance.

SERGE MARTI.



12 • Dimanche 17-Lundi 18 août 1986 •

Le Monde

ÉTRANGER	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Haïti : l'accroissement de l'aide américaine dépendra des options économiques du régime. 4 Afrique du Sud : agitation à Soweto et dans les universités anglophones.	5 Les « chalandonnettes » en mal de justice. - Echecs : Karpov vaincu par le temps. - Football : la victoire de l'Olympique de Marseille à Paris.	7 Enquête : le jeune héritage de la vieille Amérique. - Communication.	9 La « saga Sabanci », ou la création d'un empire industriel turc. - Selon le BIT : reloger les habitants des bidonvilles du tiers-monde coûterait 116 milliards de dollars. 10 Revue des valeurs. 11 Crédits, changes, grands marchés.	Carnet 5 Mots croisés 5 Météorologie 8 Programmes des spectacles 8

Les activités commerciales étant privatisées

La NASA ne sera plus chargée que des missions scientifiques et militaires

Six mois et demi après l'accident de Challenger, le président Ronald Reagan a annoncé, vendredi 15 août, une profonde restructuration de la politique spatiale américaine en confiant au secteur privé, et non plus à la NASA, le lancement des satellites commerciaux. Le président américain a en outre ordonné la construction d'une quatrième navette spatiale.

Comme on le prévoyait dans les milieux spécialisés, la NASA ne sera plus chargée désormais que des « missions importantes pour la sécurité nationale, la politique étrangère et, plus encore, pour l'exploration de l'espace et le développement de nouvelles technologies », a souligné M. Reagan, dans une déclaration lue par son porte-parole, M. Larry Speakes. « La NASA et nos navettes ne peuvent pas engager leurs maigres ressources pour des choses qui peuvent être faites mieux et moins cher par le secteur privé », a ajouté le président américain.

L'agence spatiale pourra ainsi se concentrer sur la recherche et le développement de systèmes spatiaux, notamment sur la construction de la future station spatiale habitée, « et-lé-précis ».

Toutefois, sur les quarante-quatre satellites commerciaux pour lesquels la NASA avait déjà signé des contrats de lancement, quinze

devraient être déployés par la navette. Il s'agit notamment de ceux qui nécessitent pour leur lancement l'intervention des astronautes et de quelques engins étrangers.

Quant à la quatrième navette, qui sera équipée de nouveaux freins et de nouveaux systèmes de protection pour la rentrée dans l'atmosphère, elle devrait être terminée en 1991. Les quelque 2,8 milliards de dollars nécessaires à sa construction seront financés par des économies faites par la NASA ainsi que par d'autres ministères, et éventuellement par de nouveaux crédits qui seront demandés au congrès, a indiqué M. Speakes. Pour l'exercice budgétaire 1987 (qui commence le 1^{er} octobre prochain), 272 millions de dollars seront débloqués, puis 665 millions de dollars l'année suivante.

A l'agence de Vienne

Les experts ont adopté deux projets concernant les accidents nucléaires

Des experts de soixante-deux pays et de dix organisations internationales, réunis au siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à Vienne (Autriche), ont adopté, vendredi 15 août, deux projets de conventions fixant la marche à suivre en cas d'accident nucléaire sur des installations civiles ou militaires. La première convention obligera tout Etat qui la signera à avertir de tout accident susceptible d'avoir des conséquences au-delà de ses frontières et à donner les informations nécessaires. La deuxième astreindra les signataires à une assistance internationale et à une coopération à la suite d'un accident de ce type.

Une question divisait les experts : fallait-il, ou non, inclure dans les conventions les accidents qui pourraient affecter les réacteurs nucléaires militaires ? Les débats ont été nombreux à ce sujet, au point que la réunion de Vienne, qui devait durer trois semaines, a dû être prolongée de huit jours. Les participants ont finalement résolu d'inscrire l'ensemble des installations civiles et militaires, dans leurs projets. Un article supplémentaire permet aux Etats qui le souhaitent de faire une notification dans le cas d'« autres accidents nucléaires », « et-on apprend dans les milieux de la conférence, formule qui vise les accidents concernant les armes et essais nucléaires ».

Les deux projets de textes seront soumis pour adoption aux cent douze membres de l'AIEA, qui se réuniront le 24 septembre prochain. Ils devront ensuite être ratifiés par les Etats.

Au cours de la réunion de Vienne, l'Union soviétique a également remis à l'AIEA, comme elle l'avait annoncé, un rapport sur l'accident de Tchernobyl. Ce texte - dont un exemplaire, rédigé en russe, a été remis à chaque expert - n'a pas été rendu public. - (AFP.)

Dans son homélie de l'Assomption

Jean-Paul II invite les catholiques à lutter contre Satan

Dans son homélie de l'Assomption, prononcée dans la petite église de Castelgandolfo, où les papes ont leur résidence d'été, Jean-Paul II est revenu, vendredi 15 août, sur l'activité de Satan et a invité les catholiques à chercher dans la Vierge un soutien puissant contre lui.

Citant le passage de la Genèse où Dieu dit au serpent : « Je mettrai l'inimitié entre toi et la femme », il a ajouté : « Cette inimitié, provoquée par le péché originel, continue tout au long de l'histoire de l'homme et il y a des périodes où elle semble acquiescer une intensité particulière. » « L'énorme dragon » de l'Apocalypse se place continuellement « devant la femme », a ajouté Jean-Paul II, en multipliant le péché dans l'histoire de l'humanité et en cherchant surtout à éloigner l'homme de Dieu, voire à le pousser « au mépris et à la haine contre Dieu ».

A Paris, une procession a eu lieu sur le parvis de Notre-Dame. D'autre part, plus de cinq mille catholiques traditionnalistes ont défilé de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, leur lieu de culte, jusqu'à Notre-Dame du Liban, rue d'Ulm, en chantant l'Ave Maria et en priant Marie, « reine de France ».

A Bordeaux, le directeur de l'établissement Mammouth a annoncé pour le mercredi 20 août l'ouverture, dans le centre commercial, d'un lieu de culte pour les religieux catholiques et protestants. Mgr Marius Maziers, archevêque de Bordeaux, a toutefois précisé qu'il « n'assurera pas la responsabilité de l'animation de ce lieu par un prêtre ». - (AFP.)

Passation des pouvoirs en République dominicaine

M. Balaguer accède à la présidence pour la cinquième fois

Saint-Domingue (AFP). - M. Joaquín Balaguer, âgé de soixante-dix-huit ans, devait accéder, le samedi 16 août, à la présidence de la République dominicaine pour la cinquième fois dans sa longue carrière politique, sans avoir laissé deviner son programme de gouvernement.

Elu le 16 mai dernier par 41,56 % des voix contre 39,4 % à son adversaire social-démocrate, M. Jacobo Majluta, M. Balaguer, qui est pratiquement aveugle, est un homme secret qui aime prendre ses décisions dans la solitude.

Partisan de la libre entreprise, allié fidèle des Etats-Unis, le vieux dirigeant du Parti réformiste social-chrétien (PRSD), affilié à la démocratie chrétienne, a promis de « reconstruire le pays, totalement détruit », selon lui, par huit ans de gestion social-démocrate, sans donner d'autre indication sur son programme que l'annonce de la lutte contre le chômage, qui touche 30 % de la population active.

Avec une dette extérieure de 3,5 milliards de dollars, le pays affronte une grave crise économique, due essentiellement à la baisse

du prix du sucre, son principal produit d'exportation, et à la hausse des prix du pétrole. En 1984, l'augmentation des principaux produits de consommation courante avait provoqué de graves émeutes dans les principales villes du pays. Cinq cents personnes furent tuées. De violentes manifestations ont eu lieu également en 1985 après l'acceptation par le gouvernement des conditions du Fonds monétaire international pour le renouvellement de son aide financière.

Réduits à spéculer sur la base de sa gestion passée, les milieux patronaux ont exprimé leur confiance à M. Balaguer, tandis que les syndicats ne cachent pas leurs craintes.

M. Balaguer a été un proche collaborateur du général Rafael Trujillo, dictateur de 1930 à 1961. Président de 1960 à 1962, puis de 1966 à 1978, il mit alors en chantier de grands travaux d'infrastructure et fut à l'origine de l'industrialisation du pays. Ses derniers mandats furent marqués cependant par plus de mille assassinats politiques, attribués par lui-même à des « éléments incontrôlés » de son gouvernement.

Une grande partie de la population garde cependant la nostalgie du « temps de Balaguer », où, affirmait-on à Saint-Domingue, « l'argent coulait dans la rue ».

Pour le président du Conseil national du patronat, M. Mario Cabrera, M. Balaguer devrait ramener la confiance des investisseurs nationaux et étrangers, et relancer le secteur productif après une période marquée par une spéculation financière effrénée. Les dirigeants syndicaux s'opposent, d'ores et déjà, à la privatisation des propriétés de l'Etat et aux licenciements dans le secteur public, que le gouvernement Balaguer pourrait décréter. Aux cérémonies d'investiture, sont attendus les présidents Daniel Ortega (Nicaragua), Napoleón Duarte (Salvador) et Eric del Valle (Panama), ainsi que le vice-président argentin, M. Víctor Martínez, et le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. Certains membres du gouvernement sortant auraient voulu organiser à cette occasion une rencontre entre ce dernier et le président Ortega, mais, selon des sources sûres, les Etats-Unis y seraient opposés.

Mort du germaniste Pierre Bertaux

Le germaniste Pierre Bertaux est mort, jeudi 13 août, dans une clinique de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), à l'âge de soixante-dix-huit ans. Il avait prononcé, dimanche, un discours au château des Hohenzollern à Hechingen, près de Stuttgart, à l'occasion du deux centième anniversaire de la mort du roi-philosophe Frédéric II, en présence du chancelier Helmut Kohl.

Ancien professeur à la Sorbonne, M. Pierre Bertaux, qui avait participé activement à la Résistance, était entré dans l'administration après la guerre. Il avait été préfet du Rhône et directeur de la Sûreté nationale, avant de reprendre sa carrière universitaire. Spécialiste de Hölderlin, il avait écrit sur cet auteur un livre remarqué, *Hölderlin ou le temps d'un poète*, (Le Monde des livres du 25 mars 1983).

M. Pierre Bertaux avait épousé la fille du poète Jules Supervielle.

Préfet et universitaire

Né le 8 octobre 1907 à Lyon, Pierre Bertaux a fait ses études secondaires aux lycées de Rouen, de Mayenne, à Janson-de-Sailly et à Louis-le-Grand à Paris. Son père était professeur. Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, il était agrégé d'allemand et docteur en lettres.

Il a commencé sa carrière à la Radiodiffusion française (1934-1935) avant d'être en 1937-1938 chef de cabinet de Jean Zay, ministre de l'éducation nationale. En 1938, il est

professeur à l'université des lettres de Rennes, puis à celle de Toulouse. Pendant la guerre, il se rallie rapidement au général de Gaulle et crée un réseau de résistance à Toulouse en 1941, notamment avec Jean Cassou. Arrêté en décembre 1941 par la police de Vichy, il est détenu pendant deux ans. Il a publié, en 1973, un ouvrage sur la *Libération de Toulouse et de sa région* qui servira de base à une émission de télévision l'année suivante.

A la Libération, il est commissaire de la République à Toulouse (1944-1946), préfet du Rhône (1947-1948) puis directeur général de la Sûreté nationale (1949-1951). En 1953, il est suspendu de ses fonctions préfectorales par le ministre de l'Intérieur M. Marinand-Deplat, à la suite de sa déposition au procès des auteurs du vol des bijoux de la Bégum. Il s'était efforcé en effet « d'expliquer » le personnage de l'accusé principal, le gangster Leca, avec qui il avait été interné pendant la guerre, lui comme « politique » et Leca comme « droit commun ». M. Bertaux devait être réintégré en 1962.

Après cet épisode il reprend sa carrière universitaire comme professeur à la faculté des lettres de Lille (1958-1965) puis de Paris, où il dirige l'Institut d'allemand du centre universitaire d'Asnières, rattaché à l'université Paris III. En 1981, il réagit à la demande de M. Beullac, ministre de l'éducation, un rapport qui fera du bruit sur l'enseignement des langues vivantes.

Il est l'auteur de deux dictionnaires français-allemand (1966) et allemand-français (1968) et d'une histoire de l'Afrique : *L'Afrique de la préhistoire à l'époque contemporaine* (1974).

Officier de la Légion d'honneur et compagnon de la Libération, il avait reçu le prix Henri-Heine de la ville de Düsseldorf (1975). Il était membre de l'Académie der Kunst de Berlin et membre correspondant de l'Académie der Kunst de la République démocratique d'Allemagne.

Le comédien Jean-Pierre Léaud écopé pour violences

Le comédien Jean-Pierre Léaud, quarante-deux ans, a été écopé, vendredi 15 août, à la prison de la Santé, pour avoir frappé sa voisine, dans une crise de colère qui semble imputable à un état dépressif.

Mercredi 14 août, dans son appartement du 14 boulevard Edgar-Quinet, l'artiste n'a pas supporté le bruit provenant de chez sa voisine et qu'il interprétait comme un acte délibéré à son encontre. Excédé, il enfonça la porte de M^{me} Yvonne Pradié, quatre-vingts ans, et lui porta un coup à la tête avec un pot de fleurs. A l'arrivée de la police, Jean-Pierre Léaud aurait refusé de se laisser appréhender en adressant des insultes aux fonctionnaires.

Le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire. M^{me} Michèle Vanbellion, juge d'instruction, sera chargée de l'affaire. Parmi les réquisitions du parquet figure une demande d'expertise psychiatrique. Présenté vendredi au juge d'instruction de service, M. Michel Salzmann, le comédien a été inculpé de violation de domicile, coups et blessures volontaires, rébellion et outrages à agents de la force publique.

Lors du débat contradictoire qui doit précéder toute mise en détention, Jean-Pierre Léaud était assisté par M^{me} Dominique Bertrand-Davenière, mais il a désigné M^{me} Thierry Lévy pour assurer ultérieurement sa défense.

M. P.

CANADA

Le gouvernement d'Ottawa avait été informé de l'arrivée des Tamouls

Le gouvernement canadien avait été prévenu que des réfugiés sri-lankais tenteraient de se rendre au Canada en passant par l'Allemagne fédérale, a reconnu, vendredi 15 août à Ottawa, le ministre canadien de l'immigration, M. Benoît Bouchard. Informé « dans le courant de l'été » par une source que M. Bouchard a refusé d'identifier, le Canada a alors pris contact avec le gouvernement ouest-allemand pour confirmation. « Ils nous ont répondu qu'à leur connaissance aucun navire ne devait quitter un port ouest-allemand pour le Canada », a déclaré le ministre. Ce qui s'est pourtant passé.

Le navire, l'*Aurige*, est un caboteur jaugeant 425 tonnes, dont le propriétaire est allemand. L'*Aurige* a embarqué les réfugiés au large du petit port de Brake, sur la Weser, qui se jette dans la mer du Nord à Bremerhaven. Les Tamouls étaient arrivés de divers foyers d'hébergement de RFA à bord de minibus. Chacun d'eux eut à débourser une somme de 2400 dollars (environ 1600 francs), soit en liquide, soit en bijoux, un commandant du navire, dont l'identité n'a pas été révélée.

Les réfugiés ont voyagé dans les soutes, se nourrissant exclusivement de riz, selon la police, qui souligne qu'ils allaient être abandonnés au large de Terre-Neuve dans les canots de sauvetage. Le responsable canadien de l'immigration à Terre-Neuve, M. Jerrett Letto, a précisé que leur statut ne serait pas affecté par ces informations s'ils n'étaient pas devenus résidents permanents en Allemagne de l'Ouest. Dans ce dernier cas, certains réfugiés pourraient être renvoyés en RFA. - (AFP, AP, Reuter.)

Le chef de la police de Hambourg chargé de l'enquête, M. Dieter Hering, et le consul du Canada à Hambourg, M. Denis Baker, ont en effet indiqué à la presse que les cent cinquante-quatre Tamouls recueillis mardi dernier dans des canots de sauvetage au large de Terre-Neuve avaient bien quitté la RFA le 28 juillet à bord d'un navire battant pavillon hondurien, qui est actuellement recherché.

M. Carignon déménage

Le ministère de l'environnement était jusqu'à présent le seul ministère hors Paris. A la faveur d'un déménagement quasi clandestin, début août, le cabinet de M. Alain Carignon a décidé de réintégrer la capitale. Le ministre et ses collaborateurs directs se sont installés au 45, avenue Georges-Mandel (Paris-XVI^e), dans un hôtel particulier du début du siècle qui dispose de cinq étages nouvellement réaménagés.

L'immeuble avait été loué à l'Etat pour loger le ministre des finances, obligé de quitter la rue de Rivoli pour l'aménagement du Grand Louvre. Mais M. Bérégovoy avait préféré un hôtel particulier du boulevard Saint-Germain, et c'est finalement le ministre des transports, M. Jean Auroux, qui avait occupé les lieux, jusqu'au 16 mars, immédiatement suivi par le nouveau ministre de l'équipement, M. Pierre Méhaignerie.

M. Edouard Balladur ayant regagné les bureaux reconstruits rue de Rivoli, M. Méhaignerie a pris sa succession boulevard Saint-Germain. Et M. Carignon en a profité pour regagner Paris, laissant à Neuilly tous les services du ministère de l'environnement.

« Ce n'est peut-être pas commode pour les liaisons internes, avoue-t-on au cabinet, mais cela libère tout un étage à Neuilly pour les services ».

Le Monde

MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986
Renseignements publicités :
45-55-91-82, poste 4196

LA TOUR D'ARGENT

qui s'est donné le temps de rejoindre ses cuisines, sera fermé à partir du 18 AOUT et rouvrira ses grilles le mardi 26 AOUT 1986.
Renseignements :
de 10 h. à 17 h., au 43-54-23-31.

Le Monde Infos-Spectacles

sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

l'année américaine après le BAC

sur le campus d'une grande université des USA.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
U.S.A.-France Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.54.34

ance américaine
après le BAC

James Pierre Bellamy

REF ID: A66555

10-10-68

COMMUNICATION

Mussolini et moi : Portraits de famille

Le Monde sur Minitel, le 15 septembre 1986.

Supplément au numéro 12924. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 17 - Lundi 18 août 1986.

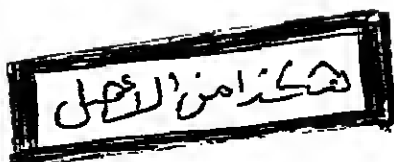
7-
 7-
 8-
 8-
 1-
 1-
 2-
 2-
 3-
 3-
 4-
 4-
 5-
 5-
 6-
 6-
 7-
 7-
 8-
 8-
 9-
 9-
 10-
 10-
 11-
 11-
 12-
 12-
 13-
 13-
 14-
 14-
 15-
 15-
 16-
 16-
 17-
 17-
 18-
 18-
 19-
 19-
 20-
 20-
 21-
 21-
 22-
 22-
 23-
 23-
 24-
 24-
 25-
 25-
 26-
 26-
 27-
 27-
 28-
 28-
 29-
 29-
 30-
 30-
 31-
 31-
 32-
 32-
 33-
 33-
 34-
 34-
 35-
 35-
 36-
 36-
 37-
 37-
 38-
 38-
 39-
 39-
 40-
 40-
 41-
 41-
 42-
 42-
 43-
 43-
 44-
 44-
 45-
 45-
 46-
 46-
 47-
 47-
 48-
 48-
 49-
 49-
 50-
 50-
 51-
 51-
 52-
 52-
 53-
 53-
 54-
 54-
 55-
 55-
 56-
 56-
 57-
 57-
 58-
 58-
 59-
 59-
 60-
 60-
 61-
 61-
 62-
 62-
 63-
 63-
 64-
 64-
 65-
 65-
 66-
 66-
 67-
 67-
 68-
 68-
 69-
 69-
 70-
 70-
 71-
 71-
 72-
 72-
 73-
 73-
 74-
 74-
 75-
 75-
 76-
 76-
 77-
 77-
 78-
 78-
 79-
 79-
 80-
 80-
 81-
 81-
 82-
 82-
 83-
 83-
 84-
 84-
 85-
 85-
 86-
 86-
 87-
 87-
 88-
 88-
 89-
 89-
 90-
 90-
 91-
 91-
 92-
 92-
 93-
 93-
 94-
 94-
 95-
 95-
 96-
 96-
 97-
 97-
 98-
 98-
 99-
 99-
 100-
 100-
 101-
 101-
 102-
 102-
 103-
 103-
 104-
 104-
 105-
 105-
 106-
 106-
 107-
 107-
 108-
 108-
 109-
 109-
 110-
 110-
 111-
 111-
 112-
 112-
 113-
 113-
 114-
 114-
 115-
 115-
 116-
 116-
 117-
 117-
 118-
 118-
 119-
 119-
 120-
 120-
 121-
 121-
 122-
 122-
 123-
 123-
 124-
 124-
 125-
 125-
 126-
 126-
 127-
 127-
 128-
 128-
 129-
 129-
 130-
 130-
 131-
 131-
 132-
 132-
 133-
 133-
 134-
 134-
 135-
 135-
 136-
 136-
 137-
 137-
 138-
 138-
 139-
 139-
 140-
 140-
 141-
 141-
 142-
 142-
 143-
 143-
 144-
 144-
 145-
 145-
 146-
 146-
 147-
 147-
 148-
 148-
 149-
 149-
 150-
 150-
 151-
 151-
 152-
 152-
 153-
 153-
 154-
 154-
 155-
 155-
 156-
 156-
 157-
 157-
 158-
 158-
 159-
 159-
 160-
 160-
 161-
 161-
 162-
 162-
 163-
 163-
 164-
 164-
 165-
 165-
 166-
 166-
 167-
 167-
 168-
 168-
 169-
 169-
 170-
 170-
 171-
 171-
 172-
 172-
 173-
 173-
 174-
 174-
 175-
 175-
 176-
 176-
 177-
 177-
 178-
 178-
 179-
 179-
 180-
 180-
 181-
 181-
 182-
 182-
 183-
 183-
 184-
 184-
 185-
 185-
 186-
 186-
 187-
 187-
 188-
 188-
 189-
 189-
 190-
 190-
 191-
 191-
 192-
 192-
 193-
 193-
 194-
 194-
 195-
 195-
 196-
 196-
 197-
 197-
 198-
 198-
 199-
 199-
 200-
 200-
 201-
 201-
 202-
 202-
 203-
 203-
 204-
 204-
 205-
 205-
 206-
 206-
 207-
 207-
 208-
 208-
 209-
 209-
 210-
 210-
 211-
 211-
 212-
 212-
 213-
 213-
 214-
 214-<

a
us
le
nt
de
ec
s.
o-
r-
os

en
le-
il,
nt
uni-
m-
is
m-
re
(a

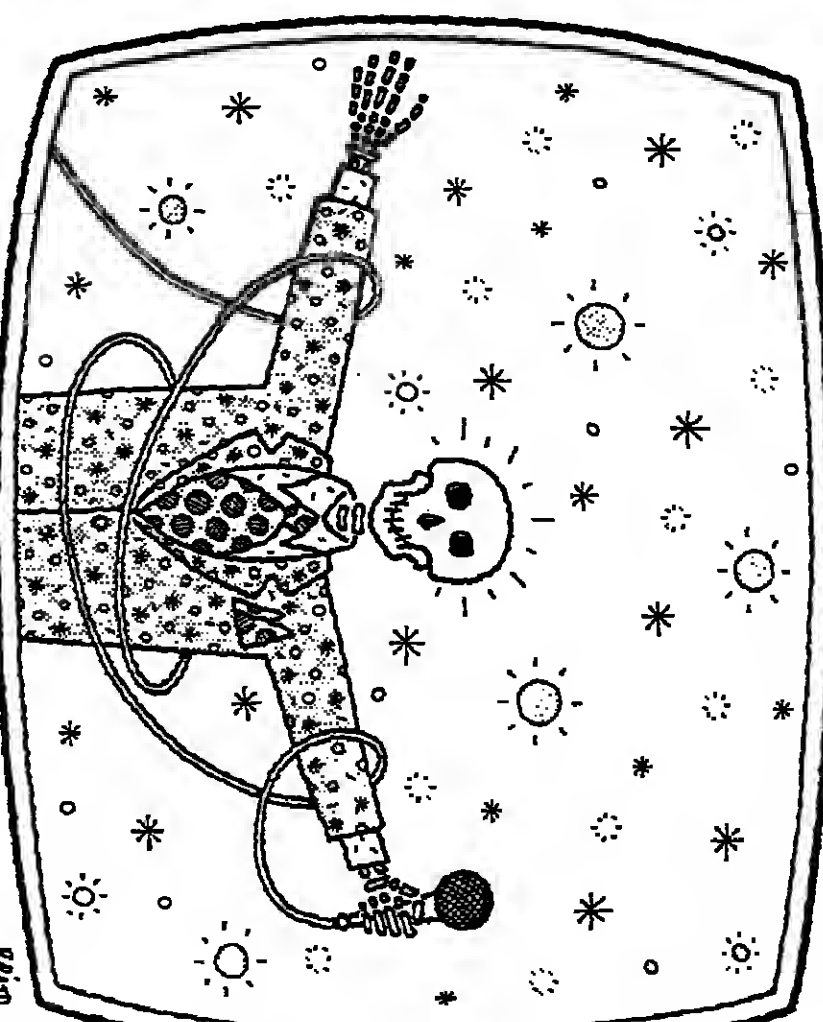
[illegible]

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI
	18 août	19 août	20 août	21 août
TF	<p>20 h 36 TÉLÉFILM Gaspard des montagnes Henri Pourcel adapté par Santelli Un « classique » d'il y a vingt ans.</p> <p>22 h 40 DOCUMENTAIRE Africa Le continent noir à l'époque coloniale. Une bonne leçon d'histoire.</p>	<p>20 h 36 THÉÂTRE L'affaire de la rue de Lourcelle et Les Boulingrin Labiche et Courteline. Dédé.</p> <p>21 h 45 CINÉMA Moscou ne croit pas aux larmes ■ ■ ■ La vie quotidienne en URSS. Un ton inégalitaire.</p>	<p>20 h 36 FEUILLETON Tous en boîte Une comédie plutôt langoureuse.</p> <p>21 h 30 THÉÂTRE Le balser de la veuve. Une pièce d'Ivan Horowitz. Un peu bavard.</p>	<p>20 h 36 FEUILLETON L'homme à poigne Un mélo épiquard inspiré d'un roman de l'entre-deux-guerres.</p> <p>21 h 30 DOCUMENTAIRE INA Muts d'été Voyage à Prague. Pudeur et émotion. Remarquable.</p>
2	<p>20 h 35 THÉÂTRE Merci Apolline Amie Cordy comédienne.</p> <p>22 h 05 DOCUMENTAIRE L'inspersa Une nouvelle édific de l'INA. Expérimental.</p>	<p>20 h 35 CINÉMA Le choix des armes ■ Malgré Montand et Depardieu, tous les points du polar français.</p> <p>22 h 50 DOCUMENTAIRE Chiefs d'œuvre en péril Saviez-vous théâtre ? Une bonne action.</p>	<p>20 h 30 VARIÉTÉS Gèle Music Awards Concours de clips.</p> <p>21 h 30 MAGAZINE Thalassa Le phénix à l'espionnage.</p> <p>22 h 35 CINÉMA La maison tégulie ■ Une production du Bangladesh. Malgré ses lenteurs, un film qui mérite d'être vu.</p>	<p>20 h 35 CINÉMA Les vieux de la vieille ■ Pour rôtir grande comédie : Gebu, Frenay, Noël-Noël.</p> <p>22 h 05 VARIÉTÉS Les gits de Saint-Tropez Purifi-vigilante. Une sortie d'ice-cream touristique à regarder en famille...</p>
FR	<p>20 h 30 CINÉMA Le point de mire ■ ■ ■ Grand et Duran dans un curieux et subtil film d'espionnage.</p> <p>22 h 30 DOCUMENTAIRE Les grandes batailles du passé Napoléon à Austerlitz. Le pédagogue par l'image.</p>	<p>20 h 30 CINÉMA Les étrangers ■ Les effets types de film de guerre.</p> <p>22 h 25 OPÉRA Montségur Sur un sujet dramatique (l'époque cathare), la musique pleine d'émotion de Marcel Landowski.</p>	<p>20 h 30 VARIÉTÉS Gèle Music Awards Concours de clips.</p> <p>21 h 30 MAGAZINE Thalassa Le phénix à l'espionnage.</p> <p>22 h 35 CINÉMA La maison tégulie ■ Une production du Bangladesh. Malgré ses lenteurs, un film qui mérite d'être vu.</p>	<p>20 h 30 CINÉMA La peau douce ■ ■ ■ La tendresse de Turfaut. le charme de Françoise Portée.</p> <p>22 h 50 TÉLÉFILM Contes d'Italie Histoire d'un photographe, d'après Calvino.</p>
CANAL	<p>20 h 35 CINÉMA Ma vedette américaine ■ Du médioré à Boulevard 2.</p> <p>22 h 20 TAURINOMACHIE Corda espagnole Invention à un rituel. Dérangement.</p>	<p>20 h 35 CINÉMA Diezel ■ Sympathique et un peu rétro. Une atmosphère.</p> <p>22 h 00 CINÉMA La baston ■ Malgré Franco, un nouveau mélo.</p>	<p>21 h 00 CINÉMA Etta-vous française ou à un marin grec ou à un pilote de ligne ? ■ Jean Yvane, Francis Blanche et le comique à la française. Lourde.</p> <p>22 h 40 CINÉMA The rose ■ ■ ■ La trêve via d'une star. Intéressant.</p>	<p>20 h 35 CINÉMA Stictement personnel ■ ■ ■ Un beau film, très personnel, de Pierre Jolivet.</p> <p>22 h CINÉMA Holocauste 2000 ■ Fénelon de série Z.</p>
LA	<p>20 h 30 SÉRIE Supercopier Récit.</p> <p>21 h 20 SÉRIE Les Grant Antarctique.</p> <p>22 h 10 SÉRIE La cinquième dimension Science-fiction.</p>	<p>20 h 30 SÉRIE K 2000 Une errance qui fait du bruit.</p> <p>21 h 20 SÉRIE L'inspecteur Dantek Le mort au-dessus d'une vieille dame.</p> <p>22 h 30 FOOTBALL Trophée José-Gamper en direct de Barcelone. Barcelone contre Milan et Eintracht contre Tottenham.</p>	<p>20 h 30 FOOTBALL Trophée José-Gamper en direct de Barcelone. Barcelone contre Milan et Eintracht contre Tottenham.</p>	<p>20 h 30 SÉRIE Chips Exploitation dangereuse.</p> <p>21 h 20 SÉRIE Kojak La crime était presque parfait.</p> <p>22 h 10 MAGAZINE MUSICAL Cinq sur cinq</p>



Le sourire des morts

par COLETTE GODARD



Le King est mort en août. Il y a neuf ans. Il est revenu dans son costume blanc, celui de Las Vegas, avec des franges et des ailes, avec l'écharpe impérial de sa sœur, qu'il jette en pâture à ses fans. Bivis en concert à Hawaii, en qu'on l'a vu sur A 2, à déjà grossi, mais la voix enrouée encore, elle fait jouer la mémoire, amène devant les yeux l'image du beau brun aux hanches étroites. Le même phénomène quasi miraculeux à été poursuivi jusqu'à la fin, malgré l'obésité, la cuisse molle boudinée dans le pantalon étincelant, la bouche obscure, l'œil perdu dans les bajoues que ne parvenaient pas à atténuer les roulaquettes rock.

Je l'ai vu dans cet état à la télévision camé-dienne un mois d'août évidemment. Le documentaire — américain, truffé de gros plans impitoyables — était présenté par une dame illo-éxotique, sur fond de ciel étoilé car, disait-elle, « aujourd'hui il chante parmi les anges ». Les « sockets » plus ou moins réussis qui limitent son répertoire dans les boîtes de Las Vegas, qui ont joué son personnage dans des comédies musicales biographiques, arrivent à provoquer cette sorte de bizarre distorsion. Il y a des cas, comme ça, où la légende dépasse la réalité, effacée par ce qu'on a dans la tête, dans le cœur surtout.

Je ne sais plus qui a parlé du « sourire des morts », ce sourire beaucoup utilisé à la télévision au mois d'août, quand les reporters sont en vacances et l'actualité en léthargie. Alors, les archives travaillent. On ressort les interviews de grande disparus, des brouillons d'émissions aux-quelques ils ont participé. On les retrouve, eux, mais que la mort ne les a pas changés. Non pas dans la fixité toujours un peu lambe de la photo, mais dans la magie de l'image animée. On a l'habitude, avec le cinéma, de bousculer le temps, de récupérer l'éclatante jeunesse de nos stars bien-aimées. Mais l'émotion n'est pas aussi aiguë devant un personnage de fiction que devant une personne réelle.

Se repasser la cassette de Casque d'Or, c'est se donner la plaiet d'un beau film, d'une grande comédie qui vous fait croire aux amours et aux malheurs d'une fille perdue. Signorini vivait toujours, ce serait la même chose. Mais la royauté dans les reprises de l'été interviewée par Bernard Pivot, reconnaît son regard bleu, le léger chuintement de sa voix répandue, la générosité de son sourire sans illusion, c'est bouleversant.

On a envie de la retenir. Un personnage de film n'a plus rien à dire à la fin de l'histoire, sa vie s'arrête et recommence à chaque projection. Là, c'est comme une conversation interrompue, on devait la reprendre et c'est trop tard. J'ai interviewé Simone Signoret une fois à propos de la Vie devant soi. J'étais plus qu'impressionné : terrifié. Elle a commencé par me confier qu'elle allait au chignon pour le service après-vente du film, ce qui ne m'a pas vraiment effrayé. Elle avait mal aux yeux, mais l'avait l'impression que son regard au laser n'ignorait rien de moi.

Je ne me souviens pas d'avoir sorti grand-chose, tout ce que j'avais préparé à l'égal étonné, il fallait trouver un point commun entre

nous deux, quelque chose qui nous rendait : des gens, l'âge, le l'écoute, et l'autre venait à cette réédition de « Apostrophes », j'étais à la fois étonnée de le retrouver et simplement triste parce qu'elle avait encore tant de choses à dire.

Un autre sourire de morte aussi nous émeut, même à travers son image romanesque, celui de Martine Ceroi à qui Canal a consacré un cycle, une merveille : Lucrèce Borgis, Maria, Lola Moritz. Trois héroïnes sauvages, violemment tragiques pour une « petite femme de Paris » au charme coquet, à l'humour léger. Son scénario personnel, cependant, a été tragique, un vrai scénario pour mélo hollywoodien, stéréotypé scandaleux, sur adultes, sex-symbol balayé par les bombes sexuelles — BB en premier — dont la nudité innocente rejette les guplées et l'antéchrist de la Mimi Phisone de luxe dans les poubelles de l'histoire Grotesquement d'ailleurs, le mode en est revenu, et c'est l'une des raisons, mais pas la seule, pour laquelle notre Martine nous revient.

Elle aussi, je l'ai interviewée une fois, mais j'étais vraiment très jeune, et elle n'était pas vieille. Elle venait de faire la une en se plantant dans la Seine (par amour) et jouait au théâtre. Des sourires et des hommes. Elle n'avait pas beaucoup de temps, elle avait simplement à être là, à tourner la tête aux rudes penses de Stienbeck, à tourner la tête dans une robe courte et déchirée. Elle m'avait regardé dans son studio où

trahissait des débâillures avec de la dentelle ; elle était couchée, parfumée et, sans doute influencée par son rôle, m'avait déclaré : « Je suis une sauvage. »

Elle était fragile et attendrissante, comme Marilyn, et sans doute plus rigolote. Elle n'était pas faite pour se battre, mais pour boire du champagne dans des escarpins d'or. Elle a laissé au cœur de son public une culpabilité éternelle. On s'en veut de l'avoir laissée nous fuir à l'ail, et se détruire (la drogue, déjà...) et si même temps, on se délecte de malheurs si conformes aux fantasmes de « plaisir et châtiment ». Imagine-t-on la Dame aux camélias mourant vieille et embourgeoisée ?

S'il en était autrement, est-ce qu'une des rares fois où la télévision parle d'elle, ce serait à travers un reportage de François Chalais à Cannes, à un moment où elle essayait un comeback ? Elle apparaîtrait en haut d'un escalier, parée, maquillée, masquée comme un travesti, caricature vacillante de sa propre image, le regard infirmement las, et seule, affreusement seule, débilitant sans y croire un pathétique et balourdissant discours d'espoir.

Eh voilà, fillettes, ce qui vous attend derrière le miroir aux alouettes. Mais si notre Martine chère a été malheureuse, elle a été, elle est aimée, et grâce à Canal 5, elle le sera davantage, surtout après Lola Moritz. Qui pouvait mieux la comprendre que Max Ophüls, historien sadique et sensible d'une Belle Époque qui n'a jamais existé que dans nos regrets ?

Le sourire des morts

30

COURRIER

Pour les radios associatives

Nous avons reçu le communiqué suivant du Mouvement des radios libres...

Une monumentale bévue

J'ai parcouru avec beaucoup de plaisir l'interview que Jean-Pierre Eliebach vous a accordée...

CHRISTIAN OENDRE (Babou)

D'une chaîne à l'autre

Commission nationale de la communication et des libertés, et des radios de l'audiovisuel...

Ne laissez pas d'une association

A l'heure des réformes et des bouleversements dans le domaine de l'audiovisuel...

Calomnie

Journaliste pendant quarante ans à l'ORTF (carte professionnelle n° 1), depuis deux ans à la retraite...

JACQUES ALEXANDRE (Babou)

Table with 2 columns: Date (DU LUNDI 4 JUILLET AU DIMANCHE 10 AOUT) and Content (Les dix émissions les plus regardées)

du soir

Table with 4 columns: VENDREDI (22 août), SAMEDI (23 août), DIMANCHE (24 août), and Content (Programs for each day)

Sommaire

Table with 2 columns: Date (LUNDI, MARDI, MERCREDI, JEUDI) and Content (Programs for each day)

